

Chambre des Représentants de Belgique

SESSION ORDINAIRE 1993-1994 (*)

11 JANVIER 1994

PROJET DE LOI portant des mesures contre le travail au noir

PROPOSITION DE LOI renforçant les sanctions à l'égard des employeurs qui occupent des travailleurs au noir

RAPPORT
FAIT AU NOM DE LA COMMISSION
DES AFFAIRES SOCIALES (1)
PAR M. J. SLEECKX

MESDAMES, MESSIEURS,

Votre Commission a examiné ce projet de loi au cours de ses réunions des 14 octobre, 3 et 10 novembre, et 8 et 22 décembre 1993.

(1) Composition de la Commission :

Président : M. Flamant.

A. — Titulaires :

C.V.P. MM. Ansoms, Goutry, Mme
Nelis-Van Liedekerke, MM.
Olivier, Vandendriessche.
P.S. Mme Burgeon (C.), MM.
Minet, Perdieu, Santkin.
V.L.D. MM. Chevalier, Devolder,
Flamant, Van Mechelen.
S.P. MM. Peeters (J.), Sleeckx,
Van der Sande.
P.R.L. MM. Draps, Severin.
P.S.C. MM. Charlier (Ph.), Hiance.
Ecolo/ Agalev VI. MM. Detienne, Geysels.
Blok M. Van Hauthem.

B. — Suppléants :

MM. Breyne, Demuyt, Mme Leysen,
MM. Schuermans, Taylor, Vanleenhove.
MM. Collart, Delizée, Namotte,
Poty, Van der Biest.
MM. Daems, De Groot, Mme De
Maght-Aelbrecht, MM. Platteau,
Vergote.
MM. Dielens, Hostekint, Landuyt,
Peeters (L.).
MM. de Clippele, Ducarme, Hazette.
Mme Corbisier-Hagon, MM. Grimberghs, Thissen.
MM. Dallons, Defeyt, Mme Dua.
MM. Van den Eynde, Wymeersch.

Voir :

- 1157 - 92 / 93 :

- N° 1 : Projet de loi.
- N°s 2 à 6 : Amendements.

Voir également :

- N° 8 : Texte adopté par la commission.

- 873 - 92 / 93 :

- N° 1 : Proposition de loi de M. J. Peeters.

(*) Troisième session de la 48^e législature.

Belgische Kamer van Volksvertegenwoordigers

GEWONE ZITTING 1993-1994 (*)

11 JANUARI 1994

WETSONTWERP houdende maatregelen tegen het zwartwerk

WETSVOORSTEL om werkgevers zwaarder te bestraffen ingeval van zwartwerk

VERSLAG
NAMENS DE COMMISSIE VOOR DE
SOCIALE ZAKEN (1)
UITGEBRACHT DOOR DE HEER J. SLEECKX

DAMES EN HEREN,

Uw Commissie heeft onderhavig wetsontwerp besproken tijdens de vergaderingen van 14 oktober, 3 en 10 november, 8 en 22 december 1993.

(1) Samenstelling van de Commissie :

Voorzitter : de heer Flamant.

A. — Vaste leden :

C.V.P. HH. Ansoms, Goutry, Mevr.
Nelis-Van Liedekerke, HH.
Olivier, Vandendriessche.
P.S. Mevr. Burgeon (C.), HH.
Minet, Perdieu, Santkin.
V.L.D. HH. Chevalier, Devolder,
Flamant, Van Mechelen.
S.P. HH. Peeters (J.), Sleeckx,
Van der Sande.
P.R.L. HH. Draps, Severin.
P.S.C. HH. Charlier (Ph.), Hiance.
Ecolo/ Agalev VI. HH. Detienne, Geysels.
Blok H. Van Hauthem.

B. — Plaatsvervangers :

HH. Breyne, Demuyt, Mevr. Leysen,
HH. Schuermans, Taylor, Vanleenhove.
HH. Collart, Delizée, Namotte, Poty,
Van der Biest.
HH. Daems, De Groot, Mevr. De
Maght-Aelbrecht, HH. Platteau,
Vergote.
HH. Dielens, Hostekint, Landuyt,
Peeters (L.).
HH. de Clippele, Ducarme, Hazette.
Mevr. Corbisier-Hagon, HH. Grimberghs, Thissen.
HH. Dallons, Defeyt, Mevr. Dua.
HH. Van den Eynde, Wymeersch.

Zie :

- 1157 - 92 / 93 :

- N° 1 : Wetsontwerp.
- N°s 2 tot 6 : Amendementen.

Zie ook :

- N° 8 : Tekst aangenomen door de commissie.

- 873 - 92 / 93 :

- N° 1 : Wetsvoorstel van de heer J. Peeters.

(*) Derde zitting van de 48^e zittingsperiode.

**I. — EXPOSE INTRODUCTIF DE LA
MINISTRE DE L'EMPLOI ET DU TRAVAIL,
CHARGÉE DE LA POLITIQUE D'ÉGALITÉ
DES CHANCES ENTRE
HOMMES ET FEMMES**

1.1. Travail au noir : « 1 profiteur, 5 lésés »

De toutes les infractions sur le plan du droit social, le travail au noir constitue, outre l'emploi d'illégaux, sans aucun doute une des infractions qui doit être poursuivie en permanence, tant par les services d'inspection que dans le cadre de la politique qui est menée.

Le travail au noir est d'ailleurs une forme de fraude sociale où une partie en tire profit et cinq parties sont lésées.

— *La première partie lésée est bien entendu le travailleur lui-même.*

En travaillant au noir, il ne peut pas bénéficier des droits en matière de sécurité sociale pour lui-même et pour ses ayants droits.

— *Une deuxième partie importante et lésée est constituée des employeurs de bonne foi.*

Le circuit du travail au noir représente pour eux une concurrence déloyale. Dans certains secteurs, comme celui de la construction par exemple, cela prend de telles proportions que les employeurs loyaux risquent d'être totalement éjectés du marché.

— *La troisième partie lésée est « l'Etat de droit ».*

Si le travail au noir continue à s'étendre dans certains secteurs, la tentation devient très grande, pour ceux qui travaillent encore selon les prescriptions légales, de commettre aussi cette faute. Ainsi, les normes de droit social n'existeraient plus que sur papier. En outre, la marge qui les sépare des autres formes de fraude sur le plan fiscal ou économique par exemple, se réduit alors de plus en plus.

— *Une quatrième partie lésée est le gouvernement.*

La diminution des recettes en matière de cotisations de sécurité sociale et de précompte professionnel, due aux prestations de travail au noir, est en partie responsable des difficultés de financement que l'on connaît.

— *Une cinquième partie lésée est, en conséquence de cela, toute la société.*

Les employeurs et les travailleurs qui travaillent conformément aux réglementations doivent, par le biais du paiement de leurs cotisations de sécurité sociale et de leurs impôts, payer la part de ces fraudeurs sociaux. Cela constitue en partie la cause des coûts salariaux élevés, bien qu'il soit difficile d'avancer des chiffres.

Les employeurs et les travailleurs de bonne foi sont donc une fois de plus lésés au regard par exemple de la concurrence en provenance de l'étranger.

Il est rare que le profit de quelques-uns (à savoir ceux qui travaillent au noir ou qui organisent ce type de travail) soit tellement préjudiciable à tant d'autres.

**I. — INLEIDING VAN DE MINISTER VAN
TEWERKSTELLING EN ARBEID, BELAST
MET HET BELEID VAN GELIJKE
KANSEN VOOR MANNEN
EN VROUWEN**

1.1. Zwartwerk: « 1 profiteur, 5 benadeelden »

Van alle inbreuken op sociaal-rechtelijk vlak is zwartwerk, naast de tewerkstelling van illegalen, ongetwijfeld één van de overtredingen die permanent opgevolgd moeten worden, zowel door de inspectiediensten als door het beleid.

Zwartwerk is trouwens een vorm van sociale fraude waarbij één partij profiteert en vijf partijen benadeeld worden.

— *De eerste benadeelde partij is uiteraard de werknemer zelf.*

Door zijn arbeid in het zwart kan hij voor zichzelf en zijn rechthebbenden geen rechten opbouwen in de sociale zekerheid.

— *Een tweede belangrijke benadeelde partij zijn de « bona fide » werkgevers.*

Zij ondervinden oneerlijke concurrentie van het zwartwerk-circuit. In sommige sectoren (bouw bijvoorbeeld) is die concurrentie zo hevig dat de eerlijke werkgevers volledig uit de markt dreigen te worden gewerkt.

— *De derde benadeelde partij is de « Rechtsstaat ».*

Indien het zwartwerk zich in bepaalde sectoren verder uitbreidt, groeit voor degenen die nog volgens de wettelijke voorschriften werken de verleiding om ook in de fout te gaan. Zo zouden er nog enkel op papier sociaal-rechtelijke normen bestaan. Bovendien wordt dan de stap naar andere vormen van fraude op bijvoorbeeld fiscaal of economisch vlak ook steeds kleiner.

— *Een vierde benadeelde is de overheid.*

De minderontvangsten aan sociale-zekerheidsbijdragen en bedrijfsvoorheffing ingevolge het verrichten van zwartwerk is mee verantwoordelijk voor de huidige financieringsmoeilijkheden.

— *Een vijfde benadeelde is, als gevolg hiervan, de hele gemeenschap.*

Werkgevers én werknemers die wél volgens de regels werken dienen via de door hen betaalde sociale zekerheidsbijdragen en belastingen mee het deel te betalen van deze sociale fraudeurs. Dit is, alhoewel moeilijk of niet te becijferen, voor een deel mee de oorzaak van de hoge loonkosten.

Daardoor worden de bona fide werkgevers en werknemers nog eens extra benadeeld ten aanzien van bijvoorbeeld de concurrentie uit het buitenland.

Zelden is het profijt van enkelen (namelijk degenen die zwartwerk verrichten of organiseren) zó nadelig voor zovelen.

1.2. La politique en matière de travail au noir

La lutte contre cette forme de criminalité des cols blancs est donc à l'avantage de toutes ces parties lésées : les travailleurs, les employeurs de bonne foi, l'Etat de droit, le gouvernement et toute la société.

La déclaration du gouvernement stipulait entre autres que « les pouvoirs publics ne peuvent rencontrer les aspirations des citoyens et des entreprises si certains cherchent systématiquement à se soustraire à leurs obligations fiscales et sociales ».

Dans le prolongement de ce principe, l'accord de gouvernement a clairement précisé, dans le chapitre concernant une société solidaire, que « le travail au noir sera rigoureusement combattu ».

Ainsi, depuis l'entrée en fonction du gouvernement, une politique de lutte contre le travail au noir sous toutes ses formes a été menée par le biais de différentes mesures.

a. En premier lieu, un Protocole a été conclu, le 12 juin 1992, avec le secteur de l'horticulture afin de lui procurer de la main-d'oeuvre légale par le biais d'une série de mesures positives (simplifications administratives, exonération des cotisations de sécurité sociale pour des courtes périodes, ...). L'exécution de ce Protocole sera d'ailleurs évaluée en profondeur à la fin de cette année en vue d'y apporter d'éventuelles corrections. A cet effet, des négociations sont en cours avec le secteur concerné et les Régions.

b. Ensuite, il y a la loi du 1^{er} juin 1993 imposant des sanctions aux employeurs occupant des étrangers en séjour illégal en Belgique (en vigueur depuis le 1^{er} juillet 1993). (*Moniteur belge* du 17 juin)

Le présent projet de loi portant des mesures contre le travail au noir se situe d'ailleurs tout à fait dans le prolongement des sanctions plus sévères pour l'emploi d'illégaux qui sont prévues dans la loi susmentionnée.

c. Enfin, dans la lutte contre le travail au noir, le Protocole relatif à la collaboration entre les différents services d'inspection sociale, en vue de coordonner les contrôles en cas d'infraction à la législation sociale et du travail, constitue une étape importante. Signé le 30 juillet 1993, il comprend toute une série de mesures pour promouvoir et institutionnaliser la collaboration entre les différents services d'inspection sociale.

Ce Protocole prévoit ainsi un Comité directeur au niveau fédéral dans lequel siègent les représentants de tous les services concernés, des cellules d'inspection par arrondissement, une collecte et un échange d'informations étendus, des mesures pour le soutien logistique et des accords opérationnels. Les préparatifs sont en cours pour faire entrer ce Protocole en vigueur à partir du 1^{er} janvier 1994.

d. De plus, on finalise également le projet d'arrêté royal qui transforme la fiche individuelle dans le secteur de la construction en une carte d'identité

1.2. Het beleid inzake zwartwerk

De bestrijding van deze vorm van witte-boordcriminaliteit is dan ook in het voordeel van al deze benadeelde partijen : de werknemers, de bona fide werkgevers, de rechtsstaat, de overheid en de hele gemeenschap.

De regeringsverklaring stelde onder andere dat « de overheid alle verzuchtingen van burgers en bedrijven niet kan beantwoorden als sommigen zich systematisch aan hun fiscale en sociale verplichtingen pogen te onttrekken ».

In het verlengde hiervan stelde het regeerakkoord uitdrukkelijk, in het hoofdstuk betreffende een solidaire samenleving, dat « het zwartwerk strenger zal worden bestreden ».

Sinds het aantreden van de regering werd dan ook een beleid gevoerd om het zwartwerk in al zijn vormen met verschillende maatregelen te bestrijden.

a. Allereerst is er het Protocol dat op 12 juni 1992 met de tuinbouwsector werd gesloten om met een aantal positieve maatregelen (administratieve vereenvoudigingen, vrijstelling van sociale zekerheidsbijdragen voor korte periodes, ...) de sector aan legale arbeidskrachten te helpen. De uitvoering van dit Protocol wordt trouwens eind dit jaar grondig geëvalueerd met het oog op mogelijke bijstellingen. Met het oog hierop zijn onderhandelingen met de betrokken sector en de Gewesten aan de gang.

b. Daarnaast is er de wet van 1 juni 1993 betreffende de bestraffing van werkgevers omwille van tewerkstelling van illegaal in België verblijvende vreemdelingen (sinds 1 juli 1993 van toepassing). (*Belgisch Staatsblad* van 17 juni)

Het voorliggend wetsontwerp tot bestrijding van het zwartwerk ligt trouwens volledig in het verlengde van de zwaardere sancties voor de tewerkstelling van illegalen waarin voormelde wet voorziet.

c. Een belangrijke stap voorwaarts in de strijd tegen het zwartwerk is ongetwijfeld het Protocol dat op 30 juli 1993 getekend werd betreffende de samenwerking tussen de verschillende sociale inspectiediensten tot coördinatie van de controles bij overtreding van de arbeids- en de sociale wetgeving. Dit Protocol bevat een hele reeks maatregelen om deze samenwerking te bevorderen en te institutionaliseren.

Zo wordt er onder andere voorzien in een Stuurgroep op federaal niveau waarin de vertegenwoordigers van alle betrokken diensten zitting hebben, inspectiecellen per arrondissement, een uitgebreide informatieverzameling en -uitwisseling, maatregelen voor logistieke ondersteuning en operationele afspraken. De voorbereidingen zijn volop bezig om dit Protocol vanaf 1 januari 1994 in werking te doen treden.

d. Daarnaast wordt ook de laatste hand gelegd aan het ontwerp van koninklijk besluit dat de huidige individuele fiche in de bouwsector omzet in een

sociale dans tous les secteurs. L'objectif poursuivi est que cet arrêté entre en vigueur en même temps que cette loi, si possible pour le 1^{er} janvier 1994.

1.3. *Le présent projet de loi*

Se situant tout à fait dans la ligne de cette politique, le présent projet de loi a pour objectif de lutter plus sévèrement et plus efficacement contre le travail au noir.

Pour atteindre ce but, il comprend les mesures suivantes.

1.3.1. La suppression de l'indemnité à payer à l'ONSS, qu'un employeur doit payer en plus d'une amende administrative ou pénale en cas d'infraction à la législation en matière de :

- documents sociaux ou de
- travail à temps partiel.

Cette indemnité ONSS a été instaurée par la loi-programme du 6 juillet 1989 pour, précisément, lutter plus sévèrement contre le travail au noir. L'application de cette mesure pose cependant de nombreux problèmes.

Premièrement, l'application d'une indemnité ONSS de 67 452 francs par infraction et par personne, en plus de l'amende, n'est certainement pas évidente pour les infractions de moindre importance. Le fait que les deux montants différents imposés, une amende et une indemnité ONSS, doivent être payés à deux instances différentes, entraîne également toute une série de difficultés pratiques.

1.3.2. La suppression de l'indemnité ONSS est compensée par une augmentation considérable des sanctions pénales et des amendes administratives dans quatre domaines qui ont un rapport spécifique avec le travail au noir, notamment :

- les documents sociaux;
- le travail à temps partiel;
- le chômage et
- l'obstacle à la surveillance.

On a introduit une gradation dans les nouveaux textes des deux législations pour lesquelles l'indemnité ONSS existe à l'heure actuelle, à savoir les documents sociaux et le travail à temps partiel. L'importance des sanctions a été adaptée à la nature des infractions. Pour les infractions qui ont un rapport avec le travail au noir, les minima et les maxima ont été augmentés de manière conséquente, de sorte que le montant de l'indemnité ONSS y soit en fait incorporé.

Les sanctions pénales et les amendes administratives ont également été augmentées pour les employeurs qui effectuent des prestations de travail au noir avec des chômeurs et pour l'obstacle à la surveillance, derrière lequel toutes les formes de travail au noir peuvent être dissimulées.

A l'avenir, l'intéressé paiera pour toutes ces infractions un montant unique à une seule instance. Il en

sociale identiteitskaart in alle sectoren. Het is de bedoeling dat dit besluit samen met deze wet, zo mogelijk op 1 januari 1994 in werking treedt.

1.3. *Het voorliggende wetsontwerp*

Volledig in de lijn van dit beleid heeft het voorliggende wetsontwerp tot doel het zwartwerk strenger en doeltreffender aan te pakken.

Om dit doel te bereiken bevat dit ontwerp de volgende maatregelen.

1.3.1. De afschaffing van de aan de RSZ verschuldigde vergoeding die een werkgever dient te betalen bovenop een strafrechtelijke of administratieve geldboete wegens overtreding van de wetgeving inzake :

- de sociale documenten of
- de deeltijdse arbeid.

Deze RSZ-vergoeding werd door de programma-wet van 6 juli 1989 ingevoerd juist om het zwartwerk strenger te beteugelen. De toepassing van deze maatregel doet echter een hele reeks problemen rijzen.

Zo is de toepassing van een RSZ-vergoeding van momenteel 67 452 frank per overtreding en per persoon bovenop de geldboete zeker niet voor de hand liggend wat de minder zware overtredingen betreft. Het feit dat de veroordeelde twee verschillende bedragen, een geldboete en een RSZ-vergoeding, moet betalen aan twee verschillende instanties, leidt ook tot heel wat praktische moeilijkheden.

1.3.2. De afschaffing van de RSZ-vergoeding wordt gecompenseerd door een aanzienlijke verhoging van de strafrechtelijke sancties én van de administratieve geldboeten op vier gebieden die specifiek in verband staan met zwartwerk, namelijk :

- de sociale documenten;
- de deeltijdse arbeid;
- de werkloosheid en
- de verhindering van toezicht.

Voor de twee wetgevingen waarvoor nu de RSZ-vergoeding bestaat als bijkomende sanctie, namelijk de sociale documenten en de deeltijdse arbeid, werd in de nieuwe teksten een gradatie ingebouwd. De hoogte van de sancties werd aangepast aan de aard van de overtredingen. Voor de overtredingen die te maken hebben met zwartwerk werden de minima en maxima merkkelijk verhoogd, zodat het bedrag van de RSZ-vergoeding er eigenlijk in verwerkt wordt.

Ook voor werkgevers die zwartwerk verrichten met werklozen en voor de verhindering van toezicht, waarbij alle vormen van zwartwerk kunnen verdoezeld worden, werden de strafrechtelijke sancties en de administratieve geldboeten opgetrokken.

Betrokkene betaalt in de toekomst voor al deze overtredingen één bedrag aan één instantie. Dat

est de même pour toutes les autres infractions. De cette façon, l'uniformité au sein du système est maintenue.

La différence effective entre ces quatre sortes d'infractions en matière de travail au noir et les autres infractions réside dans le fait qu'à l'avenir, 50 % du produit de ces amendes infligées pour le travail au noir seront versés à l'ONSS par le biais d'une procédure interne. Il s'agit de la compensation de la suppression de l'indemnité ONSS, qui « indemnise » l'ONSS pour la diminution des revenus découlant du travail au noir.

L'augmentation des sanctions s'inscrit dans la ligne de l'alourdissement des sanctions pénales pour l'emploi d'illégaux. Pour les infractions lourdes, une amende de 600 000 à 3 millions de francs est prévue (emploi de travailleurs illégaux) et, pour l'emploi de travailleurs étrangers résidant légalement sans autorisation d'occupation, une amende de 170 000 à 600 000 francs. Les amendes pénales les plus lourdes prévues dans ce projet vont de 100 000 à 500 000 francs.

Ces sanctions sont certainement raisonnables si l'on veut maintenir un effet quelque peu dissuasif et préventif. En effet, le bénéfice de l'emploi au noir d'un travailleur qui bénéficie du revenu mensuel minimum garanti, actuellement 40 843 francs bruts, est déjà de 22 484 francs uniquement en ce qui concerne les cotisations patronales de sécurité sociale.

A cela, il convient d'ajouter 5 338 francs (13,07 %) représentant la part du travailleur dans les cotisations sociales et 6 200 francs de précompte professionnel (pour les isolés et les cohabitants – 2 602 francs pour les chefs de famille) ou en tout 34 042 francs par mois. Et n'est ici évoquée que la perte de revenus pour l'Etat pour un mois de travail au noir effectué par une personne qui recevrait normalement le revenu mensuel minimum. Si les sanctions ne sont pas assez dissuasives, beaucoup prendront le risque d'être pris sur le fait étant donné que même dans ce cas, leur soi-disant « avantage économique » est toujours plus important que le montant des amendes à payer.

1.3.3. La troisième mesure concerne l'instauration d'un montant minimum pour les transactions qui peuvent être proposées par le Ministère public en cas de travail au noir.

Ce minimum a d'ailleurs déjà été instauré par la loi du 1^{er} juin 1993 en cas d'emploi d'illégaux.

La procédure à cet égard est la suivante :

— Les procès-verbaux rédigés par les services d'inspection et la Gendarmerie sont transmis à l'auditeur du travail et au Directeur général du service d'études juridiques du Ministère de l'Emploi et du Travail.

geldt ook voor de andere overtredingen. Op die manier wordt eenvormigheid in het systeem behouden.

Waarin deze vier soorten overtredingen inzake zwartwerk wél verschillen van de andere overtredingen is het feit dat in de toekomst door een interne procedure 50 % van de opbrengst van deze boetes opgelegd voor zwartwerk doorgestort zal worden aan de RSZ. Dat is de compensatie voor de afgeschafte RSZ-vergoeding en « vergoedt » de RSZ voor de minder-inkomsten ten gevolge van zwartwerk.

De verhoging van de sancties ligt in de lijn van de verzwaring van de straffen voor de tewerkstelling van illegalen, waar voor de zware overtredingen 600 000 tot 3 miljoen frank geldboete opgelegd wordt (voor de tewerkstelling van illegalen) en 170 000 tot 600 000 frank voor de tewerkstelling van legaal verblijvende buitenlandse werknemers zonder arbeidsvergunning. De zwaarste geldboeten bepaald bij dit ontwerp gaan van 100 000 tot 500 000 frank.

Deze sancties zijn zeker verantwoord als men nog enig ontradend en preventief effect wenst te behouden. De opbrengst voor de tewerkstelling in het zwart van een werknemer die het gewaarborgd minimum maandinkomen ontvangt, thans 40 843 frank bruto, bedraagt namelijk 22 484 frank alleen al aan werkgeversbijdragen voor de sociale zekerheid.

Daarbij moet men nog 5 338 frank (13,07%) werknemersbijdragen rekenen en 6 200 frank bedrijfsvoorheffing (voor alleenstaanden en samenwonenden – 2 602 frank voor gezinshoofden) of samen 34 042 frank per maand. En dan wordt alleen nog maar gesproken over het verlies aan inkomsten voor de overheid voor één maand zwartwerk door iemand die normaal het minimummaandinkomen zou ontvangen. Indien de sancties niet ontradend genoeg zijn, zullen velen het risico nemen betrappt te worden omdat zelfs dan hun zogenaamd « economisch voordeel » altijd groter is dan de te betalen geldboetes.

1.3.3. Als derde maatregel werd een minimumbedrag ingevoerd voor de minnelijke schikkingen die door het openbaar ministerie kunnen voorgesteld worden in geval van zwartwerk.

Een dergelijk minimum werd trouwens ook reeds ingevoerd bij de wet van 1 juni 1993 in geval van werkverschaffing aan illegalen.

De procedure terzake is de volgende :

— De processen-verbaal opgesteld door de inspectiediensten en door de rijkswacht worden overgemaakt aan de arbeidsauditeur én aan de directeur-generaal van de juridische studiedienst van het ministerie van Tewerkstelling en Arbeid.

— Trois possibilités se présentent à l'auditeur du travail :

- intenter une poursuite devant le tribunal correctionnel;
- proposer lui-même une transaction;
- renoncer à la poursuite judiciaire, ensuite de quoi l'administration de l'Emploi et du Travail peut imposer une amende administrative.

Il est logique que, lorsque les montants des amendes administratives sont augmentés de manière conséquente pour lutter contre le travail au noir, des minima soient également prévus pour les transactions.

1.3.4. La quatrième mesure prévoit que l'auditeur du travail entamera d'office une enquête portant sur les employeurs pour lesquels un chômeur a effectué des prestations de travail au noir, après que ce dernier ait été exclu du bénéfice des allocations de chômage pour travail au noir.

Dans la pratique en effet, il arrive souvent que les actions se concentrent sur le chômeur qui a effectué un travail au noir et que, après avoir pris les sanctions nécessaires contre ce dernier, plus rien ne soit entrepris contre l'employeur qui était impliqué dans cette fraude.

1.3.5 Enfin, il y a encore une série de modifications techniques qui seront abordées lors du commentaire des articles.

1.4. Conclusion

Ce projet de loi s'inscrit tout à fait dans la ligne de la loi du 1^{er} juin 1993 (imposant des sanctions aux employeurs occupant des étrangers en séjour illégal en Belgique) et des autres mesures prises pour lutter contre ces fraudes.

La Ministre espère dès lors que le Parlement mettra aussi rapidement que possible ce nouvel instrument légal à la disposition de tous ceux qui s'emploient chaque jour à lutter contre cette fraude sociale.

II. — EXPOSE INTRODUCTIF DE L'AUTEUR DE LA PROPOSITION DE LOI JOINTE

La présente proposition, contresignée par plusieurs membres de la majorité comme de l'opposition, procède de la même philosophie que le projet de loi, à savoir la volonté de lutter contre le travail au noir. Sa portée est toutefois plus limitée, puisqu'elle vise la situation spécifique des chômeurs, bénéficiaires d'indemnités, travaillant au noir.

Le texte proposé se situe également dans le prolongement de la loi Vande Lanotte du 1^{er} juin 1993 (*Moniteur belge* du 17 juin 1993) imposant des sanctions aux employeurs occupant des étrangers en séjour illégal en Belgique.

— De arbeidsauditeur heeft 3 mogelijkheden :

- vervolging instellen voor de correctionele rechtbank;
- zelf een minnelijke schikking voorstellen;
- afzien van het instellen van strafvervolging, waarna de diensten van Tewerkstelling en Arbeid een administratieve geldboete kunnen opleggen.

Het is logisch dat wanneer de bedragen voor de administratieve geldboeten aanzienlijk verhoogd worden om zwartwerk te bestrijden, ook in minima voorzien wordt voor de minnelijke schikkingen.

1.3.4. De vierde maatregel bestaat erin dat de arbeidsauditeur ambtshalve een onderzoek zal instellen naar de werkgevers waarbij een werkloze zwartwerk heeft verricht nadat deze laatste van het genot van de werkloosheidsuitkeringen is uitgesloten wegens zwartwerk.

In de praktijk komt het immers meermaals voor dat de acties zich toespitsen op de werkloze die zwartwerk verricht heeft en dat na het nemen van de nodige sancties tegen deze laatste niets meer ondernomen wordt tegen de werkgever die bij deze fraude betrokken was.

1.3.5 Ten slotte zijn er nog een reeks technische wijzigingen die bij de artikelsgewijze besprekingen aan bod zullen komen.

1.4. Besluit

Dit wetsontwerp ligt volledig in de lijn van de wet van 1 juni 1993 (betreffende de bestraffing van werkgevers wegens tewerkstelling van illegaal in België verblijvende vreemdelingen) en van de andere maatregelen die werden genomen om deze fraudes te bestrijden.

De minister hoopt dan ook dat het Parlement dit nieuwe wettelijke instrument zo spoedig mogelijk ter beschikking zal stellen van al degenen die zich dag in dag uit inspannen om de sociale fraude te bestrijden.

II. — INLEIDING VAN DE INDIENER VAN HET BIJGEVOEGDE WETSVORSTEL

Dit wetsvoorstel, dat door verscheidene leden van zowel meerderheid als oppositie werd ondertekend, beoogt hetzelfde als het wetsontwerp, met name de bestrijding van het zwartwerk. Wel is de draagwijdte van het voorstel beperkter, aangezien het specifiek bedoeld is voor uitkeringsgerechtigde werklozen die zwart werken.

De voorgestelde tekst sluit ook aan bij de wet-Vande Lanotte van 1 juni 1993 (*Belgisch Staatsblad* van 17 juni 1993) betreffende de bestraffing van werkgevers omwille van tewerkstelling van illegaal in België verblijvende vreemdelingen.

Comme dans cette loi, l'accent est dorénavant davantage mis sur la responsabilité dans le chef de l'employeur lorsque celui-ci occupe des travailleurs au noir et sur les sanctions dont il est passible dans cette hypothèse. Jusqu'à présent en effet, le législateur s'attachait, dans le cadre de la lutte contre le travail au noir, trop exclusivement à la responsabilité du travailleur en cause, ce qui constituait un exemple typique de droit social « à deux vitesses » et donc injuste et asocial.

La situation actuelle est la suivante : lorsque l'inspecteur du travail constate qu'un chômeur est employé au noir par un employeur, il dresse un rapport à l'attention de l'ONEm en ce qui concerne le chômeur et à l'attention de l'auditeur du travail en ce qui concerne l'employeur. Le chômeur travaillant au noir sait qu'il s'expose, à juste titre, à de lourdes sanctions administratives (exclusion du bénéfice des allocations durant 4 à 26 semaines) qui peuvent représenter, en ce qui le concerne, une perte financière de 60 000 à 100 000 francs. Un recours est possible devant le tribunal du travail mais les chances d'obtenir gain de cause sont minces étant donné le caractère frauduleux, en soi, du travail au noir. Le chômeur encourt en outre les mêmes sanctions pénales que son employeur.

De son côté, l'employeur qui organise le travail au noir s'en tire souvent à bien meilleur compte que le chômeur. Ce dernier est en effet fréquemment sanctionné alors que l'employeur n'est pas inquiété. Et s'il arrive malgré tout qu'une amende administrative soit infligée à l'employeur, son montant ne dépasse presque jamais le minimum légal de 10 000 francs. Lorsque le travail au noir donne lieu à des poursuites pénales, celles-ci se soldent généralement par une transaction qui ne coûte que rarement plus de quelques milliers de francs à l'employeur.

En résumé, la sanction infligée à l'employeur n'est généralement pas proportionnelle à sa responsabilité dans l'infraction et à la sanction infligée au chômeur.

Une telle distinction entre les sanctions respectives est injuste et n'est pas efficiente du point de vue de la lutte contre le travail au noir; dans de nombreux cas en effet, les employeurs se disent qu'il est économiquement plus avantageux pour eux de prendre le risque d'être pris sur le fait que de payer les cotisations de sécurité sociale.

Cette proposition tend dès lors à sanctionner employeur et chômeur travaillant au noir de manière plus égale, ce qui augmentera l'efficacité de la lutte contre le travail au noir.

A cet effet, le texte proposé procède aux quatre adaptations suivantes (elles sont, au demeurant, également effectuées par le projet gouvernemental) :

1. L'amende administrative minimum applicable à l'employeur qui fait travailler un chômeur au noir passe de 10 000 à 60 000 francs, de façon à être proportionnée à la sanction dont est passible le chômeur concerné.

Net als in die wet wordt voortaan sterker de klemtoon gelegd op de verantwoordelijkheid van de werkgever die zwartwerkers in dienst neemt en op de sancties die hij in dat geval kan oplopen. De bestaande wetten ter bestrijding van het zwartwerk legden de verantwoordelijkheid in al te grote mate bij de betrokken werknemer, wat een typisch voorbeeld van sociaal recht « met twee snelheden » is en bijgevolg onrechtvaardig en asociaal.

Op dit ogenblik wordt onderstaande procedure gevolgd : als een arbeidsinspecteur constateert dat een werkloze als zwartwerker bij een bepaalde werkgever in dienst is, rapporteert hij dat aan de RVA (voor de werkloze) en aan de arbeidsauditeur (voor de werkgever). De werkloze zwartwerker weet dat hij, terecht, zware administratieve boetes kan oplopen (schorsing van de uitbetaling van de uitkering gedurende 4 tot 26 weken) die voor hem een financieel verlies van 60 000 tot 100 000 frank kunnen betekenen. Weliswaar is beroep bij de arbeidsrechtbank mogelijk, maar de kans om een dergelijke zaak te winnen is erg klein, aangezien zwartwerk op zich als fraude wordt beschouwd. Strafrechtelijk gezien gelden voor de werkloze dezelfde straffen als voor zijn werkgever.

De werkgever die het zwartwerk organiseert, komt er daarentegen dikwijls heel wat goedkoper van af. Vaak wordt de werkloze gesanctioneerd terwijl de werkgever volledig buiten schot blijft. Wanneer men dan toch een administratieve geldboete oplegt, is het bijna altijd de wettelijk bepaalde minimumboete van 10 000 frank. Als men zwartwerk strafrechtelijk vervolgt, wordt veelal een minnelijke schikking getroffen die de werkgever vaak maar een paar duizend frank kost.

Kortom, de sanctie tegen de werkgever staat meestal in geen verhouding tot zijn verantwoordelijkheid voor de overtreding en tot de sanctie tegen de werkloze.

Een dergelijk onderscheid tussen de respectieve sancties is onbillijk en haalt niets uit in de strijd tegen het zwartwerk. In talloze gevallen gaan de werkgevers er immers van uit dat het risico om op zwartwerk te worden betrapt hen uiteindelijk voordeliger uitkomt dan wanneer ze sociale zekerheidsbijdragen moeten betalen.

Dit voorstel strekt er derhalve toe de werkgever en de zwartwerkende werkloze gelijkmatiger te bestraffen, wat de doeltreffendheid van de strijd tegen het zwartwerk moet doen toenemen.

De voorgestelde tekst voert daartoe volgende vier wijzigingen in (die overigens ook in het regeringsontwerp voorkomen) :

1. De administratieve minimum-geldboete voor een werkgever die een werkloze zwartwerk laat verrichten wordt opgetrokken van 10 000 tot 60 000 frank, zodat die boete in verhouding staat tot die welke de betrokken werkloze opgelegd krijgt.

2. Le montant de la transaction proposée par l'auditeur du travail ne peut être inférieur à cette amende administrative minimale de 60 000 francs.

3. Lorsqu'un chômeur est exclu du bénéfice des allocations par l'ONEM, un dossier est d'office transmis à l'auditeur du travail. Ce dossier contient les données relatives au tiers pour le compte duquel le chômeur a effectué les activités qui ont entraîné son exclusion du chômage. Dans le mois de la réception de ce dossier, l'auditeur ouvre d'office une enquête sur les pratiques de l'employeur qui a mis des travailleurs au travail au noir.

4. Le montant maximum de l'amende administrative pour la mise au travail de plusieurs travailleurs au noir est porté à 1 million de francs.

Par ailleurs, le texte proposé ne modifie pas la réglementation actuelle en ce qui concerne les sanctions infligées au chômeur travaillant au noir.

*
* *

III. — DISCUSSION GENERALE

A) Questions préalables

Un membre souhaite, afin de clarifier le débat, disposer d'un tableau de concordance entre le projet à l'examen et les dispositions législatives respectives modifiées par celui-ci.

Il fait par ailleurs état d'un dossier — auquel pas moins de 12 auteurs du service d'études du Ministère de l'Emploi et du Travail ont collaboré — publié par le numéro 11 de la Revue du Travail du troisième trimestre 1993 et consacré à la fraude sociale.

Dans l'exposé introductif de cette étude, intitulée « le travail au noir : symptômes et remèdes », on peut lire ce qui suit :

« Si le travail clandestin a toujours existé, il semble qu'il ait trouvé aujourd'hui un terrain favorable à son développement; l'accroissement du temps libre, le désir pour des chômeurs de plus en plus nombreux de compléter des revenus amputés par les coups de boutoir de la crise économique et l'augmentation des charges sociales qui incite à les éviter au risque d'une plongée dans l'économie souterraine. »

L'orateur souhaite que les auteurs de cette étude soient entendus par la Commission, de manière à ce que celle-ci puisse analyser en connaissance de cause le phénomène du travail au noir.

Ainsi, il pourrait être vérifié dans quelle mesure le projet de loi à l'examen — qui sanctionne plutôt le travail frauduleux que le travail au noir — cadre dans le canevas du travail au noir tel que décrit par les auteurs de l'étude précitée.

2. Het bedrag van de door de arbeidsauditeur voorgestelde minnelijke schikking moet minstens even hoog liggen als die administratieve minimumgeldboete van 60 000 frank.

3. In geval de RVA een werkloze uitsluit van het recht op uitkeringen, wordt ambtshalve een dossier overgezonden aan de arbeidsauditeur. Het bevat de gegevens over de derde voor wie de werkloze de activiteiten verrichtte die ertoe hebben geleid dat hij van werkloosheidsuitkeringen werd uitgesloten. Binnen de maand na ontvangst van dat dossier opent de auditeur ambtshalve een onderzoek naar de praktijken van de werkgever die mensen zwart liet werken.

4. Het maximumbedrag van de administratieve geldboete voor het feit dat verscheidene zwartwerkers in dienst zijn genomen, wordt opgetrokken tot 1 miljoen frank;

Voorts brengt de voorgestelde tekst geen wijzigingen aan in de bestaande regelgeving op de sancties voor werklozen-zwartwerkers.

*
* *

III. — ALGEMENE BESPREKING

A) Voorafgaande vragen

Een lid wenst meer duidelijkheid in het debat. Daarom wil hij over een tabel kunnen beschikken die de tekst van dit ontwerp en de respectieve wetsbepalingen die erdoor worden gewijzigd, naast elkaar legt.

Hij verwijst voorts naar een dossier waaraan niet minder dan twaalf mensen van de studiedienst van het ministerie van Tewerkstelling en Arbeid hebben meegewerkt. Dat dossier is verschenen in het Arbeidsblad, nummer 11, derde kwartaal 1993, dat aan sociale fraude is gewijd.

In de inleiding tot dat onderzoek, met als titel « Zwartwerk : symptomen en remedies », staat onder meer het volgende te lezen :

« Zwartwerk mag dan wel altijd hebben bestaan, toch lijkt het er op dat het een gunstige voedingsbodem gevonden heeft in de toename van de vrije tijd, de wens van meer en meer werklozen hun door de grillen van de economische crisis aangetaste inkomens aan te vullen, en de stijging van de sociale lasten die ook de werkgever ertoe aanzet terug te grijpen naar klandestiene arbeid. »

Spreker wenst dat de auteurs van de studie door de commissie worden gehoord, zodat die met kennis van zaken over het verschijnsel « zwartwerk » kan oordelen.

Zo kan dan worden nagegaan in welke mate het ontwerp — dat eerder tegen sluikwerk dan tegen zwartwerk wil optreden — aansluit bij wat de auteurs van voornoemde studie onder zwartwerk verstaan.

Cette manière de procéder permet, *selon l'intervenant*, d'élargir le champ du débat et de nuancer quelque peu la portée de l'exposé introductif de la Ministre.

Un autre orateur partage le souhait de l'intervenant précédent de procéder à un « hearing » des auteurs de l'étude précitée.

*
* *

La Ministre de l'Emploi et du Travail fournit un tableau de concordance entre le texte proposé et les textes modifiés.

Elle relève par ailleurs que le projet de loi à l'examen a été conçu par le service d'études du Ministère de l'Emploi et du Travail en collaboration avec le Cabinet de la Ministre. Il y a donc unanimité de vues entre les deux instances à ce propos.

*
* *

Un intervenant fait remarquer qu'étant donné ces observations de la Ministre, il n'est pas nécessaire de procéder à l'audition des signataires de l'étude susvisée dans le cadre de la discussion du présent projet de loi.

B) Discussion

Un membre souscrit pleinement à la philosophie du texte proposé.

Il s'interroge néanmoins quant à la signification exacte et à la portée du concept « travail au noir » tel que retenu par l'intitulé du projet à l'examen.

C'est, à sa connaissance, la première fois que cette expression est utilisée en droit social. Or, le travail au noir est un phénomène multiforme. Ainsi, l'auteur de la proposition de loi jointe a décrit ce concept comme étant le travail effectué par les chômeurs bénéficiaires d'allocations. On peut élargir cette définition en précisant qu'il s'agit du travail non autorisé effectué par le bénéficiaire d'une indemnité de sécurité sociale au sens large (indemnité d'assurance maladie-invalidité, rente d'accident du travail, pension, prépension, etc).

La Ministre a, quant à elle, évoqué dans son exposé introductif le travail effectué, entre autres dans le secteur horticole, par les étrangers en séjour illégal.

Une forme distincte de travail au noir consiste dans le fait pour les travailleurs titulaires d'un emploi régulier d'effectuer des prestations en dehors des heures normales de travail. On peut également évoquer la situation des personnes qui fournissent des prestations à titre gratuit.

Par ailleurs, les termes « travail frauduleux » qui n'ont pas nécessairement le même sens que celui de l'expression « travail au noir » sont repris dans la loi

Op die manier wordt het debat *volgens spreker* wat ruimer en kan de draagwijdte van de inleiding van de minister worden genuanceerd.

Een andere spreker sluit zich aan bij de vorige spreker en wenst eveneens de auteurs van voornoemde studie te horen.

*
* *

De minister van Tewerkstelling en Arbeid verschaft een tabel waarin de voorgestelde en de gewijzigde teksten naast elkaar worden gelegd.

Zij wijst er bovendien op dat dit wetsontwerp is opgesteld door de studiedienst van het ministerie van Tewerkstelling en Arbeid, in samenwerking met het kabinet van de minister. Er bestaat ter zake dus eensgezindheid tussen beide instanties.

*
* *

Gelet op de opmerkingen van de minister is het volgens *een spreker* niet nodig de auteurs van de bedoelde studie in het kader van de bespreking van dit wetsontwerp te horen.

B) Bespreking

Een lid is het volstrekt eens met de strekking van de voorgestelde tekst.

Toch vraagt hij zich af wat precies de betekenis en de draagwijdte is van het begrip « zwartwerk », dat in het opschrift van het ontwerp wordt gebruikt.

Voor zover hem bekend is, wordt dit begrip hier voor het eerst in het sociaal recht gebruikt. Zwartwerk kan evenwel velerlei vormen aannemen. Zo heeft de indiener van het bijgevoegde wetsvoorstel zwartwerk beschreven als het werk dat door uitkeringsgerechtigde werklozen wordt gedaan. Die definitie kan worden uitgebreid. Zwartwerk is dan werk dat zonder toestemming wordt uitgevoerd door een sociale-uitkeringstrekkers in de ruime zin van het woord (uikering van de ziekteverzekering, arbeidsongevallenrente, pensioen, brugpensioen enz.)

In haar inleiding heeft de minister het op haar beurt over werk dat onder meer in de tuinbouwsector door illegale vreemdelingen wordt uitgevoerd.

Nog een andere vorm van zwartwerk is het werk dat werknemers met een regelmatige betrekking buiten de normale arbeidstijd presteren. En wat met prestaties die gratis worden geleverd ?

De term « sluikwerk », die niet noodzakelijk hetzelfde betekent als zwartwerk, is dan weer opgenomen in de wet van 6 juli 1976 (*Belgisch Staatsblad*

du 6 juillet 1976 (*Moniteur belge* du 20 juillet 1976) sur la répression du travail frauduleux à caractère commercial ou artisanal.

Selon l'intervenant, la fraude sociale doit, comme la fraude fiscale, être combattue.

Il est normal que lorsque l'Etat alloue des indemnités de sécurité sociale (AMI, chômage, etc.), leurs bénéficiaires ne puissent exercer par ailleurs un travail au noir. Toutefois, la majeure partie du travail au noir, qui consiste à ne pas déclarer une activité sujette au prélèvement de cotisations de sécurité sociale et de l'impôt, ne paraît pas rencontrée par le présent projet. Or, elle représente un important manque à gagner en termes de recettes fiscales et de sécurité sociale.

Par ailleurs, même moyennant de fortes sanctions et de nombreux contrôles sur le terrain, la lutte contre le travail au noir paraît bien inopérante au regard des moyens modernes de communication; lesquels permettant précisément, en raison de l'information préalable, de déjouer ces contrôles sur place dans les secteurs où le travail au noir est très organisé, tel celui de la construction.

L'orateur signale au demeurant que l'étude précitée de la Revue du travail n'a pas pu définir en tant que tel le concept de travail au noir mais l'a décrit sous forme d'une énumération.

Celle-ci englobe tout le monde et toutes les situations possibles. Or, si le projet à l'examen entend lutter de manière réelle et effective contre le phénomène du travail au noir, son intitulé devrait être aussi précis que possible et son préambule devrait indiquer exactement ce qu'il vise en l'occurrence.

L'intervenant indique par conséquent que l'objectif prioritaire du projet doit être de sanctionner plus lourdement, notamment sur le plan pénal, le travail au noir organisé et singulièrement celui effectué par le bénéficiaire d'une indemnité de sécurité sociale. Le texte proposé ne peut toutefois constituer un prétexte pour effectuer une chasse aux sorcières à l'égard de personnes, non bénéficiaires d'une indemnité de sécurité sociale au sens large, qui exercent occasionnellement, c'est-à-dire de manière non répétée, une activité non déclarée moyennant une rémunération minime.

L'orateur cite à cet égard l'exemple de la femme de ménage et celui de la personne qui effectue du jardinage pour des personnes âgées.

Il craint que ces personnes soient les premières à être sanctionnées; en effet elles sont, en fin de compte, les plus aisément prises sur le fait étant donné que les services d'inspection sociale n'ont qu'à les attendre à la porte du domicile de la personne pour laquelle elles effectuent des prestations non déclarées. Selon le membre, il n'est pas indiqué de sanctionner les personnes qui n'ont jamais eu la chance de s'insérer dans le marché normal du travail et qui ne bénéficient d'aucun revenu de remplacement.

van 20 juli 1976) tot beteugeling van het sluikwerk met handels- of ambachtskarakter.

Volgens spreker moet net als de fiscale fraude ook de sociale fraude worden aangepakt.

Het spreekt vanzelf dat de overheid geen sociale uitkeringen kan toekennen (ZIV, werkloosheid enz.), terwijl de rechthebbenden zwart werken. Het grootste deel van het zwartwerk wordt in dit ontwerp evenwel niet aangepakt: alle activiteiten waarop sociale-zekerheidsbijdragen en belastingen dienen te worden betaald en die niet worden aangegeven. Het feit dat dit soort zwartwerk buiten schot blijft, betekent een aanzienlijk verlies voor zowel de belastingen als de sociale zekerheid.

Zelfs als zware straffen worden opgelegd en veel ter plaatse wordt gecontroleerd, zullen de bestrijders van het zwartwerk moeite hebben om tegen de moderne communicatiemiddelen op te boksen. Precies die vooraf beschikbare informatie zorgt ervoor dat de sectoren waar het zwartwerk welig tiert en bovendien is georganiseerd, zoals bijvoorbeeld in de bouw, al te vaak aan de controles ter plaatse kunnen ontsnappen.

Spreker merkt vervolgens op dat de in het Arbeidsblad gepubliceerde studie er ook niet in is geslaagd het begrip « zwartwerk » als dusdanig te definiëren. De studie neemt genoeg met een opsomming.

Die opsomming omvat iedereen en alle mogelijke situaties. Wanneer dit ontwerp het zwartwerk echt en doeltreffend wil bestrijden, dan moet het opschrift zo precies mogelijk zijn en moet de preambule nauwkeurig aangeven waartoe de wet strekt.

Spreker is bijgevolg van oordeel dat het ontwerp in de eerste plaats zwaardere sancties moet opleggen, inzonderheid op strafrechtelijk gebied, voor georganiseerd zwartwerk en vooral voor zwartwerk door iemand die een uitkering van de sociale zekerheid geniet. De voorgestelde tekst mag evenwel geen voorwendsel zijn om een heksenjacht te openen tegen personen die geen sociale-zekerheidsuitkering in de ruime betekenis krijgen en incidenteel, dat wil zeggen niet regelmatig, tegen een beperkte vergoeding een niet-aangegeven activiteit uitoefenen.

Spreker geeft daarbij het voorbeeld van een werkster en van een persoon die de tuin van bejaarden onderhoudt.

Hij vreest dat die personen eerst zullen worden bestraft. Zij kunnen immers het makkelijkst worden betrapt, aangezien de sociale-inspectiediensten hen gewoon kunnen opwachten aan de woonplaats van de persoon voor wie die mensen de niet aangegeven werkjes opknappen. Volgens het lid is het niet aangegeven mensen te bestraffen die op de gewone arbeidsmarkt nooit een betrekking hebben gevonden en die geen vervangingsinkomen krijgen.

Une autre intervenante se demande si le projet vise effectivement les particuliers qui emploient des femmes de ménage ou des jardiniers non déclarés.

Le membre précédent se demande ensuite ce que l'article 3 du texte proposé vise par la carte d'identité sociale. S'agit-il de la carte de sécurité sociale, instaurée par la loi du 25 janvier 1985 ? Celle-ci n'a, du reste, pas donné les résultats escomptés.

Enfin, l'orateur souhaite disposer d'un tableau, reprenant le nombre d'inspecteurs, ventilé par Régions, engagés par l'Inspection sociale depuis 1990, les procès-verbaux dressés par cette même Inspection, le nombre de dossiers classés sans suite et l'incidence budgétaire des amendes au niveau des recettes de la sécurité sociale.

Un autre intervenant se demande si l'expression « travail au noir » est définie juridiquement dans la législation existante. Il est étonnant que le Conseil d'Etat n'ait pas formulé de remarques à ce propos.

Un membre s'interroge également quant à la portée de l'intitulé du projet à l'examen. Cet intitulé laisse entendre que ce projet constitue une mesure qui englobe l'ensemble des formes de travail en noir en tant que tel. Or, la lecture du corps du texte montre que seul un aspect de la problématique dudit travail est envisagé en l'occurrence; à savoir la responsabilité des employeurs, principalement du point de vue du paiement des cotisations de sécurité sociale.

Le texte ne vise pas les travailleurs indépendants ni les professions libérales, qui sont toutefois également confrontées au même phénomène; lequel entraîne, là aussi, un manque à gagner en termes de cotisations de sécurité sociale.

Selon l'intervenant, la problématique du travail au noir aurait pu être abordée sous divers angles, qui relèvent de différents niveaux de pouvoirs. On aurait pu évoquer ses rapports avec la formation (professionnelle) par exemple. Par ailleurs, le problème des personnes exclues mérite également d'être posé. Dès lors, de manière à circonscrire davantage le sujet, ne conviendrait-il pas de restreindre la portée du titre du projet de loi — non pas pour dévaloriser les mesures qu'il contient puisque tous reconnaissent leur nécessité — mais pour définir plus précisément le concept-même de travail au noir et le phénomène qu'il représente.

L'intervenant indique ensuite qu'il souscrit à la distinction proposée par *l'intervenant précédent* entre le travail au noir occasionnel et le travail au noir systématique; encore que cette distinction soit difficile à traduire en termes légaux.

Il souligne en outre la qualité de l'étude précitée (publiée dans la Revue du Travail du troisième trimestre 1993), laquelle est exhaustive, compréhensible pour un non spécialiste et présente des propositions concrètes pour remédier au travail au noir.

Een andere spreker vraagt zich af of het ontwerp werkelijk de particulieren wil treffen die niet aangegeven werksters of tuinmannen in dienst hebben.

Het vorige lid wil weten wat in artikel 3 van de voorgestelde tekst met « de sociale identiteitskaart » wordt bedoeld. Gaat het om de sociale zekerheidskaart, ingesteld bij de wet van 25 januari 1985 ? Die wet heeft overigens niet de gewenste resultaten gehad.

Verder wenst spreker te kunnen beschikken over een tabel met het aantal inspecteurs, opgesplitst per Gewest, die sinds 1990 door de sociale inspectie zijn aangeworven, het aantal processen-verbaal dat door die inspectie is opgemaakt, het aantal dossiers dat werd geseponneerd en de weerslag van de boetes op de begroting op het stuk van de inkomsten van de sociale zekerheid.

Een andere spreker vraagt zich af of het begrip « zwartwerk » in de bestaande wetgeving juridisch is bepaald. Merkwaaardig genoeg heeft de Raad van State daaromtrent geen opmerking gemaakt.

Een lid heeft eveneens vragen bij de draagwijdte van het opschrift van het voorliggende ontwerp. Volgens dat opschrift bevat het ontwerp maatregelen tegen alle vormen van zwartwerk als dusdanig. Wanneer we de tekst lezen, constateren we echter dat slechts één aspect van de problematiek aan bod komt, namelijk de verantwoordelijkheid van de werkgevers, vooral dan uit het oogpunt van de betaling van de sociale-zekerheidsbijdragen.

De tekst heeft geen betrekking op de zelfstandigen noch op de vrije beroepen; ook bij hen komt zwartwerk voor, wat eveneens voor minder ontvangsten van sociale-zekerheidsbijdragen zorgt.

Volgens spreker kon het probleem van het zwartwerk worden benaderd uit verschillende hoeken die tot verschillende bevoegdheidsniveaus behoren. Men had bijvoorbeeld kunnen wijzen op de samenhang met de (beroeps)opleiding. Voorts moet ook het probleem van de uitgesloten worden behandeld. Is het derhalve niet wenselijk dat het opschrift van het wetsontwerp in zijn strekking wordt beperkt om aldus het ontwerp inhoudelijk beter te omschrijven ? Een en ander heeft niet zozeer tot doel afbreuk te doen aan de in het wetsontwerp vervatte maatregelen, waarvan een ieder erkent dat zij noodzakelijk zijn, maar wel een nauwkeuriger definitie te geven van zwartwerk als begrip en als verschijnsel.

Spreker zegt vervolgens dat hij kan instemmen met het onderscheid dat *de vorige spreker* heeft gemaakt tussen gelegenheidszwartwerk en systematisch zwartwerk, al kan dat onderscheid moeilijk in een wettekst worden gevat.

Hij onderstreept bovendien de uitstekende kwaliteit van voornoemd onderzoek (gepubliceerd in het Arbeidsblad van het derde kwartaal van 1993), dat het probleem uitvoerig behandelt, begrijpelijk is voor niet-deskundigen en concrete voorstellen doet om het zwartwerk uit de wereld te helpen.

L'orateur se demande s'il ne serait pas indiqué de compléter le projet de loi par certaines de ces propositions.

Evoquant plus particulièrement la problématique des contrôles, *le membre* constate que le projet prévoit des sanctions si ceux-ci ne sont pas suivis d'effets dans le chef du contrevenant. L'étude précitée souligne toutefois les effets pervers de mécanismes qui ont été instaurés pour faciliter ces contrôles et propose des modifications qui permettraient d'éviter ces dits effets. Le texte proposé devrait, ici aussi, pouvoir s'en inspirer.

Par ailleurs, le projet n'envisage pas la fraude fiscale. Or le rapport entre ce type de fraude et la fraude sociale est évident : dès lors que l'aspect le plus visible de l'activité économique, à savoir l'occupation d'un travailleur, est dissimulé, les revenus qui en découlent ne seront pas non plus déclarés. La fraude fiscale mériterait en soi une solution appropriée par voie législative.

Enfin, l'intervenant se demande s'il ne conviendrait pas de pousser la logique du projet à son terme en prévoyant que les pouvoirs publics ne peuvent, durant une période déterminée, accorder de marchés à des entreprises ayant été sanctionnées en vertu du présent projet de loi. La crédibilité des dits pouvoirs publics sortirait renforcée si ceux-ci montraient l'exemple en la matière et encourageaient les nombreux employeurs, qui sont en relation d'affaires avec eux, à respecter la loi.

Un membre fait observer que tous considèrent le travail au noir comme étant un véritable fléau; d'une part, parce qu'il représente un manque à gagner en termes de cotisations de sécurité sociale et d'autre part, parce qu'il favorise les distorsions de concurrence entre entreprises d'un même secteur.

Il convient toutefois, au préalable, de différencier les différents types de travail au noir car celui-ci est en réalité très multiforme :

1° Un premier type est le suivant : l'employeur et le travailleur décident de commun accord de déclarer ce dernier (à l'ONSS et aux Contributions directes) comme étant rémunéré à un salaire déterminé (salaire minimum garanti ou légèrement supérieur) et de rémunérer de la main à la main les heures supplémentaires ou les suppléments de salaire. Cette pratique constitue une infraction, qu'on peut qualifier de tenue irrégulière de documents sociaux. Celle-ci est très répandue, en particulier dans les secteurs horeca, de la vente et de la construction et elle touche des milliers de travailleurs.

Il est, au demeurant, plus difficile de repérer ce type de fraude que le travail au noir des femmes de ménage, lequel suppose, pour pouvoir être détecté, une visite domiciliaire tributaire d'une autorisation de justice.

Spreker vraagt zich af of het niet aangewezen is het wetsontwerp met enkele van die voorstellen aan te vullen.

Met betrekking tot de problematiek van de controles stelt *het lid* vast dat het ontwerp in sancties voorziet indien die controles zonder gevolg blijven voor de overtreder. Voornoemd onderzoek onderstreept evenwel de ongewenste gevolgen van de regels die zijn ingesteld om de controles te vergemakkelijken en stelt wijzigingen voor om die gevolgen te voorkomen. Ook in dit opzicht zou de voorgestelde tekst op het onderzoek moeten kunnen steunen.

Het ontwerp laat fiscale fraude overigens buiten beschouwing, terwijl er een duidelijk verband tussen deze vorm van fraude en sociale fraude bestaat. Aangezien immers het meest zichtbare aspect van de economische bedrijvigheid, namelijk het in dienst hebben van een werknemer, verborgen wordt gehouden, zal ook de opbrengst daarvan niet worden aangegeven. Het is wenselijk dat de wetgever een geschikte oplossing voor het probleem van de fiscale fraude uitwerkt.

Ten slotte vraagt spreker zich af of het niet aangewezen is de aan dit ontwerp ten grondslag liggende logica consequent door te trekken door te bepalen dat de overheden tijdens een bepaalde periode geen openbare aanbestedingen mogen gunnen aan ondernemingen die op grond van dit wetsontwerp zijn gestraft. Het zou de geloofwaardigheid van de overheden ten goede komen, wanneer ze in dit verband het voorbeeld zouden geven en aldus vele werkgevers waarmee ze een zakenrelatie hebben, ertoe zouden aanzetten de wet na te leven.

Een lid wijst erop dat iedereen van oordeel is dat zwartwerk een ware plaag is, eensdeels omdat het tot gevolg heeft dat er minder sociale-zekerheidsbijdragen worden geïnd en anderdeels omdat het de concurrentie tussen ondernemingen in een zelfde sector verstoort.

Niettemin dient vooraf een onderscheid te worden gemaakt tussen de diverse soorten zwartwerk, die sterk van elkaar kunnen verschillen :

1° Een eerste soort zwartwerk bestaat erin dat werkgever en werknemer onderling overeenkomen dat de werknemer (ten behoeve van de RSZ en de directe belastingen) wordt aangegeven met vermelding van een bepaald loon (dat op hetzelfde peil ligt als het gewaarborgd minimumloon of dat minimum enigszins overschrijdt), waarbij de overuren of het extra loon zwart worden betaald. Deze handelwijze is een overtreding die kan worden omschreven als het op onregelmatige wijze bijhouden van sociale documenten. Het betreft hier een wijd verspreide praktijk, met name in de horeca-, de verkoop- en de bouwsector, waarbij duizenden werknemers betrokken zijn.

Het is overigens veel moeilijker om dit soort fraude op het spoor te komen dan het zwartwerk dat werksters verrichten. Om dit soort van zwartwerk te kunnen vaststellen is een huiszoekingsbevel vereist.

L'intervenant se demande si le projet de loi vise ce type de fraude et, dans l'affirmative, comment le combat-il.

2° Un deuxième type de travail au noir consiste en l'occupation par un employeur de chômeurs moyennant une rémunération occulte. Dans cette hypothèse, il y a une responsabilité partagée entre l'employeur et le chômeur :

— l'employeur sait qu'il ne peut pas faire travailler un chômeur si ce n'est moyennant l'autorisation préalable du bureau de chômage et le respect des conditions visées à l'article 48 de l'arrêté royal du 25 novembre 1991 portant réglementation du chômage (*Moniteur belge* du 31 décembre 1991);

— le chômeur sait qu'il ne peut, en principe, pas cumuler ses allocations avec une rémunération (article 44 du même arrêté royal).

Certes, le chômeur qui travaille au noir est assez sévèrement sanctionné (exclusion du bénéfice des allocations durant 4 à 26 semaines, conformément à l'article 154 de l'arrêté royal précité) tandis que l'employeur qui occupe ce chômeur est plus légèrement puni en raison du montant peu élevé des transactions proposées par le ministère public.

L'intervenant peut, sur ce point, souscrire à l'article 23 du projet qui vise à faire coïncider le montant des transactions avec le montant minimum des amendes administratives prévues par la loi du 30 juin 1971 (relative aux dites amendes). Il convient cependant de ne pas renverser cette proportion car l'on se situe en l'occurrence dans l'hypothèse d'une responsabilité partagée entre l'employeur et le chômeur.

L'orateur conclut son exposé en constatant que, principalement en ce qui concerne les « petits métiers », le niveau actuel des charges sociales est tel que les employeurs sont quasi-incités à engager des travailleurs au noir.

Un intervenant indique que son groupe peut, pour une part, avaliser la philosophie du texte proposé, lequel, à l'instar la loi du 1^{er} juin 1993 imposant des sanctions aux employeurs occupant des étrangers en séjour illégal en Belgique, vise à renforcer les sanctions dans le domaine du travail au noir. Aucune formation politique n'approuve en effet le travail au noir en tant que tel.

Néanmoins, est-il sensé de vouloir rapidement adopter ce projet de loi alors que celui-ci s'attaque aux symptômes de ce phénomène et non à ses causes fondamentales, à savoir : les charges sociales élevées (dont les cotisations patronales de sécurité sociale), la complexité de la réglementation du travail, le manque de flexibilité sur le marché du travail, etc. ?

De nombreux parlementaires, tant de la majorité que de l'opposition, se sont en fait attendus à ce que par le biais du pacte social, toutes ces barrières à

Spreker vraagt zich af of het wetsontwerp op dit soort fraude doelt, en, zo ja, hoe deze fraude wordt bestreden.

2° Een tweede categorie zwartwerk komt erop neer dat een werkgever werklozen in dienst heeft aan wie een niet aangegeven bezoldiging wordt uitbetaald. In dat geval zijn zowel de werkgever als de werkloze verantwoordelijk :

— de werkgever weet dat hij geen werklozen in dienst mag nemen zonder voorafgaande toestemming van de kantoren voor arbeidsbemiddeling en dat hij de voorwaarden zoals vervat in artikel 48 van het koninklijk besluit van 25 november 1991 houdende de werkloosheidsreglementering (*Belgisch Staatsblad* van 31 december 1991) moet nakomen;

— de werkloze weet dat hij in beginsel zijn werkloosheidsvergoeding niet met een bezoldiging mag combineren (artikel 44 van het bovengenoemde koninklijk besluit).

De zwart werkende werkloze wordt weliswaar streng bestraft (schorsing van het recht op uitkering gedurende 4 tot 26 weken, overeenkomstig artikel 154 van het bovengenoemde koninklijk besluit). Gelet op de geringe bedragen die het openbaar ministerie bij wijze van schikking voorstelt, wordt de werkgever dan weer lichter gestraft.

Spreker kan zich op dat punt aansluiten bij het bepaalde in artikel 23 van het wetsontwerp, dat beoogt het bedrag van de voorgestelde schikkingen te doen gelijklopen met het minimum van de administratieve geldboeten waarin in de desbetreffende wet van 30 juni 1971 is voorzien. Niettemin mag die verhouding niet worden omgekeerd, aangezien het hier een gedeelde verantwoordelijkheid van werkgever en werkloze betreft.

Spreker besluit zijn betoog met de vaststelling dat het huidige peil van de sociale lasten, met name voor de klusjes, zo hoog is dat werkgevers er als het ware toe aangezet worden zwartwerkers in dienst te nemen.

Een spreker geeft te kennen dat zijn fractie zich kan aansluiten bij de aan dit wetsontwerp ten grondslag liggende visie. Daarbij wordt in navolging van de wet van 1 juni 1993 betreffende de bestraffing van werkgevers omwille van tewerkstelling van illegaal in België verblijvende vreemdelingen gepoogd de straffen op zwartwerk te verzwaren. Er is immers geen enkele politieke formatie die met zwartwerk als dusdanig instemt.

Niettemin rijst de vraag of het wel zinvol is dit wetsontwerp snel goed te keuren, wanneer in aanmerking wordt genomen dat dit ontwerp de symptomen van dit verschijnsel en niet zozeer de fundamentele oorzaken daarvan aanpakt. Die oorzaken zijn onder meer de te hoge sociale lasten (waaronder de werkgeversbijdragen), de complexiteit van de arbeidsreglementering, het gebrek aan flexibiliteit op de arbeidsmarkt.

Vele parlementsleden, zowel van de meerderheid als van de oppositie, hadden in feite verwacht dat al deze hinderpalen die het aanwerven van regelmatig

l'embauche de travailleurs régulièrement déclarés soient éliminées.

Le rapport Verplaetse préparatoire au pacte social n'a-t-il pas au demeurant lancé quelques pistes de réflexion en ce sens ? La Ministre n'a-t-elle pas indiqué que dans le secteur horeca, il est, par moments, impossible de ne pas occuper des travailleurs au noir ?

La première tâche de la Ministre devrait être de trouver une parade adéquate à ce que l'étude citée ci-avant (publiée dans la Revue du travail du troisième trimestre 1993) a qualifié de « terrain favorable au développement du travail au noir ».

L'intervenant signale que si la Ministre y parvient, le projet de loi est dans ce cas indiqué et son groupe ne s'opposerait pas aux mesures et sanctions proposées.

Il regrette cependant qu'une fois de plus, ces mesures visent à renforcer l'arsenal répressif et les contrôles de l'Inspection sociale : elles entraînent en effet des réactions primaires non justifiables de la part des indépendants qui se sentent menacés, de même que les inspecteurs sociaux se sentent alors menacés par ces mêmes indépendants.

Par ailleurs, il faut souligner la pénurie de main-d'œuvre adéquate dans une série de professions indépendantes comme la boulangerie, la coiffure etc., et ce malgré les 500 000 chômeurs complets indemnisés. Ce phénomène est étranger au problème de la formation puisque les établissements d'enseignement forment les candidats pour ce type de professions.

Plus fondamentalement, l'orateur se demande si le projet contribuera à la lutte effective contre les pratiques maffieuses dans certains secteurs, comme celui de la construction, au lieu de déclencher une chasse aux sorcières contre les « petits indépendants ». Ainsi le NCMV (organisation chrétienne flamande des classes moyennes) a effectué une enquête d'où il apparaît que 90 % des PME occupent moins de 5 travailleurs. Ce ne sont pas ces entreprises que le projet doit viser.

En bref, le travail au noir ne peut pas être permis mais pour que les mesures répressives proposées puissent réellement être appliquées, il convient, au préalable, de faire disparaître le terrain favorable à ce travail au noir. Il échet dès lors de procéder à la diminution des charges patronales, à l'assouplissement de la législation sur le travail et de contrôler, d'autre part, plus sérieusement la volonté de travailler dans le chef des chômeurs. Une discussion de fond à ce sujet au sein du Parlement est souhaitable et l'intervenant espère que le plan global (en faveur de l'emploi, du redressement, de la compétitivité et de la viabilité de la sécurité sociale) en cours d'élaboration par le Gouvernement règlera cette question. L'orateur exprime dès lors ses plus grandes réserves à l'égard de l'examen, à l'heure actuelle, de ce projet.

ingeschreven werknemers in de weg staan, met het sociaal pact zouden worden gelicht.

Werd in het rapport-Verplaetse, dat ter voorbereiding van de onderhandelingen over het sociaal pact was opgesteld, terzake niet een aantal denkpistes aangereikt ? Heeft de minister niet aangegeven dat het in de horecasector op bepaalde momenten onmogelijk is om geen zwartwerkers in dienst te nemen ?

De minister moet in de eerste plaats een passend antwoord proberen te vinden op hetgeen in de bovengenoemde studie (gepubliceerd in het Arbeidsblad van het derde kwartaal van 1993) een « gunstige voedingsbodem » voor de ontwikkeling van zwartwerk wordt genoemd.

Spreker verklaart dat, indien de minister hierin slaagt, een wetsontwerp aangewezen is, en dat zijn fractie zich niet tegen de voorgestelde maatregelen en sancties zal verzetten.

Hij betreurt evenwel dat die maatregelen er eens te meer toe strekken het arsenaal repressiemiddelen uit te breiden en de controles van de sociale inspectie aan te scherpen. Die maatregelen lokken ongunstige — en onverantwoorde — reacties uit bij de zelfstandigen, die zich bedreigd voelen. De mensen van de sociale inspectie voelen zich op hun beurt bedreigd door die zelfstandigen.

Er moet bovendien op worden gewezen dat er in een aantal zelfstandige beroepen als bakker en kapper, ondanks het feit dat er 500 000 volledig uitkeringsgerechtigde werklozen zijn, een gebrek is aan bekwaam personeel. Dit verschijnsel is niet te wijten aan een probleem met de opleiding, aangezien er in de onderwijsinstellingen opleidingen zijn voor dit soort van beroepen.

Spreker vraagt zich ook af of dit plan iets zal opleveren voor de daadwerkelijke bestrijding van de mafiapraktijken in bepaalde sectoren, zoals de bouwsector, of alleen maar een heksenjacht op de « kleine zelfstandigen » zal ontketen. Uit een enquête van de NCMV (de Vlaamse christelijke middenstandsvereniging) blijkt dat bij 90 % van de KMO's minder dan 5 mensen werken. Het ontwerp moet niet die ondernemingen viseren.

Zwartwerk moet verboden zijn, maar opdat de voorgestelde strafmaatregelen echt kunnen worden toegepast, moet eerst komaf worden gemaakt met de gunstige omstandigheden waarin zwartwerk gedijt : de werkgeverslasten moeten worden verlaagd en de arbeidswetgeving moet worden versoepeld; daarnaast moet de werkwillegheid van de werklozen grondiger worden gecontroleerd. Een ernstige discussie hierover in het Parlement is dan ook wenselijk. Spreker hoopt dat het zogenaamd globaal plan (ter bevordering van de werkgelegenheid, het herstel van de concurrentiekracht en de leefbaarheid van de sociale zekerheid) waaraan de regering momenteel werkt, een oplossing zal bieden voor dat probleem. Spreker maakt dan ook sterk voorbehoud bij het idee om dit wetsontwerp nu al te bespreken.

L'auteur de la proposition de loi jointe souscrit pleinement au projet de loi; lequel procède de la même philosophie que celle de sa proposition. Il indique ensuite qu'il rejoint la préoccupation d'un membre, selon laquelle le projet ne peut avoir pour objectif principal de sanctionner (plus lourdement) les travailleurs au noir occasionnels, qui rendent en pratique une forme d'assistance familiale ou de voisinage. L'objectif prioritaire est en effet la lutte contre les réseaux de pourvoyeurs de main-d'œuvre au noir et la criminalité organisée.

Tant le projet que la proposition de loi s'inspirent de cette philosophie puisqu'aucune aggravation de sanction n'a lieu à l'égard du travailleur au noir, que celui-ci soit chômeur, (pré)pensionné, invalide, etc. En effet, celui-ci est, à l'heure actuelle, déjà fortement sanctionné et il connaît les conséquences financières de son activité non déclarée (exclusive du bénéfice des allocations, récupérations des prestations indûment allouées, etc). C'est donc à l'égard des employeurs, lesquels suscitent l'offre de travail au noir, que les sanctions sont aggravées.

Le membre s'interroge ensuite quant à la pertinence de l'argumentation de *l'intervenant précédent*, selon laquelle la diminution des charges patronales et singulièrement des cotisations patronales de sécurité sociale réduirait fortement le travail au noir.

Les deux exemples suivants démontrent précisément le contraire : les cotisations patronales de sécurité sociale ont été supprimées dans le secteur de la fruiticulture au Limbourg et le travail au noir y est, malgré cela, plus important que jamais. Dans les années 1960, le travail au noir a explosé dans le secteur de la construction alors que les charges sociales représentaient la moitié de ce qu'elles sont actuellement.

Certes, la diminution sélective des charges sociales dans certains secteurs permet de créer plus d'emplois. Mais pour lutter contre le travail au noir, d'autres méthodes, plus répressives, sont nécessaires.

L'orateur précédent réplique que les exemples avancés relatifs aux secteurs de l'horticulture et de la fruiticulture constituent le meilleur exemple de ce qu'il n'est pas indiqué de faire.

Par ailleurs, une manière pertinente de s'attaquer au problème du travail au noir consiste à examiner sérieusement quatre grands problèmes dans le domaine du chômage : la volonté de travailler dans le chef des chômeurs, leur manque de mobilité, la faible marge entre l'indemnité maximale de chômage et le salaire minimum garanti et la disponibilité des chômeurs sur le marché du travail.

Selon *l'intervenant*, un chômeur titulaire d'un diplôme universitaire, qui peut, après une période d'attente déterminée, bénéficier des allocations, devrait également entrer en considération pour un emploi dans le secteur de la fruiticulture. Si l'on n'accepte pas ce principe, des travailleurs des pays d'Europe de

De indiene van het bijgevoegde wetsvoorstel staat volledig achter het wetsontwerp, aangezien aan deze twee teksten dezelfde idee ten grondslag ligt. Hij wijst er ook op dat hij de zorg van een lid deelt, namelijk dat het hoofddoel van het ontwerp er niet mag in bestaan de gelegenheidszwartwerker, die eigenlijk een vorm van familiehulp of burendienst verleent, (strenger) te straffen. Het ontwerp moet vooral de netwerken die zwartwerkers leveren en de georganiseerde misdaad bestrijden.

Zowel het wetsontwerp als het wetsvoorstel stoeien op die idee, aangezien in geen van beide teksten de sancties voor de zwartwerker worden verzwaard (of het nu een werkloze, een (brug)gepensioneerde of een invalide enzovoort betreft). De zwartwerker wordt nu trouwens reeds voldoende streng gestraft. Hij kent ook de financiële gevolgen van zijn niet-aangegeven activiteit (uitsluiting van de uitkeringen, terugbetaling van de onterecht uitgekeerde vergoedingen enzovoort). De sancties worden wel verstrengd voor de werkgevers die zwartwerkers tewerstellen.

Het lid vraagt zich af in welke mate het argument van de *vorige spreker* — dat de vermindering van de werkgeverslasten en in het bijzonder van de werkgeversbijdragen aan de sociale zekerheid het zwartwerk aanzienlijk zouden doen afnemen — ter zake doet.

De twee volgende voorbeelden tonen precies het omgekeerde aan : de werkgeversbijdragen voor de sociale zekerheid werden afgeschaft in de sector van de fruitteelt in Limburg en het zwartwerk tiert er desondanks weliger dan ooit. In de jaren zestig kende het zwartwerk in de bouwsector een wildgroei, terwijl de sociale lasten maar half zo hoog waren als vandaag.

Een selectieve verlaging van de sociale lasten in bepaalde sectoren kan inderdaad meer arbeidsplaatsen creëren. Maar om zwartwerk te bestrijden zijn er andere, meer repressieve methodes nodig.

De vorige spreker antwoordt hierop dat de aangehaalde voorbeelden met betrekking tot de tuinbouw en de fruitteelt het beste aantonen wat men niet moet doen.

Bovendien bestaat een afdoende manier om het probleem van het zwartwerk aan te pakken erin vier grote problemen inzake werkloosheid grondig te onderzoeken : de werkwillegheid van de werklozen, hun gebrek aan mobiliteit, het kleine verschil tussen de maximum werkloosheidsuitkering en het gewaarborgd minimumloon, en de beschikbaarheid van de werklozen op de arbeidsmarkt.

Volgens *spreker* moet een werkloze met een universitair diploma die na een bepaalde wachttijd een uitkering geniet, ook in aanmerking komen om in de fruitteelt te werken. Indien men dit principe niet aanvaardt, dat zullen er in die sector nog lang mensen uit Oost-Europa moeten worden aangeworven,

l'Est devront, longtemps encore, être engagés dans ce secteur, au risque d'hypothéquer gravement la viabilité financière de la sécurité sociale à terme.

L'acceptation de ce principe est essentielle pour remédier au manque de main-d'œuvre disponible. Elle fera également en sorte que les dirigeants d'entreprises fruiticoles ou horticolas n'auront plus aucune excuse d'employer des travailleurs au noir.

Il convient dès lors de mettre d'avantage l'accent sur la volonté, dans le chef du chômeur, de travailler. Le problème est que cette préoccupation restera purement théorique tant que le VDAB (service régional flamand de placement) ne sera pas disposé à appliquer de manière conséquente l'accord de coopération conclu entre lui, l'ONEM et la ministre de l'Emploi et du Travail et à signaler à l'ONEM les chômeurs qui refusent un emploi déterminé.

Un autre orateur signale qu'il est inexact de prétendre que la majorité des chômeurs ne sont pas disposés à travailler. La réalité démontre précisément le contraire.

Il relève ensuite qu'à l'instar de ce qui se produit à l'égard des inspecteurs du Ministère de la Santé publique et de l'Environnement en matière de contrôle des hormones, les inspecteurs sociaux feraient de plus en plus souvent l'objet de menaces, voire même d'actes de violence physique, dans l'exercice de leurs fonctions. La ministre a-t-elle connaissance de ces menaces et que compte-t-elle faire pour y remédier ?

En outre, le renforcement de la répression du travail au noir ne risque-t-il précisément pas d'augmenter ces menaces et voies de fait ? Les mesures proposées ne peuvent en tout cas pas aboutir à ce qu'il n'y ait plus d'inspecteurs sociaux, par peur de subir ces pratiques répréhensibles. Cette situation ôterait par définition toute effectivité à la législation projetée.

Ne convient-il dès lors pas de prendre, parallèlement à ce projet de loi, les mesures nécessaires pour rendre les contrôles aussi efficaces que possible ?

Deux membres signalent qu'en cas d'obstacle à la surveillance organisée par les inspecteurs sociaux, ceux-ci peuvent requérir l'assistance de la force publique (gendarmerie, police) conformément à l'article 10 de la loi du 16 novembre 1972 sur l'inspection du travail, modifié par la loi-programme du 22 décembre 1989. Le problème est que lorsque ces inspecteurs sont menacés par certains employeurs, la tentation est grande de leur éviter de devoir procéder par la suite à ces contrôles à l'égard des employeurs concernés.

Un autre membre appuie le projet de loi proposé. Ce texte s'inscrit dans le droit fil des mesures prises jusqu'à présent par le gouvernement contre les négriers et l'occupation des travailleurs clandestins. Il vise tant à combattre la concurrence déloyale que la fraude sociale et fiscale.

Cela étant, il convient de ne pas se tromper de cible. L'intervenant rappelle en effet qu'il a connu

met het risico dat de financiële leefbaarheid van de sociale zekerheid op termijn serieus in het gedrang komt.

Het is van wezenlijk belang dat principe te onderschrijven ten einde het tekort aan beschikbare arbeidskrachten weg te werken. Tegelijk hebben de bedrijfsleiders in de fruitteelt of tuinbouw dan geen enkel excuus meer om mensen zwartwerk te verschaffen.

De werkwillegheid van de werkloze moet derhalve centraal komen te staan. De moeilijkheid is evenwel dat zulks louter theoretisch blijft zolang de Vlaamse dienst voor arbeidsbemiddeling en beroepsopleiding niet bereid is de samenwerkingsovereenkomst tussen de VDAB, de RVA en de minister van Tewerkstelling en Arbeid consequent toe te passen en de RVA te melden welke werklozen weigeren een betrekking aan te nemen.

Volgens *een andere spreker* klopt het niet dat de meeste werklozen niet willen werken. De werkelijkheid toont juist het tegendeel aan.

Vervolgens stipt hij aan dat de sociale inspecteurs bij de uitoefening van hun taak steeds vaker met dreigingen en zelfs met fysiek geweld te maken hebben, net als hun collega's van het ministerie van Volksgezondheid en Leefmilieu bij controles op hormonen. Heeft de minister weet van die bedreigingen en wat denkt ze daartegen te doen ?

Dreigt een hardere aanpak van het zwartwerk bovendien dergelijke bedreigingen en aanrandingen niet in de hand te werken ? De voorgestelde maatregelen mogen er in elk geval niet toe leiden dat de sociale inspecteurs het zouden laten afweten omdat ze bevreesd zijn voor dergelijke laakbare daden. De ontworpen wetgeving zou in die omstandigheden elke doeltreffendheid verliezen.

Wellicht is het aangewezen om naast dit wetsontwerp ook de vereiste maatregelen te nemen om de controles zo doeltreffend mogelijk te maken.

Twee leden wijzen erop dat de sociale inspecteurs overeenkomstig artikel 10 van de Arbeidsinspectiewet van 16 november 1972, gewijzigd bij de programawet van 22 december 1989, de bijstand van de ordediensten (rijkswacht, politie) mogen vorderen in geval ze bij hun controles worden tegengewerkt. Probleem daarbij is dat wanneer sommige werkgevers de inspecteurs belagen, men sterk geneigd is die inspecteurs niet te dwingen naderhand bij de betrokken werkgevers controles uit te voeren.

Een ander lid steunt het voorgestelde wetsontwerp omdat het aansluit bij de door de regering tot op heden genomen maatregelen tegen de koppelbazen en de werkverschaffing aan illegale werknemers. De tekst wil de oneerlijke concurrentie alsook de sociale en fiscale fraude tegengaan.

Men mag zich evenwel niet van doelwit vergissen. Spreker herinnert zich immers nog de tijd (1975-

une période (1975-1976) durant laquelle les services d'inspection souhaitaient effectuer des contrôles sur chaque chantier de construction; ce qui signifie, à suivre ce raisonnement, que les inspecteurs sociaux auraient dû visiter les chantiers de particuliers qui construisent leur habitation moyennant l'aide occasionnelle de leur famille proche.

Une telle approche ne peut constituer l'objectif principal poursuivi par le texte proposé. Celui-ci doit en fait sanctionner les entrepreneurs qui mettent au travail des clandestins ou des bénéficiaires d'indemnités de sécurité sociale. Ces personnes font non seulement courir un risque important à leur personnel mais font de plus preuve d'incivisme social et fiscal.

Dans cette perspective, l'orateur se réjouit que l'article 25 du texte proposé permette à l'auditeur du travail d'ouvrir d'office une enquête à l'égard du tiers pour le compte duquel le chômeur a effectué les activités qui ont entraîné son exclusion du chômage.

Par ailleurs, l'intervenant souhaite procéder à une évaluation des lois, votées précédemment, qui s'inscrivent dans la même perspective que le texte proposé.

S'attachant plus particulièrement au rôle des différents services d'inspection sociale, *le membre* signale que celui-ci reste primordial au niveau du contrôle du respect des dispositions légales concernées. Le problème est que ces services n'ont jamais été dotés de moyens matériels et humains suffisants. De tels moyens (supplémentaires) ont-ils été récemment mis à la disposition de ces services d'inspection et quelles mesures de coordination entre ceux-ci ont-elles été prises ?

L'intervenant rappelle, au demeurant, que le gouvernement avait décidé en 1975-1976 de recruter des inspecteurs contractuels, lesquels sont devenus statutaires après la réussite d'un concours de recrutement organisé par le SPR. Une telle mesure pourrait également être envisagée actuellement.

Ces inspecteurs disposaient, du reste, des mêmes prérogatives que leurs homologues statutaires.

Répliquant à un *autre intervenant*, l'orateur souligne que le rôle des inspecteurs sociaux n'est pas uniquement répressif. Ils peuvent en effet procéder à un fructueux échange d'informations avec des employeurs de bonne foi. L'aspect répressif de leur mission est toutefois également nécessaire en raison de l'extension du travail au noir. Dans leur mission de contrôle, ces inspecteurs peuvent au demeurant requérir l'assistance des forces de l'ordre. Le texte proposé modifie-t-il quelque chose sur ce point ?

Quant aux menaces dont ceux-ci font l'objet de la part de certains employeurs, c'était déjà le cas il y a 30 ans.

1976) toen de inspectiediensten controles wilden uitvoeren op elke bouwplaats; met een dergelijk uitgangspunt hadden de sociale inspecteurs ook de bouwplaatsen moeten controleren van particulieren die met de tijdelijke hulp van verwanten zelf hun huis aan het bouwen waren.

Een dergelijke aanpak mag niet het hoofddoel van de voorgestelde tekst worden. De tekst behoort in feite de werkgevers te bestraffen die werk verschaffen aan illegalen of aan uitkeringsgerechtigden. Die werkgevers laten hun werknemers niet alleen aanzienlijke risico's lopen, maar geven tevens blijk van sociaal en fiscaal incivisme.

Spreker verheugt er zich in dat verband over dat artikel 25 van de voorgestelde tekst de arbeidsauditeur de mogelijkheid biedt om ambtshalve een onderzoek te openen tegen de derde voor wie de werkloze activiteiten verrichtte waardoor hij van de werkloosheidsuitkeringen werd uitgesloten.

Spreker wenst voorts een evaluatie van de voorheen goedgekeurde wetten met hetzelfde voorwerp als de hier voorliggende tekst.

Het lid heeft het vervolgens over de taak van de diverse diensten voor sociale inspectie. Hij wijst erop dat ze van wezenlijk belang zijn voor de controle op de naleving van de desbetreffende wetsbepalingen. Jammer genoeg konden die diensten nooit over voldoende mensen en middelen beschikken. Hebben die inspectiediensten onlangs alsnog dergelijke (aanvullende) middelen gekregen ? Welke maatregelen werden genomen om de coördinatie tussen die diensten mogelijk te maken ?

Spreker herinnert er overigens aan dat de regering in 1975-1976 besloten had tot de aanwerving van inspecteurs onder contract die, nadat zij voor een door het VWS georganiseerd examen geslaagd waren, de ambtenarenstatus hebben gekregen. Een dergelijke maatregel zou ook thans kunnen worden overwogen.

Die inspecteurs zouden voor het overige dezelfde prerogatieven als hun statutair benoemde ambtgenoten genieten.

Ter attentie van een ander lid beklemt de spreker dat de sociale inspecteurs niet alleen tot taak hebben te bestraffen want zij kunnen zich ook nuttig maken door informatie uit te wisselen met bonafide werkgevers. Het repressieve aspect van hun taak is, zoals gezegd, evenwel ook noodzakelijk aangezien het verschijnsel van het zwartwerk zich steeds meer aan het uitbreiden is. Bij hun controleopdracht kunnen die inspecteurs zich overigens laten bijstaan door politie en rijkswacht. Brengt de voorgestelde tekst op dat vlak wijzigingen met zich ?

Inzake de bedreigingen van sommige werkgevers aan het adres van controleurs is er niets nieuws onder de zon, want dat was 30 jaar geleden al zo.

L'orateur relève par ailleurs que parmi les secteurs principalement touchés par le travail au noir, le secteur horeca occupe une place assez sensible.

Or, le travail au noir y est moins excusable qu'ailleurs, étant donné que la législation sociale permet aux hôteliers de faire appel à du personnel occasionnel un jour par semaine, voire un ou deux jours par mois.

Enfin, le membre formule les questions suivantes :

1° L'article 3 proposé prévoit l'obligation, dans le chef de l'employeur, de délivrer une carte d'identité sociale au travailleur. Une distinction est opérée entre la carte de type A, qui existe dans le secteur de la construction et celle de type B, qui vaut pour les autres secteurs.

L'exposé des motifs précise à cet égard que « la carte d'identité sociale A pourra être étendue par le Roi à d'autres secteurs où une part importante de travail au noir a été constatée » (Doc. n° 1157/1 - 92/93, p. 3).

Quels sont ces secteurs en question ?

2° L'article 5 du projet supprime l'indemnité forfaitaire à payer à l'ONSS en cas de condamnation par le juge pour infraction à la réglementation en matière de documents sociaux.

Quelle est l'incidence financière de cette mesure sur les recettes de l'ONSS ?

Un autre intervenant estime que ce n'est pas à l'égard des femmes de ménage que la lutte contre le travail au noir doit prioritairement porter.

Il fait par ailleurs état des agences locales pour l'emploi, instituées au niveau communal. Ces agences mettent à la disposition des familles, des chômeurs, dans le but de leur faire exécuter, à concurrence de 60 heures maximum par mois et moyennant maintien de leurs allocations de chômage, de menus travaux de ménage et de jardin.

Ce système des agences locales pour l'emploi, particulièrement répandu en Région wallonne, favorise la réinsertion sociale des chômeurs et il est donc indiqué de l'encourager et de le populariser.

Il peut toutefois représenter un certain danger lorsque le chômeur concerné effectue, sur demande, des prestations en noir au-delà du crédit horaire autorisé.

L'orateur se demande par ailleurs s'il ne conviendrait pas, afin de procurer du travail aux jeunes chômeurs et de lutter contre le travail au noir, d'élargir les critères de recours à l'agence locale pour l'emploi, en permettant aux indépendants d'engager, par ce biais, même durant le week-end, des jeunes chômeurs diplômés.

Un tel système fonctionne dans sa région et ce sont les classes moyennes qui y font, dans ce cas, appel.

Répondant à *un autre membre*, l'intervenant fait valoir que les jeunes diplômés demandeurs d'emploi

Spreker wijst er ten andere op dat onder de sectoren waar het zwartwerk welig tiert, de horecasector een vrij gevoelige plaats inneemt.

Nu is zwartwerk in die sector nog minder dan elders te vergoelijken aangezien de sociale wetgeving de hotelhouders toestaat één dag per week en zelfs één of twee dagen per maand een beroep te doen op gelegenheidsmedewerkers.

Ten slotte stelt het lid de volgende vragen :

1° Artikel 3 bepaalt dat de werkgever verplicht is aan de werknemer een sociale identiteitskaart over te leggen. Daarbij wordt een onderscheid gemaakt tussen de identiteitskaart van type A welke in het bouwbedrijf bestaat en die van het type B die voor de andere sectoren geldt.

In de memorie van toelichting wordt in dat verband aangestipt dat « die sociale identiteitskaart A door de Koning ook in andere sectoren waar veelvuldig zwartwerk wordt vastgesteld, ingevoerd zal kunnen worden » (Stuk n° 1157/1 - 92/93, blz. 3).

Welke sectoren worden hier bedoeld ?

2° Artikel 5 van het ontwerp schaft de forfaitaire vergoedingen af die aan de RSZ moet worden betaald wanneer een werkgever door de rechter wordt veroordeeld wegens overtreding van de reglementering inzake sociale documenten.

Wat zijn de financiële gevolgen van die maatregel voor de RSZ-ontvangsten ?

Een ander lid meent dat de bestrijding van het zwartwerk niet in de eerste plaats de schoonmaakers tot mikpunt mag maken.

Bovendien maakt hetzelfde lid gewag van het bestaan van op gemeentelijk vlak opgerichte plaatselijke werkgelegenheidsagentschappen. Via die agentschappen krijgen gezinnen de beschikking over werklozen die maximum 60 uur per maand en met behoud van hun werkloosheidsuitkeringen in het huishouden en in de tuin klusjes mogen opknappen.

Die regeling van de plaatselijke werkgelegenheidsagentschappen, die veelvuldig voorkomt in het Waalse Gewest, is bevorderlijk voor de maatschappelijke reclassering van de werklozen. Het verdient dan ook aanbeveling ze te stimuleren en populairder te maken.

Diezelfde regeling is echter niet ongevaarlijk wanneer aan de betrokken werklozen gevraagd wordt om boven het toegestane aantal uren zwartwerk te verrichten.

Spreker vraagt zich daarnaast af of het, om de jonge werklozen aan een baan te helpen en de strijd tegen het zwartwerk aan te binden, niet aan te raden zou zijn de criteria volgens welke een beroep kan worden gedaan op het plaatselijk werkgelegenheidsagentschap, uit te breiden en wel door de zelfstandigen de mogelijkheid te bieden via het agentschap zelfs tijdens het weekeinde gediplomeerde jonge werklozen aan te werven.

Dat systeem wordt al in zijn regio toegepast en het zijn vooral middenstanders die er gebruik van maken.

In antwoord op de vraag van *een ander lid* brengt spreker onder de aandacht dat de jonge gediplomeer-

trouvent très difficilement un travail dans le secteur horeca, précisément parce que l'on y incite le travail au noir.

Par ailleurs, il conviendrait d'analyser le phénomène du travail au noir dans le chef des travailleurs indépendants.

Le problème de l'exécution effective des mesures instaurées par le présent projet mérite également d'être posé. Selon l'avis d'un inspecteur social, interrogé à ce sujet, « tant que les infractions sociales relèveront de la compétence des tribunaux correctionnels, il y aura peu de poursuites car ces juridictions n'ont cure desdites infractions ».

Enfin *une intervenante* se demande si les étudiants occupés durant les vacances scolaires, dans le cadre d'un contrat d'occupation d'étudiants, sont visés par le présent projet de loi.

*
* *

C) Réponses du Ministre de l'Emploi et du Travail

1. Définition de la notion de « travail au noir »

Il n'existe pas de définition juridique ou scientifique de la notion de « travail au noir ».

Le n° 11 de la *Revue du travail* (troisième trimestre de 1993, p. 9) en donne la définition suivante :

« Définir le travail frauduleux ressemble à une gageure, car il s'agit d'un phénomène multiforme qui évolue rapidement en fonction des prescriptions légales adoptées pour le combattre. Il serait donc vain de vouloir en donner une définition exhaustive, d'autant plus que ce mécanisme nébuleux échappe le plus souvent aux instruments de mesure officiels. Les méthodes d'évaluation donnent d'ailleurs des fourchettes très grandes et les économistes les plus sérieux divergent à propos de son importance.

Cependant, même si ce phénomène de société est mal connu et difficile à cerner, certains auteurs l'ont typé de la manière suivante :

- le travail clandestin à caractère économique, qui concerne les professions relevant de l'artisanat, du commerce ou de l'industrie;
- le travail clandestin à caractère fiscal, qui vise à échapper aux diverses obligations fiscales tels la TVA, le précompte professionnel, les impôts sur les revenus ...;
- le travail clandestin axé sur le non-paiement des cotisations sociales ou le non-respect des obligations imposées par la réglementation du travail.

Ces différents aspects du travail clandestin sont le plus souvent liés. »

de werkzoekenden, precies doordat in de horecasector tot zwartwerk aangespoord wordt, het uiterst moeilijk hebben om in die sector aan de slag te komen.

Overigens zou ook het verschijnsel van het zwartwerk bij de zelfstandigen wat nader moeten worden bekeken.

Daarnaast verdient het vraagstuk van de effectieve tenuitvoerlegging van het aan de orde zijnde ontwerp tevens de nodige aandacht. Een sociaal inspecteur die terzake om advies gevraagd werd, liet zich daaromtrent als volgt uit : « Zolang de overtredingen van de sociale wetgeving onder de bevoegdheid van de correctionele rechtbanken vallen, moet men niet veel vervolgingen verwachten want die rechtbanken trekken zich van die overtredingen niets aan ».

Tot slot wenst een *spreekster* te vernemen of het wetsontwerp ook geldt voor de studenten die tijdens de vakantie in het raam van een arbeidscontract voor studenten jobs verrichten.

*
* *

C) Antwoorden van de Minister Van Tewerkstelling en Arbeid

1. Definitie van het begrip « zwartwerk »

Er bestaat geen juridische of wetenschappelijke definitie voor het begrip « zwartwerk ».

In het Arbeidsblad, n° 11 van het derde trimester 1993, blz. 9, wordt volgende omschrijving gegeven :

« Frauduleuze arbeid definiëren lijkt een onmogelijke opgave. Er is immers sprake van een veelvormig fenomeen dat zich zeer snel ontwikkelt naargelang de wettelijke voorschriften die toegepast worden om het te bestrijden. Het blijkt dus moeilijk een afdoende definitie van zwartwerk te geven, te meer omdat de opgezette fraudemechanismen meestal ontsnappen aan de officiële controle-instrumenten. De evaluatiemethodes laten bovendien heel wat speelruimte en zelfs de meest vermaarde economen zijn het oneens over de omvang van het fenomeen.

Hoewel dit maatschappelijk verschijnsel slecht bekend en moeilijk af te bakenen is, delen bepaalde auteurs het zwartwerk in op volgende wijze :

- klandestiene arbeid met een economisch karakter die betrekking heeft op de beroepen die vallen onder ambachtelijke arbeid, handel of industrie;
- klandestiene arbeid met een fiscaal karakter die tot doel heeft te ontsnappen aan diverse fiscale verplichtingen zoals de BTW, de bedrijfsvoorheffing, de inkomensbelastingen...;
- klandestiene arbeid gericht op de niet-betaling van de sociale bijdragen of de niet-naleving van de verplichtingen opgelegd door de arbeidsreglementering.

Deze verschillende aspecten van zwartwerk houden meestal verband met elkaar. »

Cela étant, les fraudes sociales au sens large peuvent être réparties en quatre catégories, selon le Ministre :

1° le cumul non autorisé d'une activité professionnelle avec des indemnités de sécurité sociale (AMF, chômage, pension, prépension, indemnité d'accidents de travail). Cette forme de fraude est plus avantageuse pour le bénéficiaire des indemnités;

2° le fait de ne pas payer l'impôt ou les cotisations de sécurité sociale qui sont dûs.

Cette forme de fraude, plus avantageuse pour l'employeur, peut ne pas être combinée au premier type de fraude : on citera par exemple le fait pour un employeur d'engager — sans le déclarer — un jeune diplômé non inscrit comme demandeur d'emploi;

3° le fait d'entraver, le cas échéant par des menaces, l'usage de la force, etc., l'exercice des contrôles effectués par les inspecteurs sociaux et/ou fiscaux. Ce fait peut en effet constituer un indice de l'existence d'une irrégularité au sein de l'entreprise ou chez la personne contrôlée;

4° le fait de remplir des documents sociaux et/ou fiscaux frauduleusement : on citera par exemple le fait pour un employeur de déclarer un travailleur à temps partiel tout en l'occupant à temps plein.

2. Champ d'application du projet de loi

Le Ministre affirme que le projet vise avant tout à combattre les pratiques de ceux qui organisent systématiquement, voire institutionnalisent, le travail au noir à grande échelle, en raison des grands profits qu'ils en retirent par le fait d'éluder le paiement de l'impôt et des cotisations de sécurité sociale. De telles pratiques existent surtout dans les secteurs suivants : la construction, l'horeca, la confection et l'horticulture.

Si l'objectif n'est pas de faire la chasse aux personnes qui travaillent occasionnellement au noir, la lutte contre le travail au noir ne peut cependant pas se limiter aux grands réseaux.

Il ne faut pas sous-estimer l'importance du travail au noir dans le secteur horeca (il ne s'agit en l'occurrence généralement pas de réseaux organisés, mais de travailleurs clandestins au service de restaurants isolés).

Le Ministre signale ensuite que la personne qui fait travailler une femme de ménage ou un jardinier au noir, sans payer des cotisations de sécurité sociale dans l'hypothèse où elle y est tenue, tombe sous le champ d'application du projet de loi.

Il convient de rappeler à cet égard qu'aux termes de l'article 18 de l'arrêté royal du 28 novembre 1969 (pris en exécution de la loi du 27 juin 1969 révisant l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs), le (les) employeur(s) qui occupe(nt) des travailleurs — non logés chez lui (eux) — dans les liens d'un contrat de travail domestique, principalement à des travaux d'ordre manuel et pour les besoins de son ménage ou de sa famille,

Volgens de minister kan sociale fraude in de brede zin van het woord in vier categorieën worden ingedeeld :

1° niet toegestane cumulatie van een beroepsactiviteit en uitkeringen van de sociale zekerheid (ziekte- en invaliditeitsuitkering, werkloosheidsuitkering, pensioen, brugpensioen, uitkering wegens arbeidsongeval). Dit soort fraude is gunstiger voor wie uitkeringen geniet;

2° het niet betalen van de verschuldigde belastingen of sociale-zekerheidsbijdragen.

Dit soort fraude is dan weer voordeliger voor de werkgever, en kan niet worden gecombineerd met de eerste fraude. Een voorbeeld : een werkgever neemt een jonge, niet als werkzoekende ingeschreven gediplomeerde in dienst zonder hem aan te geven;

3° het dwarsbomen van controles door sociale inspecteurs en/of belastinginspecteurs, eventueel door bedreigingen te uiten, geweld te gebruiken enzovoort. Dit gedrag kan wijzen op onregelmatigheden in het gecontroleerde bedrijf of bij de gecontroleerde persoon;

4° het moedwillig verkeerd invullen van sociale en fiscale documenten : zo bijvoorbeeld een werkgever die een werknemer halftijds aangeeft, terwijl hij hem voltijds werk verschaft.

2. Toepassingsgebied van het wetsontwerp

De minister bevestigt dat het ontwerp in de eerste plaats die mensen wil aanpakken die stelselmatig op grote schaal zwartwerk organiseren en het zelfs institutionaliseren omdat het ontduiken van belastingen en bijdragen aan de sociale zekerheid zoveel opbrengt. Dergelijke praktijken komen vooral voor in de volgende sectoren : bouwnijverheid, horeca, confection en tuinbouw.

Het is zeker niet de bedoeling jacht te gaan maken op personen die occasioneel zwartwerk verrichten, maar anderzijds mag de strijd tegen het zwartwerk niet beperkt worden tot de grote netwerken.

Het belang van zwartwerk in de horecasector bijvoorbeeld (en hier gaat het meestal niet om georganiseerde netwerken maar om zwartwerkers in dienst van individuele restauranthouders) mag niet worden onderschat.

De minister wijst er vervolgens op dat iemand die een poetsvrouw of een tuinman zwart tewerkstelt, en — in de gevallen waar dat verplicht is — geen sociale zekerheid betaalt, onder dit wetsontwerp valt.

In dat verband moet eraan worden herinnerd dat volgens artikel 18 van het koninklijk besluit van 28 november 1969 (ter uitvoering van de wet van 27 juni 1969 tot herziening van de besluitwet van 28 december 1944 betreffende de maatschappelijke zekerheid der arbeiders) de werkgever die in het kader van een arbeidsovereenkomst voor dienstboden niet-inwonende werknemers tewerkstelt die hoofdzakelijk huishoudelijke arbeid verrichten van

n'est (ne sont) pas redevable(s) des cotisations de sécurité sociale lorsque la durée de l'occupation n'atteint pas 4 heures par jour chez un même employeur ni 24 heures par semaine chez un ou plusieurs employeurs.

Toutefois, même l'occupation du travailleur domestique moyennant un nombre d'heures très réduit doit faire l'objet d'une déclaration fiscale.

Néanmoins, les contrôles en la matière sont très difficiles, ne fût-ce que parce que les inspecteurs sociaux doivent disposer de l'autorisation du juge pour pouvoir pénétrer dans des locaux habités (conformément à l'article 10 de la Constitution, combiné à l'article 4, § 1^{er}, 1^o, alinéa 2 de la loi du 16 novembre 1972 concernant l'inspection du travail). Les femmes de ménage ne sont donc pas les personnes les plus faciles à prendre sur le fait.

Le Ministre signale par ailleurs que le législateur a prévu la possibilité de déduire des revenus imposables, les rémunérations d'un employé de maison (article 102 du Code des impôts sur les revenus 1992) mais seuls 7 contribuables ont, à ce jour, fait appel à cet incitant fiscal.

De plus, la plupart du temps, ces travailleurs domestiques ne sont pas des chômeurs bénéficiaires d'indemnités mais simplement des ménagères ne bénéficiant d'aucune indemnité de sécurité sociale.

Il n'est donc pas indiqué de réduire la problématique du travail au noir au travail effectué, 4 heures par semaine, par une femme de ménage.

Le travail au noir effectué par des étudiants est également visé par le projet de loi.

Il convient de souligner, pour être complet, que l'étudiant n'est pas soumis à la réglementation en matière de sécurité sociale s'il ne travaille pas plus d'un mois pendant les vacances scolaires.

Répondant à la remarque selon laquelle il faut d'abord s'attaquer aux racines du travail au noir avant de pouvoir lutter sérieusement contre ce phénomène, le ministre souligne qu'il estime également qu'il faut prendre des mesures en vue de réduire le coût du travail.

Le ministre doute toutefois que ces mesures permettent d'éviter le travail au noir en tant que tel.

Les résultats des mesures prises en 1992 et 1993 en faveur du secteur horticole (notamment l'exonération des cotisations de sécurité sociale pour toute activité de 25 jours maximum effectuée par une personne qui, le reste de l'année, ne travaille pas dans le secteur) ne sont pas encourageants à cet égard.

Il est encore apparu l'été dernier que le recours aux travailleurs au noir est toujours aussi fréquent dans le secteur horticole.

Ce phénomène ne résulte pas de l'absence de volonté de travailler des chômeurs, mais du fait que les horticulteurs ne seront pas disposés à payer le salaire horaire minimum de 215 francs tant qu'ils auront

lichamelijke aard voor de behoeften van de huishouding van de werkgever of van zijn gezin, geen sociale zekerheid moet betalen indien de duur van de tewerkstelling noch vier uren daags bij een zelfde werkgever noch vierentwintig uren per week bij één of verschillende werkgevers overschrijdt.

Niettemin moet ook huispersoneel, zelfs al presteert het maar een beperkt aantal werkuren, fiscaal aangegeven worden.

De controles daarop zijn evenwel moeilijk uitvoerbaar, al was het maar omdat de arbeidsinspecteurs over een rechterlijk bevel moeten beschikken om woonruimten te kunnen betreden (overeenkomstig artikel 10 van de Grondwet in samenhang met artikel 4, § 1, 1^o, tweede lid, van de wet van 16 november 1972 betreffende de arbeidsinspectie). Zwartwerkende werksters zijn dan ook moeilijk op heterdaad te betrappen.

De minister wijst er overigens op dat de wetgever in de mogelijkheid heeft voorzien om de bezoldiging van huispersoneel van het belastbaar inkomen af te trekken (cf. artikel 102 van het WIB 1992). Tot nog toe hebben evenwel slechts 7 belastingplichtigen van deze fiscale stimulus gebruik gemaakt.

Voorts gaat het bij het huispersoneel vaak niet om uitkeringsgerechtigde werklozen, maar wel om huisvrouwen die geen enkele vorm van sociale uitkering genieten.

Het is derhalve niet aangewezen de problematiek van het zwartwerk te reduceren tot het verschijnsel van de huisvrouwen die 4 uur per week zwartwerk verrichten.

Ook zwartwerk verricht door studenten valt onder toepassing van het wetsontwerp.

Volledigheidshalve moet worden aangestipt dat de student niet aan de sociale zekerheidsreglementering onderworpen is indien hij niet langer dan één maand werkt tijdens de schoolvakantie.

Op de opmerking dat eerst de gunstige voedingsbodems voor zwartwerk moeten worden weggewerkt alvorens ernstig werk kan worden gemaakt van de bestrijding van dit verschijnsel, antwoordt de minister dat zij het ermee eens is dat arbeidskostenverlagende maatregelen noodzakelijk zijn.

Maar of hiermee het zwartwerk als dusdanig kan worden vermeden is volgens de minister minder evident.

De resultaten van de maatregelen die in 1992 en 1993 ten gunste van de tuinbouwsector werden genomen (onder meer vrijstelling van sociale zekerheidsbijdragen voor elke activiteit van maximum 25 dagen verricht door al wie voor de rest van het jaar niet in de sector werkt) zijn op dat vlak niet bemoedigend.

Tijdens de voorbije zomer werd nog maar eens duidelijk dat het beroep op zwartwerkers in de tuinbouwsector niet is afgenomen.

Dit verschijnsel vloeit niet voort uit een gebrek aan arbeidsbereidheid bij de werklozen maar wel uit het feit dat de tuinbouwers niet bereid zijn om het minimum uurloon van 215 frank te betalen zolang ze

l'occasion d'engager des travailleurs illégaux ou des réfugiés politiques à un salaire nettement inférieur.

Le problème ne pourra donc pas être résolu en obligeant des chômeurs possédant un diplôme universitaire à exercer de telles activités.

Le nombre de chômeurs universitaires ($\pm 10\,000$) est d'ailleurs assez réduit par rapport au nombre total de chômeurs.

En conclusion, la ministre souligne que le problème fondamental est que de nombreuses personnes ont perdu le sens de la norme et ne considèrent plus le travail au noir, comme la fraude fiscale au demeurant, comme étant un comportement incivique. Il convient dès lors de changer les mentalités et de réapprendre le sens civique à ces personnes.

3. La carte d'identité sociale

Le ministre précise que la carte d'identité sociale est distincte de la carte de sécurité sociale. La carte de sécurité sociale avait été instaurée par la loi du 25 janvier 1985 (*Moniteur belge* du 13 février 1985), dans le but de remplacer l'obligation de pointage pour les chômeurs. L'arrêté royal du 30 août 1985 (*Moniteur belge* du 3 octobre 1985) a imposé le port de cette carte aux travailleurs des secteurs de la construction et de l'industrie diamantaire. L'intervention était, à terme, d'étendre cette carte de sécurité sociale à tous les secteurs.

Le texte proposé prévoit (article 3) quant à lui deux catégories de cartes d'identité sociales (A et B) à délivrer respectivement par les employeurs du secteur de la construction et par les autres employeurs. Comme leur dénomination le laisse supposer, ces cartes d'identité mentionnent les coordonnées des travailleurs concernés.

4. Organisation et activités des services d'inspection

Le cadre actuel prévoit 29 emplois d'inspecteur et 224 emplois d'inspecteur adjoint, dont respectivement 24 et 213 sont effectivement occupés.

Le nombre d'inspecteurs sera augmenté de 16 unités. La procédure d'extension du cadre est en cours, mais elle durera vraisemblablement de un à deux ans.

On envisage de recruter entre-temps des inspecteurs contractuels.

Avant de prendre une décision à ce sujet, il faudra vérifier si les inspecteurs contractuels pourront dresser procès-verbal.

Pour des raisons de principe, les syndicats du secteur public voient d'un assez mauvais œil le recrutement d'agents contractuels.

Le ministre fait par ailleurs observer que les inspecteurs et les inspecteurs adjoints disposent d'un ordinateur personnel.

Chaque district de l'inspection sociale dispose en outre d'un PC portable.

de kans krijgen illegalen of politieke vluchtelingen tegen een aanzienlijk lager loon in dienst te nemen.

Het probleem kan dus zeker niet opgelost worden door werklozen met een universitair diploma tot dergelijke activiteiten te verplichten.

Trouwens het aantal universitaire werklozen ($\pm 10\,000$) is in verhouding tot het totaal aantal vrij gering.

Tot besluit benadrukt de minister dat het fundamentele probleem erin bestaat dat velen geen normbesef meer hebben en zwartwerk niet langer als fiscale fraude of als inciviek gedrag aanzien. Daarom dient de mentaliteit van de betrokkenen te worden gewijzigd en moet hen opnieuw burgerzin worden bijgebracht.

3. De sociale-identiteitskaart

De minister preciseert dat de sociale-identiteitskaart verschilt van de sociale-zekerheidskaart. De sociale-zekerheidskaart is door de wet van 25 januari 1985 (*Belgisch Staatsblad* van 13 februari 1985) ingesteld ter vervanging van de verplichte stempelcontrole. Bij koninklijk besluit van 30 augustus 1985 (*Belgisch Staatsblad* van 3 oktober 1985) werd aan de werknemers in de bouwsector en de diamantindustrie de verplichting opgelegd om voormelde kaart aan te vragen. Een en ander had tot doel die verplichting op termijn tot alle sectoren uit te breiden.

Het wetsontwerp (te weten artikel 3) voorziet daarentegen in twee categorieën van sociale-identiteitskaarten (A en B) respectievelijk voor de werknemers in de bouwsector en voor de overige werknemers. Zoals de benaming te verstaan geeft, vermeldt deze kaart de personalia van de werknemers die houder zijn van een dergelijke kaart.

4. Organisatie en activiteiten van de inspectiediensten

De huidige personeelsformatie voorziet in 29 betrekkingen van inspecteur en 224 van adjunct-inspecteur, waarvan respectievelijk 24 en 213 zijn ingenomen.

Het aantal inspecteurs zal met 16 worden verhoogd. De procedure tot uitbreiding van de personeelsformatie is aan de gang maar zal vermoedelijk 1 tot 2 jaar duren.

Er wordt overwogen om intussen inspecteurs met een arbeidsovereenkomst in dienst te nemen.

Alvorens hierover een beslissing te nemen moet worden nagegaan of contractuele inspecteurs tot het opstellen van processen-verbaal gemachtigd zijn.

De overheidsvakbonden staan, om principiële redenen, nogal weigerachtig tegenover de werving van contractuele personeelsleden.

De minister wijst er voorts op dat de inspecteurs en adjunct-inspecteurs een personal computer ter beschikking hebben.

Elk district van de sociale inspectie beschikt bovendien over een draagbare PC.

La collaboration entre les principaux services d'inspection (inspection des lois sociales, inspection sociale, inspection de l'ONEM et de l'INAMI) est réglée par un protocole du 30 juillet 1993 qui entrera en vigueur le 1^{er} janvier 1994.

Ce protocole prévoit une coordination entre les services d'inspection, une concertation permanente en matière de collecte et d'échange de données ainsi qu'une organisation commune des contrôles.

Il faut répondre par l'affirmative à la question de savoir si les inspecteurs et inspecteurs adjoints rencontrent des difficultés lors de leurs missions de contrôle.

C'est pourquoi le ministre de l'Emploi et du Travail a demandé au ministre de l'Intérieur de prévoir une protection de police ou de gendarmerie lors de chaque contrôle.

La collaboration entre l'inspection, d'une part, et la police et la gendarmerie, de l'autre, peut être qualifiée de positive.

Le ministre de la Justice a été invité à accorder une attention particulière aux suites données aux procès-verbaux dressés à la suite de violences envers des inspecteurs.

En ce qui concerne les activités des services d'inspection, on peut renvoyer aux chiffres repris dans *La Revue du Travail* n° 11 (« La fraude sociale en point de mire », tableaux 1 à 15).

En ce qui concerne les infractions à la réglementation relative aux documents sociaux, à la réglementation du chômage, du travail à temps partiel et à celle relative à l'occupation de travailleurs étrangers, le ministre dispose des statistiques de 1993.

Les tableaux ainsi complétés sont reproduits ci-dessous.

TABLEAU 8

Nombre d'infractions (documents sociaux) et suite donnée en chiffres absolus et en pourcentage

Année — Jaar	Inf. — Inbr.	P.P. — S.V.	A.A. — A.G.	S.S. — Z.G.	A.T. — A.A.	D.E. — S.D.
1990	2 341	1 358 (58,0 %)	175 (7,5 %)	265 (11,3 %)	37 (1,5 %)	506 (21,6 %)
1991	2 543	1 365 (53,7 %)	75 (2,9 %)	161 (6,3 %)	263 (10,3 %)	679 (26,7 %)
1992	3 260	1 544 (47,4 %)	40 (1,2 %)	133 (4,1 %)	793 (24,3 %)	750 (23 %)
1993(*)	4 201	1 537	23	26	1 679	936

Légende

INF	Infraction
PP	Poursuite pénale
AA	Amende administrative
SS	Classement sans suite
AT	En traitement chez l'auditeur du travail
DE	En traitement à la Direction générale des études

(*) Statistiques arrêtées le 28 octobre 1993

De samenwerking tussen de belangrijkste inspectiediensten (inspectie van de sociale wetten, sociale inspectie, RVA- en RSZ-inspectie) is geregeld in een protocol van 30 juli 1993 dat op 1 januari 1994 in werking treedt.

Dat protocol voorziet in een coördinatie tussen de inspectiediensten, in een permanent overleg met betrekking tot inzameling en uitwisseling van gegevens evenals in een gemeenschappelijke organisatie van de controles.

De vraag of de inspecteurs en adjunct-inspecteurs tijdens hun controle-opdrachten moeilijkheden ondervinden, moet bevestigend worden beantwoord.

Vandaar het verzoek van de minister van Tewerkstelling en Arbeid aan de minister van Binnenlandse Zaken om bij elke controle politie- of rijkswachtersbescherming te verlenen.

De samenwerking tussen inspectie en politie en rijksmacht kan als positief worden bestempeld.

De minister van Justitie werd verzocht bijzondere aandacht te willen schenken aan het gevolg dat gegeven wordt aan de processen-verbaal opgesteld naar aanleiding van geweldplegingen op inspecteurs.

Voor wat de activiteiten van de inspectiediensten betreft, kan worden verwezen naar de cijfers opgenomen in het *Arbeidsblad* n° 11 (« De sociale fraude in het zoeklicht », tabellen 1 tot 15).

Met betrekking tot de inbreuken op de reglementering inzake de sociale documenten, werkloosheidsreglementering, deeltijdse arbeid en tewerkstelling van buitenlandse werknemers, beschikt de minister over de gegevens voor 1993.

De aldus aangevulde tabellen worden hierna afgedrukt.

TABEL 8

Aantal inbreuken (sociale documenten) en gevolg (nationaal) per jaar in absolute cijfers en in procenten

Année — Jaar	Inf. — Inbr.	P.P. — S.V.	A.A. — A.G.	S.S. — Z.G.	A.T. — A.A.	D.E. — S.D.
1990	2 341	1 358 (58,0 %)	175 (7,5 %)	265 (11,3 %)	37 (1,5 %)	506 (21,6 %)
1991	2 543	1 365 (53,7 %)	75 (2,9 %)	161 (6,3 %)	263 (10,3 %)	679 (26,7 %)
1992	3 260	1 544 (47,4 %)	40 (1,2 %)	133 (4,1 %)	793 (24,3 %)	750 (23 %)
1993(*)	4 201	1 537	23	26	1 679	936

Legende

INBR	Inbreuken
SV	Strafvordering
AG	Administratieve geldboete
ZG	Zonder gevolg
AA	Arbeidsauditeur (in behandeling)
SD	Studiedienst (in behandeling)

(*) Cijfers tot 28 oktober 1993

TABLEAU 10

**Nombre d'infractions (chômage) et suite donnée
en chiffres absolus et en pourcentage**

Année — Jaar	Inf. — Inbr.	P.P. — S.V.	A.A. — A.G.	S.S. — Z.G.	A.T. — A.A.	D.E. — S.D.
1990	1 380	749 (54,3 %)	91 (6,6 %)	196 (14,2 %)	16 (1,2 %)	328 (23,8 %)
1991	1 221	620 (50,8 %)	39 (3,2 %)	81 (6,6 %)	103 (8,4 %)	378 (31 %)
1992	1 398	642 (45,9 %)	1 (0,1 %)	27 (1,9 %)	351 (25,1 %)	377 (27 %)
1993 (*)	1 263	412	9	10	492	340

(*) Chiffres jusqu'au 28 octobre 1993.

TABEL 10

**Aantal inbreuken (werkloosheid) en gevolg (nationaal)
per jaar in absolute cijfers en in procenten**

(*) Cijfers tot 28 oktober 1993.

TABLEAU 12

**Nombre d'infractions (travail à temps partiel) et suite
donnée par année en chiffres absolus et en pourcentage**

Année — Jaar	Inf. — Inbr.	P.P. — S.V.	A.A. — A.G.	S.S. — Z.G.	A.T. — A.A.	D.E. — S.D.
1990	68	44 (64,7 %)	8 (11,86 %)	4 (5,9 %)	2 (2,9 %)	10 (14,7 %)
1991	227	93 (41,0 %)	21 (9,3 %)	20 (8,8 %)	12 (5,3 %)	81 (35,7 %)
1992	549	272 (49,5 %)	10 (1,8 %)	1 (0,2 %)	131 (23,9 %)	135 (24,6 %)
1993 (*)	1 068	340	4	4	429	291

(*) Chiffres jusqu'au 28 octobre 1993.

TABEL 12

**Aantal inbreuken (deeltijdse arbeid) en gevolg
(nationaal) per jaar in absolute cijfers en in procenten**

(*) Cijfers tot 28 oktober 1993.

TABLEAU 14

**Nombre d'infractions (travailleurs étrangers) et suite
donnée par année en chiffres absolus et en pourcentage**

Année — Jaar	Inf. — Inbr.	P.P. — S.V.	A.A. — A.G.	S.S. — Z.G.	A.T. — A.A.	D.E. — S.D.
1990	334	204 (61,1 %)	20 (6 %)	41 (12,3 %)	5 (1,5 %)	64 (19,1 %)
1991	320	191 (59,7 %)	6 (1,9 %)	23 (7,2 %)	32 (10 %)	68 (21,2 %)
1992	662	347 (52,4 %)	2 (0,3 %)	50 (7,5 %)	152 (23 %)	111 (16,8 %)
1993 (*)	842	323	8	8	376	127

(*) Chiffres jusqu'au 28 octobre 1993.

TABEL 14

**Aantal inbreuken (buitenlandse werknemers) en gevolg
(nationaal) per jaar in absolute cijfers en in procenten**

(*) Cijfers tot 28 oktober 1993.

Il ressort clairement de ces tableaux qu'en ce qui concerne le nombre d'infractions constatées, la tendance enregistrée au cours des dernières années se maintient.

Le nombre d'infractions à la réglementation relative aux documents sociaux, au travail à temps partiel et à l'occupation de travailleurs étrangers (chiffres jusqu'au 28 octobre 1993) a été beaucoup plus élevé en 1993 qu'au cours des années 1990, 1991 et 1992.

Hieruit blijkt duidelijk dat wat het aantal vastgestelde inbreuken betreft, de trend van de jongste jaren zich voortzet.

De in 1993 (cijfers tot 28 oktober 1993) vastgestelde inbreuken op de reglementering inzake sociale documenten, deeltijdse arbeid en tewerkstelling van buitenlandse werknemers overtreffen in ruime mate de jaartotalen 1990, 1991 en 1992.

Le Ministre souligne en outre que les contrôles en matière de sanctions pour obstacle à la surveillance n'ont été exercés qu'à partir de 1990, étant donné que c'est la loi-programme du 22 décembre 1989 qui a créé le cadre nécessaire à cet effet en remplaçant complètement la loi du 16 novembre 1972 relative à l'inspection du travail.

Comme il ressort du tableau suivant, le nombre d'infractions constatées à partir de cette année est très élevé et est en progression constante. Les chiffres pour l'année 1993 ne sont pas encore définitifs, étant donné que ceux relatifs aux deux derniers mois de l'année n'ont évidemment pas encore pu être pris en considération.

Nombre d'infractions (obstacle à la surveillance) et suite donnée (national) par année en chiffres absolus et en pourcentage

Année — Jaar	Inf. — Inbr.	P.P. — S.V.	A.A. — A.G.	S.S. — Z.G.	A.T. — A.A.	D.E. — S.D.
1990	426	242 (57 %)	27 (6 %)	109 (2 %)	10 (2 %)	38 (9 %)
1991	462	245 (53 %)	14 (3 %)	89 (7 %)	33 (7 %)	81 (18 %)
1992	556	263 (47 %)	5 (1 %)	58 (25 %)	139 (25 %)	91 (16 %)
1993	402	151 (38 %)	2 (0 %)	8 (45 %)	182 (45 %)	59 (15 %)

Le Ministre souligne également que les interventions des inspecteurs ne revêtent pas seulement un caractère répressif. 80 % de leurs activités relèvent d'ailleurs de la prévention.

5. Formulation du titre du projet de loi

En ce qui concerne les remarques afférentes à la formulation du titre du projet de loi, *le Ministre* indique qu'elle déposera un amendement visant à remplacer ce titre pour mieux définir le contenu du projet de loi.

6. Activité professionnelle complémentaire des prépensionnés

Le ministre précise que tous les prépensionnés peuvent exercer les activités non rémunérées suivantes :

- pour eux-mêmes ou pour des parents ou alliés jusqu'au deuxième degré (sauf en cas d'activité indépendante);
- pour un organisme ou une association de fait ou de droit ayant un but non lucratif d'utilité publique ou bien social, culturel ou humanitaire ou bien visant la satisfaction de besoins collectifs qui autrement ne seraient pas rencontrés.

Ces associations ou organismes doivent faire préalablement vérifier par le directeur du bureau régio-

De minister stipt voorts aan dat de controles op inbreuken inzake verhindering van toezicht pas werden gestart vanaf het jaar 1990 omdat de programwet van 22 december 1989 daarvoor het geëigende kader heeft gecreëerd door de Arbeidsinspectiewet van 16 november 1972 volledig te vervangen.

Zoals uit volgende tabel kan worden afgelezen is het aantal inbreuken vanaf dat jaar reeds zeer betekenisvol en is dat sindsdien constant gestegen. De cijfers voor het jaar 1993 zijn nog onvolledig aangezien de twee laatste maanden van dit jaar er vanzelfsprekend nog niet in konden worden verwerkt.

Aantal inbreuken (verhindering van toezicht) en gevolg (nationaal) per jaar in absolute cijfers en in procenten

De minister beklemtoont ook dat het optreden van de inspecteurs niet louter repressief is. 80 % van hun activiteiten zijn trouwens preventief van aard.

5. Formulering van het opschrift van het wetsontwerp

Wat de opmerkingen over het opschrift van het wetsontwerp betreft, wijst *de minister* erop dat zij met het oog op de vervanging van het opschrift een amendement zal indienen, ten einde de inhoud van het ontwerp in dit opschrift beter tot uitdrukking te brengen.

6. Aanvullende beroepsactiviteit van bruggepensioneerden

De Minister preciseert dat alle bruggepensioneerden volgende activiteiten zonder loon mogen verrichten :

- voor zichzelf of voor bloed- of aanverwanten tot de tweede graad (behoudens bij een zelfstandige activiteit);
- voor een organisme of een feitelijke of rechtsvereniging met een niet winstgevend doel dat ofwel van openbaar nut, ofwel sociaal, cultureel of humanitair is, ofwel voldoet aan collectieve behoeften waaraan anders niet zou voldaan worden.

Deze verenigingen of organismen moeten vooraf door de directeur van het bevoegde werkloosheidsbu-

nal de chômage compétent de l'Office national de l'emploi s'ils remplissent ces conditions.

En ce qui concerne les activités rémunérées, il y a lieu de distinguer deux catégories de prépensionnés :

1) *Catégories soumises à la réglementation « activités autorisées aux chômeurs »*

— Travailleurs auxquels le préavis a été notifié après le 30 novembre 1992 et dont la prépension a pris cours après le 31 décembre 1992, à l'exception de ceux qui étaient occupés dans une entreprise reconnue comme étant en difficulté ou en restructuration, pour autant que l'entreprise ait été reconnue comme telle avant le 1^{er} décembre 1992.

— Travailleurs dont la prépension a pris cours avant le 1^{er} janvier 1987.

Ces prépensionnés ne peuvent exercer une activité professionnelle que dans le respect absolu des conditions énoncées dans l'arrêté royal du 25 novembre 1991 portant réglementation du chômage (voir *infra* point 2 — chômeurs).

2) *Catégories relevant du régime spécifique de travail autorisé aux prépensionnés*

— Les travailleurs salariés dont le préavis a été notifié avant le 1^{er} décembre 1992 et dont la prépension a pris cours après le 31 décembre 1986 et avant le 1^{er} janvier 1993;

— Les travailleurs salariés dont le préavis a été notifié après le 30 novembre 1992, mais qui ont été occupés dans une entreprise reconnue comme étant en difficulté ou en restructuration, pour autant que cette reconnaissance soit intervenue avant le 1^{er} décembre 1992.

Ces travailleurs salariés prépensionnés peuvent exercer les activités professionnelles définies par l'arrêté ministériel du 23 décembre 1992 portant activités non rémunérées et activités professionnelles autorisées aux prépensionnés.

Moyennant une déclaration préalable introduite auprès de leur organisme de paiement des allocations de chômage, ils peuvent retirer les revenus annuels suivants de leur activité :

reau van de Rijksdienst voor arbeidsvoorziening laten onderzoeken of zij voldoen aan deze voorwaarden.

Wat de bezoldigde activiteiten betreft moeten twee categorieën van bruggepensioneerden onderscheiden worden :

1) *Categorieën die vallen onder de regeling van de toegelaten arbeid voor de werklozen*

— Werknemers waarvan de opzeg betekend werd na 30 november 1992 en waarvan het brugpensioen een aanvang neemt na 31 december 1992 met uitzondering van deze behorend tot een onderneming erkend als zijnde in moeilijkheden of in herstructurering, voor zover deze erkenning toegekend werd vóór 1 december 1992.

— Werknemers waarvan het brugpensioen een aanvang heeft genomen vóór 1 januari 1987.

Deze bruggepensioneerden kunnen slechts een beroepsactiviteit uitoefenen onder de strikte voorwaarden voorzien in het koninklijk besluit van 25 november 1991 houdende werkloosheidsreglementering (zie verder punt 2 — werklozen).

2) *Categorieën die vallen onder de specifieke regeling van toegelaten arbeid voor bruggepensioneerden*

— Werknemers waarvan de opzeg betekend werd vóór 1 december 1992 en waarvan het brugpensioen een aanvang neemt na 31 december 1986 en vóór 1 januari 1993;

— Werknemers waarvan de opzeg betekend werd na 30 november 1992 maar die behoorden tot een onderneming erkend als zijnde in moeilijkheden of in herstructurering voor zover deze erkenning toegekend werd vóór 1 december 1992.

Deze bruggepensioneerde werknemers mogen de beroepsactiviteiten uitoefenen bepaald in het ministerieel besluit van 23 december 1992 houdende niet-bezoldigde activiteiten en beroepsbezigheden toegestaan aan bruggepensioneerden.

Zij mogen mits voorafgaande aangifte bij hun uitbetalingsinstelling voor werkloosheidsuitkeringen de volgende bedragen bijverdienen per jaar.

Comme travailleur salarié — Als loontrekkende		Comme travailleur indépendant — Als zelfstandige	
Sans enfant à charge — Zonder kinderlast	Avec enfants à charge — Met kinderlast	Sans enfant à charge — Zonder kinderlast	Avec enfants à charge — Met kinderlast
276 586 (a)	414 879 (b)	221 268 (b)	331 902 (b)

(a) montants bruts
(b) montants nets

(a) bruto-bedragen
(b) netto-bedragen

Lorsque les revenus professionnels du prépensionné dépassent ces montants de moins de 15 %, ses allocations de chômage sont réduites à concurrence du pourcentage de dépassement.

Lorsque les revenus professionnels du prépensionné dépassent les montants précités de 15 % ou plus, le paiement de ses allocations de chômage est suspendu.

*
* *

Le Ministre précise que les personnes dont la prépension a pris cours le 1^{er} janvier 1993 ne peuvent donc plus exercer d'activité lucrative. Elle est consciente de la gravité de cette mesure mais souligne par ailleurs la démarche contradictoire de certains, qui après avoir souhaité plus de temps libre, désirent à nouveau travailler durant leurs loisirs. Globalement parlant, en période de haute conjoncture supposant un nombre moins élevé de chômeurs, une plus grande souplesse pourrait être envisagée en ce qui concerne cette activité autorisée.

Une telle souplesse n'est par contre pas concevable dans la période actuelle de basse conjoncture, caractérisée par un nombre élevé de (jeunes) chômeurs et où l'emploi offert à ces chômeurs est précisément prioritaire.

7. Suppression de l'indemnité ONSS

Le ministre rappelle que la suppression de l'indemnité ONSS est compensée par :

1. une forte augmentation des amendes pénales et administratives;
2. le versement de 50 % du produit des amendes à l'ONSS.

8. Agences locales pour l'emploi

Le ministre reconnaît qu'il convient de promouvoir la création d'agences locales pour l'emploi.

A l'heure actuelle, la Flandre en compte 72, la Wallonie 157 et Bruxelles 7.

Le fait que cette formule connaisse plus de succès en Wallonie qu'en Flandre s'explique par l'attitude négative qu'adoptent les organisations flamandes des classes moyennes vis-à-vis de cette initiative.

IV. — DISCUSSION DES ARTICLES

Article 1^{er}

Le gouvernement présente un amendement (n° 1) tendant à remplacer l'intitulé du projet par l'intitulé suivant : « Projet de loi portant certaines mesures sur le plan du droit du travail contre le travail au noir ».

Wanneer het beroepsinkomen van de bruggepensioneerde 1 tot en met 14 % van de bovenvermelde bedragen overschrijdt, wordt zijn werkloosheidsuitkering met hetzelfde percentage verminderd.

Wanneer het beroepsinkomen van de bruggepensioneerde 15 % of meer van de bovenvermelde bedragen overschrijdt, wordt de betaling van zijn werkloosheidsuitkeringen geschorst.

*
* *

Degenen die sinds 1 januari 1993 met brugpensioen zijn, mogen dus niet langer een winstgevende activiteit uitoefenen. Zij is zich ervan bewust dat dit een ingrijpende maatregel is, maar beklemtoont evenwel de weinig consequente houding van sommigen die eerst meer vrije tijd wensten en vervolgens in hun vrije tijd opnieuw aan het werk willen. Doorgaans is het mogelijk om tijdens een periode van hoogconjunctuur, wanneer er minder werklozen zijn, op het stuk van deze aanvullende activiteit meer soepelheid aan de dag te leggen.

In een periode van laagconjunctuur, zoals de huidige, die door een groot aantal (jonge) werklozen wordt gekenmerkt en waarin precies aan die werklozen voorrang moet worden gegeven, is een dergelijke soepelheid daarentegen ondenkbaar.

7. Afschaffing van de RSZ-vergoeding

De minister herinnert eraan dat de afschaffing van de RSZ-vergoeding wordt gecompenseerd door :

1. een aanzienlijke verhoging van de strafrechtelijke en de administratieve geldboeten;
2. de storting van 50 % van de opbrengst van deze boeten aan de RSZ.

8. Plaatselijke werkgelegenheidsagentschappen

De minister gaat ermee akkoord dat de oprichting van plaatselijke werkgelegenheidsagentschappen moet worden bevorderd.

Momenteel telt Vlaanderen 72 van dergelijke agentschappen, Wallonië 157 en Brussel 7.

Dat deze formule meer succes kent in Wallonië dan in Vlaanderen is een gevolg van de negatieve houding van de Vlaamse middenstandsorganisaties ten aanzien van dit initiatief.

IV. — ARTIKELSGEWIJZE BESPREKING

Artikel 1

De regering dient een amendement n° 1 in ertoe strekkend het opschrift van het wetsontwerp door volgende bepaling te vervangen : « Wetsontwerp houdende bepaalde maatregelen op arbeidsrechtelijk vlak tegen het zwartwerk ».

Ainsi qu'il a été souligné au cours de la discussion générale, le projet à l'examen ne prévoit des mesures que sur le plan du droit du travail et il est dès lors souhaitable d'adapter l'intitulé en conséquence.

M. Van Mechelen présente un amendement (n° 3) tendant à modifier l'intitulé comme suit : « Projet de loi portant des mesures visant à lutter contre le travail frauduleux ».

L'auteur estime que l'expression « travail au noir » se réfère à la mise au travail par l'employeur de personnes sans les déclarer et sans payer les cotisations de sécurité sociale correspondantes.

Or, le projet de loi à l'examen ne comporte pas uniquement des mesures visant à lutter contre le travail au noir proprement dit. Il est beaucoup plus vaste, puisqu'il vise également les infractions commises en matière de travail à temps partiel, de travail des étudiants, d'assurance-chômage, d'obstacle à la surveillance, etc. Etant donné que le projet de loi traite également de ces formes de fraude, il serait indiqué de remplacer l'expression « travail au noir » par l'expression « travail frauduleux ».

Le ministre estime que le terme « frauduleux » est trop général, étant donné qu'il laisse entendre que le projet de loi à l'examen comporte également des mesures visant à lutter contre le travail clandestin à caractère économique ou fiscal.

Un membre estime que l'intitulé proposé par l'amendement du gouvernement reflète correctement le contenu du projet de loi.

Il estime qu'il serait incorrect de donner l'illusion que le projet de loi comporte des mesures ne relevant pas du droit du travail.

*
* *

Le gouvernement présente un amendement (n° 2) visant à remplacer, au 1°, les mots « article 4, 3° » par les mots « article 4, § 1^{er}, 3° ».

Le ministre souligne que le texte du projet ne tient pas compte du fait que la loi du 1^{er} juin 1993 imposant des sanctions aux employeurs occupant des étrangers en séjour illégal en Belgique a divisé l'article 4 de la loi du 16 novembre 1972 concernant l'inspection du travail en deux paragraphes. L'amendement vise à rectifier cette omission.

L'amendement n° 4 de M. Van Mechelen vise à supprimer l'article 1^{er}.

Cet article vise en effet à porter à un an la sanction maximale pour obstacle à la surveillance, afin de permettre la détention préventive.

L'auteur juge cette mesure excessive. Son groupe estime qu'une répression accrue n'offre aucune garantie de succès dans la lutte contre le travail au noir.

Ce faisant, on ne ferait que combattre les symptômes.

Zoals tijdens de algemene bespreking werd aange-
stipt, voorziet het wetsontwerp enkel in maatregelen
op arbeidsrechtelijk vlak en verdient het aanbeve-
ling het opschrift hiermee in overeenstemming te
brengen.

De heer Van Mechelen dient een amendement n° 3 in ertoe strekkend het opschrift als volgt te wijzigen :
« Wetsontwerp houdende maatregelen ter bestrij-
ding van de frauduleuze arbeid ».

Volgens de indiener verwijst de term « zwart-
werk » naar het door de werkgever tewerkstellen van
personen zonder aangifte en zonder betaling van
sociale-zekerheidsbijdragen.

Maar onderhavig wetsontwerp bevat niet alleen
maatregelen om het zwartwerk in die zin aan te
pakken. Het is veel ruimer. De inbreuken die worden
gepleegd in verband met deeltijdse arbeid, studen-
tenarbeid, werkloosheidsverzekering, verhindering
van toezicht, ... worden eveneens behandeld. Aange-
zien het wetsontwerp ook die vormen van fraude
regelt, is het aangewezen de term « zwartwerk » te
vervangen door « frauduleuze arbeid ».

Volgens *de minister* is de term « frauduleuze ar-
beid » te ruim. Dit begrip laat uitschijnen dat het
wetsontwerp ook maatregelen bevat ter bestrijding
van de clandestiene arbeid met een economisch of
fiscaal karakter.

Een lid is van oordeel dat het door het regeringsa-
mendement voorgestelde opschrift een correct beeld
geeft van de inhoud van het wetsontwerp.

Het zou zijns inziens verkeerd zijn de illusie te
wekken dat het ontwerp andere dan arbeidsrechtelij-
ke maatregelen bevat.

*
* *

De regering dient een amendement n° 2 in ertoe
strekkend in het 1°, de woorden « artikel 4, 3° » te
vervangen door de woorden « artikel 4, § 1, 3° ».

De minister wijst erop dat door de wet van 1 juni
1993 betreffende de bestraffing van werkgevers om-
wille van tewerkstelling van illegaal in België ver-
blijvende vreemdelingen artikel 4 van de wet van
16 november 1972 betreffende de arbeidsinspectie in
twee paragrafen werd ingedeeld. De tekst van het
ontwerp houdt hiermee echter geen rekening. Het
amendement wil deze vergetelheid rechtzetten.

Amendement n° 4 van de heer Van Mechelen beoogt
de weglating van artikel 1.

Dit artikel strekt er namelijk toe de maximum-
straf voor de verhindering van toezicht tot één jaar
op te trekken ten einde voorlopige hechtenis mogelijk
te maken.

Volgens de indiener is die maatregel te verre-
gaand. Zijn fractie is van mening dat het verstrengen
van het repressieapparaat geen garantie is om het
zwartwerk aan te pakken.

Zo zou men immers alleen maar aan symptoombes-
trijding doen.

Il faut s'attaquer aux véritables racines du travail au noir.

Le ministre conteste que les peines proposées soient excessives.

Le 10 novembre 1993, il a eu un entretien avec les chefs de district des services d'inspection, qui ont une nouvelle fois souligné que certains employeurs s'organisent pour rendre tout contrôle impossible.

Il convient donc de sanctionner lourdement toute personne qui met obstacle à la surveillance. L'employeur ne peut tirer aucun profit de cette infraction.

Dans la pratique, les employeurs préfèrent généralement faire obstacle à la surveillance afin de dissimuler certaines infractions graves et d'échapper ainsi au paiement de lourdes amendes.

L'entretien qu'il a eu avec les représentants des services d'inspection a conforté le ministre dans sa conviction que les amendes infligées en cas d'entrave à la surveillance doivent encore être augmentées.

Le gouvernement présente un amendement (n° 10) tendant à porter le montant des amendes pénales pour ces infractions à 1 000 francs minimum et 5 000 francs maximum, au lieu de 500 francs minimum et 2 500 francs maximum.

Compte tenu des décimes additionnels, l'amende atteindra donc 100 000 à 500 000 francs.

Un membre demande quand il y a obstacle à la surveillance. Fait-on obstacle à la surveillance en clôturant son entreprise ?

L'intervenant craint que, même si telle était l'intention, cela soit difficile, voire impossible à prouver.

Un autre membre est conscient que certaines employeurs tentent systématiquement d'empêcher tout contrôle (il suffit parfois de faire patienter l'inspecteur quelques minutes pour permettre aux travailleurs au noir de s'éclipser).

D'autre part, les employeurs ont également le droit de protéger leur propriété. Ils peuvent donc faire clôturer leur entreprise, ce qui rend évidemment le contrôle plus difficile.

Un autre membre encore estime également que chacun a le droit de protéger sa propriété. Il est évident qu'une telle précaution ne peut être considérée comme un obstacle à la surveillance.

Le ministre de l'Emploi et du Travail souligne que les inspecteurs sociaux doivent pouvoir accéder librement à l'entreprise ou au chantier.

Il appartiendra aux tribunaux d'apprécier, en cas de contestation, s'il y a ou non obstacle à la surveillance.

*
* *

Un membre fait observer que dans l'article « Een staalkaart van zwart en grijs » (dans *Arbeidsblad* n° 11, 1993, p. 17), il est suggéré de lier l'utilisation de la fiche individuelle en usage dans le secteur de la construction à un paiement préalable des cotisations

De ware voedingsbodems van het zwartwerk moeten worden aangepakt.

De minister is het er niet mee eens dat de voorgestelde straffen te zwaar zijn.

Op 10 november 1993 heeft zij een onderhoud gehad met de districtshoofden van de inspectiediensten die nog eens hebben beklemtoond dat sommige werkgevers zich organiseren om controles onmogelijk te maken.

Het toezicht verhinderen moet derhalve zwaar gesanctioneerd worden. De werkgever mag uit die overtreding geen voordeel kunnen halen.

In de praktijk geven de werkgevers er vaak de voorkeur aan het toezicht te verhinderen ten einde zware overtredingen te verbergen en aldus aan de betaling van hoge boeten te ontsnappen.

Het onderhoud met de vertegenwoordigers van de inspectiediensten heeft de minister gesterkt in de overtuiging dat de geldboeten in geval van verhindering van toezicht nog moeten worden opgetrokken.

De regering dient een amendement n° 10 in waarbij het bedrag van de strafrechtelijke *geldboete* voor die inbreuk vastgesteld wordt op minimum 1 000 en maximum 5 000 frank in plaats van minimum 500 en maximum 2 500 frank.

Rekening houdend met de opdecimes zal die boete 100 000 tot 500 000 frank bedragen.

Een lid vraagt wanneer er sprake is van verhindering van toezicht. Is het plaatsen van een omheining rond een onderneming hiermee gelijk te stellen ?

Spreker vreest dat, zelfs indien dat de bedoeling is, zulks moeilijk of zelfs onmogelijk kan worden bewezen.

Een ander lid is er zich van bewust dat bepaalde werkgevers systematisch elke controle trachten te verhinderen. Het volstaat soms de inspecteur enkele minuten te laten wachten om de zwartwerkers toe te laten te ontsnappen.

Anderzijds hebben de werkgevers ook het recht om hun eigendom te beschermen. Zij kunnen dus hun onderneming laten afsluiten. Zulks bemoeilijkt uiteraard de controle.

Nog *een ander lid* is het ermee eens dat iedereen het recht heeft zijn eigendom te beveiligen. Het is duidelijk dat dit niet zomaar als een verhindering van toezicht mag worden beschouwd.

De minister van Tewerkstelling en Arbeid stipt aan dat de sociale inspecteurs vrije toegang tot de onderneming of bouwplaats moeten krijgen.

Of in bepaalde gevallen sprake is van verhindering van toezicht moet, in geval van betwisting, door de rechtbanken worden beoordeeld.

*
* *

Een lid stipt aan dat in het artikel « Een staalkaart van zwart en grijs » (in *Arbeidsblad*, n° 11, 1993, blz. 17) gesuggereerd wordt om het gebruik van de individuele fiche in de bouwsector te koppelen aan een RSZ-voorafbetaling. Een werkgever zou al-

AMI. Un employeur ne pourrait ainsi occuper que des travailleurs pour lesquels il aurait préalablement payé la cotisation AMI. Ce système permettrait de lutter contre un certain nombre d'abus.

Le membre estime qu'il s'agit là d'une piste de réflexion intéressante. Qu'en pense le ministre ?

Le ministre fait observer que le projet à l'examen se borne à prévoir des mesures sur le plan du droit du travail. La proposition formulée dans « *Arbeidsblad* » est digne d'intérêt, mais se situe sur le plan de la sécurité sociale et sort dès lors du cadre du projet à l'examen.

Le ministre n'exclut cependant pas la possibilité que le ministre des Affaires sociales élabore des propositions en la matière.

*
* *

Un membre estime que si l'on souhaite obtenir un effet dissuasif, il faut augmenter les amendes liées à la répression du travail au noir.

Il importe toutefois aussi que les auditeurs du travail donnent la suite voulue aux procès-verbaux établis par les inspecteurs sociaux.

Le ministre de la Justice doit souligner ce point à l'attention des parquets.

Le ministre de l'Emploi et du Travail reconnaît que certains procès-verbaux ne sont jamais traités, ou qu'ils ne le sont qu'après de longs mois et qu'en outre, les amendes imposées sont très faibles.

Elle a demandé au ministre de la Justice d'insister auprès des procureurs-généraux pour qu'ils donnent suite, dans les meilleurs délais, aux procès-verbaux établis à la suite d'actes de violence perpétrés à l'encontre d'inspecteurs.

Ceci est indispensable pour permettre à l'inspection sociale de s'acquitter normalement de sa mission de surveillance.

Un membre estime que cela montre que si l'on veut lutter plus efficacement contre le travail au noir, on ne peut se borner à prendre des mesures en matière de droit du travail, mais qu'il convient également d'agir dans d'autres domaines. En l'absence de plan intégré, la loi en projet pourrait donc avoir une efficacité très limitée.

Le ministre est-il en mesure de garantir que la lutte contre le travail au noir sera menée avec le même sérieux à tous les niveaux ?

Le ministre répond que dans le cadre de la préparation du plan global pour l'emploi, la compétitivité et la sécurité sociale, des discussions ont actuellement lieu entre les ministres de la Justice, de l'Intérieur, des Affaires sociales et de l'Emploi et du Travail, afin de permettre une approche coordonnée du problème.

Le ministre souligne que dans certains districts, comme celui de Verviers, il existe une excellente collaboration entre l'inspection et l'auditorat du travail. Cette collaboration a une incidence considérable

dus enkel werknemers kunnen gebruiken voor wie hij vooraf RSZ-bijdragen zou hebben betaald. Hierdoor kan een aantal misbruiken worden tegengegaan.

Volgens het lid gaat het hier om een interessante denkpiste. Wat is de mening van de minister hieromtrent ?

De minister wijst erop dat onderhavig wetsontwerp zich beperkt tot maatregelen op arbeidsrechtelijk vlak. Het in het *Arbeidsblad* geformuleerde voorstel is waardevol, maar hoort thuis in de sfeer van de sociale zekerheid en valt buiten het bestek van dit wetsontwerp.

Zij sluit evenwel niet uit dat de minister van Sociale Zaken terzake voorstellen uitwerkt.

*
* *

Volgens *een lid* is, terwille van het afschrikwekkend effect, een verhoging van de geldboeten noodzakelijk bij de bestrijding van het zwartwerk.

Maar belangrijk is ook dat de arbeidsauditeurs voldoende gevolg geven aan de door de sociale inspecteurs opgestelde processen-verbaal.

De minister van Justitie moet de aandacht van de parketten hierop vestigen.

De minister van Tewerkstelling en Arbeid geeft toe dat sommige processen-verbaal nooit of pas na ettelijke maanden worden behandeld. Bovendien zijn de opgelegde boeten vaak zeer laag.

Zij heeft de minister van Justitie gevraagd om de procureurs-generaal te willen verzoeken zo snel mogelijk gevolg te geven aan de processen-verbaal opgesteld naar aanleiding van geweldplegingen op inspecteurs.

Dat is noodzakelijk om de sociale inspectie in staat te stellen haar controle-opdracht op een normale wijze uit te oefenen.

Volgens *een lid* illustreert dit dat een strengere bestrijding van het zwartwerk niet beperkt kan blijven tot maatregelen op arbeidsrechtelijk vlak, maar integendeel een aanpak op andere terreinen vereist. Zonder geïntegreerd plan zou de doeltreffendheid van onderhavig wetsontwerp wellicht zeer beperkt zijn.

Over welke waarborgen beschikt de minister dat op alle niveaus de strijd tegen het zwartwerk ernstig zal worden genomen ?

De minister antwoordt dat in het kader van de voorbereiding van het crisisplan voor de werkgelegenheid, het concurrentievermogen en de sociale zekerheid, gesprekken worden gevoerd tussen de ministers van Justitie, Binnenlandse Zaken, Sociale Zaken en Tewerkstelling en Arbeid ten einde een gecoördineerde aanpak mogelijk te maken.

De minister wijst erop dat in sommige districten een goede samenwerking tussen de inspectie en het arbeidsauditoriaat bestaat, zoals bijvoorbeeld in het district Verviers. Om tot goede resultaten te komen,

sur les résultats que l'on obtient. Aussi le ministre organisera-t-il prochainement une réunion avec les inspecteurs et les auditeurs du travail, afin de promouvoir cette collaboration.

Un membre demande si l'on ne pourrait pas envisager d'imposer un délai dans lequel l'auditeur du travail devrait intervenir. Il est cependant conscient que l'on pourrait bien constater que plus aucune poursuite n'est engagée et que la sanction se limite au paiement d'une amende administrative.

Le ministre répond qu'étant donné que, dans la pratique, des peines d'emprisonnement ne sont presque jamais prononcées et que dès lors, la peine se limite à une amende pénale, cette suggestion mériterait d'être étudiée. La seule différence entre une amende administrative et une amende pénale est que cette dernière est mentionnée au casier judiciaire.

On reviendra sur ce point lors de l'examen de l'article 18.

Un membre demande des précisions en ce qui concerne le membre de phrase « sont punis ... l'employeur, ses préposés ou ses mandataires ». Cette disposition introduit-elle une hiérarchie ? En d'autres termes, faut-il d'abord poursuivre l'employeur ou l'employeur, ses préposés ou ses mandataires peuvent-ils être poursuivis conjointement ?

Le ministre répond que les poursuites seront d'abord dirigées contre l'employeur. Il ne sera possible de sanctionner ses préposés ou ses mandataires que si l'employeur ne peut être appelé à se justifier.

A la demande d'un membre le ministre communique la note suivante concernant le nombre de documents classés sans suite :

« Par le terme « classement sans suite », on entend généralement « le non-lieu ».

En droit pénal social, le terme classement sans suite doit cependant être interprété quelque peu différemment attendu que le système des amendes administratives existe en cette matière.

En cas d'infraction à une réglementation du travail, pareille infraction est en premier lieu poursuivie par l'Auditeur du Travail au plan pénal. L'Auditeur du Travail peut emprunter quatre voies :

1. poursuivre devant le tribunal correctionnel;
2. imposer une transaction;
3. renoncer aux poursuites pénales;
4. classer sans suite.

Dans les première et deuxième hypothèses, une sanction est infligée à l'employeur. Dans le troisième cas, la procédure des amendes administratives est appliquée. Dans cette éventualité, on parle souvent de classement sans suite bien que l'utilisation de ce terme ne soit pas tout à fait correcte. Ce n'est que dans le quatrième cas qu'il est réellement question du non-lieu (ou classement sans suite), c'est-à-dire qu'aucune sanction n'est infligée à l'employeur. Des exemples en sont la faillite, la disparition, des raisons de procédure (comme le fait de ne pas donner

is die samenwerking een zeer belangrijk gegeven. Vandaar dat de minister binnenkort met de inspecteurs en arbeidsauditeurs een vergadering zal beleggen ten einde die samenwerking te bevorderen.

Een lid vraagt of niet gedacht kan worden aan het opleggen van een termijn waarbinnen de arbeidsauditeur moet optreden. Hij is er zich evenwel van bewust dat dit zou kunnen leiden tot de vaststelling dat er helemaal geen vervolgingen meer worden ingesteld en dat de sancties zich tot het betalen van een administratieve geldboete beperken.

De minister antwoordt dat, aangezien er in de praktijk bijna nooit gevangenisstraffen worden uitgesproken en dat de straf zich derhalve tot het opleggen van een strafrechtelijke geldboete beperkt, deze suggestie kan worden overwogen. Het enige verschil tussen een administratieve en een strafrechtelijke geldboete bestaat erin dat deze laatste in het strafregister wordt ingeschreven.

Bij de bespreking van artikel 18 zal hierop worden teruggekomen.

Een lid vraagt uitleg over de zinsnede : « worden gestraft ... de werkgever, zijn aangestelden of lasthebbers ... ». Is hier sprake van een bepaalde hiërarchie ? Met andere woorden, moet eerst de werkgever vervolgd worden of kunnen de werkgever, zijn aangestelden of lasthebbers gelijktijdig worden vervolgd ?

De minister antwoordt dat de vervolging in eerste instantie tegen de werkgever zal worden ingesteld. Bestrafing van zijn aangestelden of lasthebbers is enkel mogelijk indien de werkgever niet ter verantwoording kan worden geroepen.

Op verzoek van een lid verstrekt de minister volgende nota met betrekking tot het aantal seponeringen :

« Onder de term « seponering » wordt meestal verstaan « het buitenvervolg stellen ».

In het sociaal strafrecht dient de term seponering echter enigszins anders te worden uitgelegd vermits daar het systeem van de administratieve geldboeten bestaat.

Bij overtreding van een arbeidsreglementering wordt zulke overtreding op de eerste plaats vervolgd door de arbeidsauditeur op strafrechtelijk vlak. De arbeidsauditeur kan vier paden bewandelen :

1. vervolgen voor de correctionele rechtbank;
2. een minnelijke schikking opleggen;
3. afzien van strafvervolg;
4. « seponeren ».

In het eerste en het tweede geval wordt de werkgever een sanctie opgelegd. In het derde geval wordt het systeem van de administratieve geldboeten toegepast. In dit geval spreekt men vaak van seponeren alhoewel het gebruik van deze term niet helemaal correct is. Enkel in het vierde geval is er werkelijk sprake van een buitenvervolginstelling (of seponering), dat wil zeggen dat de werkgever geen sanctie wordt opgelegd. Voorbeelden hiervan zijn bijvoorbeeld faillissement, overlijden, procedurerechten (bijvoorbeeld het niet ter kennis brengen van een

connaissance d'un procès-verbal dans les délais prescrits par la loi), ...

Remarquons encore que lorsque l'affaire se trouve en phase d'amendes administratives, le fonctionnaire compétent ici aussi peut classer sans suite pour les raisons citées à l'instant.

Pour les chiffres en matière de classement sans suite, il est renvoyé au tableau ci-dessous (source : *Revue du travail* avril - mai - juin 1991, p. 27). Le tableau donne un aperçu en ce qui concerne toutes les infractions du droit social. Seule la colonne SS concerne le nombre proprement dit de « classements sans suite ». On peut constater que le pourcentage de classement sans suite durant les années 1981 à 1986 oscillait autour de 25 %. A partir de 1987, il a chuté.

TABLEAU

Procès-verbaux et suites en chiffres absolus et en pourcentage (par année et pour tout le pays)

Année — Jaar	P.V. — P.V.	P.P. — S.V.	A.A. — A.G.	S.S. — Z.G.	A.T. — A.A.	D.E. — S.D.
1981	4 875	2 892 (59,30 %)	686 (14,00 %)	1 296 (26,50 %)	1 (0,20 %)	—
1982	5 324	3 062 (57,50 %)	705 (13,50 %)	1 557 (29,00 %)	—	—
1983	4 790	2 931 (61,20 %)	438 (9,10 %)	1 421 (29,70 %)	—	—
1984	4 703	2 689 (57,18 %)	589 (12,52 %)	1 419 (30,18 %)	4 (0,08 %)	2 (0,04 %)
1985	4 397	2 671 (60,75 %)	568 (12,92 %)	1 149 (26,13 %)	1 (0,02 %)	8 (0,18 %)
1986	4 566	2 620 (57,38 %)	841 (18,42 %)	1 090 (23,87 %)	11 (0,24 %)	4 (0,09 %)
1987	5 320 ⁽¹⁾	3 183 (59,83 %)	1 153 (21,67 %)	865 (16,26 %)	41 (0,77 %)	78 (1,47 %)
1988	6 273 ⁽¹⁾	3 645 (58,11 %)	1 453 (23,16 %)	709 (11,30 %)	137 (2,18 %)	329 (5,25 %)
1989	6 534 ⁽¹⁾	3 730 (57,09 %)	701 (10,73 %)	559 (8,55 %)	334 (5,11 %)	1 210 (18,52 %)
1990	7 757 ⁽¹⁾	3 692 (47,60 %)	80 (1,03 %)	209 (2,69 %)	2 157 (27,81 %)	1 619 (20,87 %)

Légende

- P.V. Procès-verbaux correspondant chaque fois à une infraction à partir de 1987 ⁽¹⁾
P.P. Poursuites pénales (y compris en cas de transaction)
A.A. Amendes administratives
S.S. Dossiers classés sans suite
A.T. Dossiers en traitement chez l'auditeur du travail
D.E. Dossiers en traitement à la Direction générale des études

*
* *

L'amendement n° 1 du gouvernement tendant à remplacer l'intitulé du projet à l'examen par une autre formule est adopté par 12 voix et 2 abstentions.

L'amendement n° 3 de M. Van Mechelen tendant également à remplacer l'intitulé du projet est par conséquent rejeté.

L'amendement n° 4 de M. Van Mechelen est rejeté par 12 voix contre 2.

L'amendement n° 2 du gouvernement est adopté par 12 voix et 2 abstentions.

proces-verbaal binnen de door de wet voorgeschreven termijnen), ...

Opgemerkt zij nog dat wanneer de zaak zich in de fase van de administratieve geldboeten bevindt, de bevoegde ambtenaar hier ook buiten vervolging kan stellen wegens de zonet aangehaalde redenen.

Voor de cijfers inzake seponeringen zij verwezen naar de onderstaande tabel (Bron : *Arbeidsblad* april - mei - juni 1991, blz. 27). Deze tabel betreft een overzicht inzake alle sociaalrechtelijke overtredingen. Enkel de kolom ZG betreft het eigenlijke aantal « seponeringen ». Men kan vaststellen dat het seponeringspercentage in de jaren 1981 tot 1986 schommelde rond de 25 %. Vanaf 1987 is het gedaald.

TABEL

Aantal processen-verbaal en gevolg (nationaal) per jaar in absolute cijfers en in procenten

Année — Jaar	P.V. — P.V.	P.P. — S.V.	A.A. — A.G.	S.S. — Z.G.	A.T. — A.A.	D.E. — S.D.
1981	4 875	2 892 (59,30 %)	686 (14,00 %)	1 296 (26,50 %)	1 (0,20 %)	—
1982	5 324	3 062 (57,50 %)	705 (13,50 %)	1 557 (29,00 %)	—	—
1983	4 790	2 931 (61,20 %)	438 (9,10 %)	1 421 (29,70 %)	—	—
1984	4 703	2 689 (57,18 %)	589 (12,52 %)	1 419 (30,18 %)	4 (0,08 %)	2 (0,04 %)
1985	4 397	2 671 (60,75 %)	568 (12,92 %)	1 149 (26,13 %)	1 (0,02 %)	8 (0,18 %)
1986	4 566	2 620 (57,38 %)	841 (18,42 %)	1 090 (23,87 %)	11 (0,24 %)	4 (0,09 %)
1987	5 320 ⁽¹⁾	3 183 (59,83 %)	1 153 (21,67 %)	865 (16,26 %)	41 (0,77 %)	78 (1,47 %)
1988	6 273 ⁽¹⁾	3 645 (58,11 %)	1 453 (23,16 %)	709 (11,30 %)	137 (2,18 %)	329 (5,25 %)
1989	6 534 ⁽¹⁾	3 730 (57,09 %)	701 (10,73 %)	559 (8,55 %)	334 (5,11 %)	1 210 (18,52 %)
1990	7 757 ⁽¹⁾	3 692 (47,60 %)	80 (1,03 %)	209 (2,69 %)	2 157 (27,81 %)	1 619 (20,87 %)

Legende

- P.V. Proces-verbaal ⁽¹⁾ vanaf 1987 overtredingen
S.V. Strafvordering (met inbegrip van de minnelijke schikking)
A.G. Administratieve geldboeten
Z.G. Dossiers geklasseerd zonder gevolg
A.A. Dossiers in behandeling bij de arbeidsauditeur
S.D. Dossiers in behandeling op de studiedienst

*
* *

Amendement n° 1 van de regering ertoe strekkend het opschrift van het wetsontwerp te vervangen, wordt aangenomen met 12 stemmen en 2 onthoudingen.

Amendement n° 3 van de heer Van Mechelen er eveneens toe strekkend het opschrift te vervangen, is bijgevolg verworpen.

Amendement n° 4 van de heer Van Mechelen wordt verworpen met 12 tegen 2 stemmen.

Amendement n° 2 van de regering wordt aangenomen met 12 stemmen en 2 onthoudingen.

L'amendement n° 10 du gouvernement est adopté par 12 voix contre 2.

L'article 1^{er}, ainsi modifié, est adopté par 12 voix contre 2.

Art. 2

Un membre demande quelle est la relation entre la modification proposée à l'article 2 et la lutte contre le travail au noir.

Le ministre reconnaît que cet article n'est pas directement lié à la répression du travail au noir. Pour mieux harmoniser les sanctions, il est proposé, à l'article 2, de porter de 50 à 1 000 francs le montant minimum de l'amende pénale qui peut être infligée pour non-respect des mesures prescrites en application de l'article 3 de la loi du 16 novembre 1972 concernant l'inspection sociale (il s'agit notamment des mesures prescrites par les inspecteurs du travail afin de prévenir les risques pour la salubrité et la sécurité des lieux de travail).

L'article 2 est ensuite adopté par 12 voix contre 2.

Art. 3

Un membre constate que l'article 3 implique que chaque travailleur devra désormais disposer d'une carte d'identité sociale A ou B.

Cette mesure va très loin. La carte d'identité sociale A est en outre soumise à une réglementation très stricte et les infractions à celle-ci seront sévèrement sanctionnées.

Qui plus est, le gouvernement a l'intention de ne pas limiter la carte d'identité sociale A à la construction. Le texte ne fait cependant pas apparaître clairement à quels autres secteurs ce régime peut être étendu, cette possibilité étant laissée à l'appréciation du Roi.

L'intervenant demande quels sont les secteurs qui entrent en ligne de compte.

Il déplore également que ce soient les employeurs qui sont chargés de remettre ces cartes d'identité et qui seront donc également tenus pour responsables au cas où certains travailleurs n'en disposeraient pas. Cette mesure imposera un important travail de contrôle à l'entrepreneur, surtout en cas de sous-traitance.

Le membre estime que cette mesure soulève de nombreux problèmes. Qu'advient-il, par exemple, si un travailleur change d'employeur ? Devra-t-on lui remettre une nouvelle carte ? A qui incombera la remise de la carte si un travailleur est au service de plusieurs employeurs.

L'intervenant demande de plus amples précisions concernant cette nouvelle réglementation.

Amendement n° 10 van de regering wordt aangenomen met 12 tegen 2 stemmen.

Artikel 1, zoals gewijzigd, wordt aangenomen met 12 tegen 2 stemmen.

Art. 2

Een lid vraagt welk verband er bestaat tussen de in artikel 2 voorgestelde wijziging en de bestrijding van het zwartwerk.

De minister geeft toe dat dit artikel geen uitstaans heeft met de strijd tegen het zwartwerk. Ten einde de sancties beter op elkaar af te stemmen wordt in artikel 2 voorgesteld om het zeer lage minimumbedrag van de strafrechtelijke geldboete die kan worden opgelegd in geval van niet-naleving van de maatregelen voorgeschreven ter uitvoering van artikel 3 van de wet van 16 november 1972 betreffende de arbeidsinspectie (inzonderheid gaat het om de door de sociale inspecteurs voorgeschreven maatregelen tot voorkoming van de gevaren voor de gezondheid en de veiligheid in de werkplaatsen) op te trekken van 50 naar 1 000 frank.

Artikel 2 wordt vervolgens aangenomen met 12 tegen 2 stemmen.

Art. 3

Een lid stelt vast dat artikel 3 inhoudt dat elke werknemer in de toekomst over een sociale identiteitskaart A of B zal moeten beschikken.

Dat is een zeer verregaande maatregel. De sociale identiteitskaart A wordt bovendien aan een strenge reglementering onderworpen en de inbreuken hierop zullen zwaar worden bestraft.

De regering heeft bovendien de intentie die sociale identiteitskaart A niet tot de bouwsector te beperken. Maar tot welke sectoren de invoering hiervan kan worden uitgebreid is niet duidelijk. Zulks wordt aan de Koning overgelaten.

Spreker wenst te vernemen welke sectoren hiervoor in aanmerking komen.

Hij kan ook moeilijk aanvaarden dat de werkgevers met de overhandiging van die identiteitskaarten worden belast en aldus ook verantwoordelijk zullen gesteld worden indien sommige werknemers hierover niet beschikken. Vooral bij onderaanneming stelt dit de hoofdaannemer voor een zware controle-opdracht.

Die maatregel roept volgens het lid veel vragen op. Wat zal er bijvoorbeeld dienen te gebeuren indien een werknemer van werkgever verandert ? Zal hem dan een nieuwe kaart moeten worden overhandigd ? Welke werkgever zal hiermee belast worden indien een werknemer bij verscheidene werkgevers tewerkgesteld is ?

Hij vraagt meer verduidelijking met betrekking tot die nieuwe regeling.

Un membre demande pourquoi l'article 3, dernier alinéa, prévoit que certaines catégories d'employeurs et de travailleurs peuvent être dispensées de cette obligation.

Le ministre pourrait-il préciser quelles sont les catégories visées par cette disposition ?

Constatant que la fiche individuelle, qui ne concerne pour l'instant que les seuls travailleurs du secteur de la construction, sera remplacée par une carte d'identité sociale A ou B à remettre à l'ensemble des travailleurs, *un membre* pose les questions suivantes :

— qui financera ces cartes d'identité ?

— dans quel délai l'introduction de ces cartes sera-t-elle étendue à l'ensemble des travailleurs ?

— ces cartes devront-elles porter la photo du travailleur ?

Il craint que la généralisation de cette mesure ne pose d'énormes problèmes pratiques, dès lors qu'elle concerne quelques millions de travailleurs.

Le ministre fournit la note de politique suivante :

« 1. Objectifs — vers une carte multifonctionnelle

1.1. *Optimalisation de la fiche individuelle*

On a travaillé, en étroite collaboration avec les représentants du secteur de la construction, à l'amélioration du système de la fiche individuelle. Cela s'est traduit par la mise au point de la nouvelle procédure pour la carte d'identité sociale. Il est dès lors possible de mettre la nouvelle carte à la disposition du travailleur dans un délai d'un mois maximum.

1.2. *Généralisation de la fiche individuelle — carte d'identité sociale*

Les pourvoyeurs de main-d'œuvre ne sont pas seulement actifs au niveau du secteur de la construction.

Il faut en outre lutter contre toutes les formes possibles « habituelles » de travail au noir, comme d'ailleurs dans toutes les autres branches de l'industrie, avec la fiche individuelle — rebaptisée entre-temps carte d'identité sociale — à introduire pour tous les employeurs et tous les travailleurs dans le secteur privé.

1.3. *Contrôles plus efficaces*

Les inspecteurs sociaux peuvent contrôler sur place, toute une série d'informations, grâce à la technique de la carte d'identité sociale.

On peut ainsi limiter considérablement les enquêtes complémentaires ultérieures, qui prennent beaucoup de temps. Les résultats de chaque contrôle en seront fortement améliorés.

Een lid vraagt waarom in artikel 3, laatste lid, in de mogelijkheid wordt voorzien sommige categorieën van werkgevers en werknemers aan die verplichting te onttrekken.

Kan de minister preciseren welke categorieën hiermee worden bedoeld ?

Uitgaande van de vaststelling dat de individuele fiche, die momenteel enkel bestaat voor de werknemers in de bouwsector, in de toekomst door een voor alle werknemers geldende sociale identiteitskaart A of B zal worden vervangen, stelt *een lid* volgende vragen :

— wie zal instaan voor de betaling van die identiteitskaarten ?

— binnen welke termijn zal de invoering ervan tot alle werknemers worden uitgebreid ?

— zal op die kaarten een foto van de werknemer moeten worden aangebracht ?

Hij vreest dat de veralgemeende invoering van deze maatregel in de praktijk tot enorme problemen zal leiden. Het gaat namelijk om enkele miljoenen werknemers.

De minister verstrekt volgende beleidsnota :

« 1. Doelstellingen — Naar een multifunctionele kaart

1.1 *Optimaliseren van de individuele fiche*

In nauwe samenwerking met de vertegenwoordigers van de bouwsector werd aan een verbetering van het systeem van de individuele fiche gewerkt. Dit is uitgemond in de nieuwe procedure voor de sociale identiteitskaart. Daarbij is het mogelijk dat de werknemer binnen maximum 1 maand in het bezit gesteld wordt van zijn kaart.

1.2. *Veralgemeening van de individuele fiche — sociale identiteitskaart*

Koppelbazen zijn niet enkel actief in de bouwsector.

Bovendien dienen in alle andere bedrijfstakken, alle mogelijke vormen van « gewoon » zwartwerk bestreden te worden met de individuele fiche — ondertussen omgedoopt tot sociale identiteitskaart — in te voeren voor *alle* werkgevers en werknemers in de privé-sector.

1.3. *Efficiëntere controles*

Door de techniek van de sociale identiteitskaart kunnen de sociale inspecteurs ter plaatse een hele reeks zaken controleren.

Tijdrovende aanvullende onderzoeken achteraf kunnen daardoor aanzienlijk beperkt worden. De resultaten van iedere controle zullen daardoor ook sterk toenemen.

L'accès à ces banques de données par le biais de la carte d'identité sociale doit s'effectuer par le biais de la Banque carrefour et dans le cadre légal strict de la protection de la vie privée.

1.4. *Simplifications administratives*

Les procédures administratives dans quelque domaine que ce soit pourront être greffées sur la carte d'identité sociale. L'inscription de toutes sortes de données d'identification sur les nombreux formulaires par les employeurs, les travailleurs et les administrations pourra donc être réduite à un strict minimum.

1.5. *Une carte d'identité sociale pour l'ensemble du secteur social*

Les institutions du secteur social pourront, pour leurs propres procédures (contrôle, administration, ...), s'appuyer sur la carte d'identité sociale, sans devoir développer une carte séparée.

1.6. *Instruments politiques actuels*

Grâce au concept de la procédure de demande et de la carte même, il est possible d'être constamment au courant, et si nécessaire au jour le jour, d'un certain nombre de données cruciales au niveau macro-économique, par exemple en matière d'emploi.

2. **Fonctionnement du système de la carte d'identité sociale**

2.1. *Demande — « Déclaration Préalable à l'Embauche » (DPAE)*

— Le système est basé sur deux piliers : la « Déclaration Préalable », avant que l'on ne commence à travailler, et la carte d'identité sociale en elle-même (à partir du 1^{er} septembre 1993 dans l'ensemble de la France sous la dénomination de « Déclaration Préalable à l'Embauche ».)

— Le formulaire préimprimé devra être envoyé par lettre ou par fax avant que l'emploi ne débute.

2.2. *Carte d'identité sociale*

— Cette carte aura la forme d'une carte de banque.

— Sur le devant, seront mentionnés :

- Nom et prénom du travailleur;
- Lieu et date de naissance;
- Le NISS (numéro d'identification sécurité sociale);
- Un numéro de série de la carte (change en cas de perte, ...);
- La durée de validité de la carte.

De toegang tot databanken via de sociale identiteitskaart moet gebeuren via de Kruispuntbank en binnen het strikt wettelijke kader inzake de bescherming van de privacy.

1.4. *Administratieve vereenvoudigingen*

Administratieve procedures in gelijk welk domein zullen op de sociale identiteitskaart kunnen geënt worden. Allerlei identificatiegegevens van de werknemers op een heleboel formulieren door werkgevers, werknemers of administraties in te vullen kunnen zó tot een strikt minimum herleid worden.

1.5. *Eén sociale identiteitskaart voor de hele sociale sector*

De instellingen in de sociale sector zullen voor hun eigen procedures (controle, administratie, ...) terug kunnen vallen op de sociale identiteitskaart, zonder dat ze zelf een aparte kaart moeten ontwikkelen.

1.6. *Actuele beleidsinstrumenten*

Door het concept van de aanvraagprocedure en de kaart zelf wordt het mogelijk permanent, en zo nodig dag na dag, op de hoogte te zijn van een aantal cruciale gegevens op macro-economisch vlak, bijvoorbeeld inzake het verloop van de tewerkstelling.

2. **Werking van het systeem van de sociale identiteitskaart**

2.1. *Aanvraag « Déclaration Préalable à l'Embauche » (DPAE)*

— Het hele systeem berust eigenlijk op 2 pijlers : de « Voorafgaandelijke Aangifte », vóór men begint te werken, en de sociale identiteitskaart zelf. (sinds 1 september 1993 in heel *Frankrijk* onder de benaming « Déclaration Préalable à l'Embauche ».)

— Het voorgedrukte formulier zal *per brief of per fax* moeten worden opgestuurd vóór de tewerkstelling een aanvang neemt.

2.2. *Sociale Identiteitskaart*

— Deze kaart zal de vorm hebben van een bankkaart.

— Op de *voorzijde* worden vermeld :

- Naam en voornaam van de werknemer;
- Geboorteplaats en datum;
- Het INSZ (Identificatienummer Sociale Zekerheid);
- Een volgnummer van de kaart (verandert bij verlies, ...);
- De geldigheidsduur van de kaart.

Le NISS et éventuellement aussi le numéro de carte seront donnés de trois manières différentes :

- en chiffres, lisibles visuellement;
- en code barres;
- sur bande magnétique.

2.3. Cartes A et B

L'intention est de soumettre l'octroi de la carte d'identité A à des conditions plus sévères pour les secteurs qui posent traditionnellement problème au niveau du travail au noir.

Concrètement, l'octroi de la carte d'identité sociale A sera lié au paiement d'un acompte important sur les cotisations de sécurité sociale. »

Le ministre précise en outre que le coût d'une carte se situera entre 10 et 12 francs. Ce montant sera pris en charge par l'ONSS. Ce système sera mis en œuvre dans le courant de 1994.

Le ministre estime que le coût sera vite amorti. Il existe actuellement environ 2 000 institutions qui sont quotidiennement confrontées à de nombreuses difficultés pour identifier une personne ou un dossier.

La carte d'identité sociale permettra de simplifier cette tâche. Toute personne se présentant, par exemple, au guichet d'une institution donnée pourra être identifiée immédiatement grâce à sa carte.

Il n'est pas obligatoire d'apposer une photo du travailleur sur la carte.

Un membre réplique que cela faciliterait considérablement le contrôle.

Le ministre souligne qu'en plus de sa carte d'identité sociale, le travailleur doit être en possession de sa carte d'identité ordinaire. Il paraît donc superflu d'apposer une photo sur la carte d'identité sociale.

Il est cependant disposé à examiner cette suggestion.

En ce qui concerne la possibilité de dispenser certaines catégories d'employeurs et de travailleurs de l'obligation d'utiliser la carte d'identité sociale, qui est prévue par l'article 3, dernier alinéa, le ministre souligne que l'objectif n'est pas de créer des exceptions.

Un membre répète que, dans le secteur de la construction, il est très difficile pour les entrepreneurs principaux de contrôler les travailleurs occupés par les sous-traitants.

L'entrepreneur principal pourra-t-il également accéder au système afin de vérifier si ces travailleurs sont occupés régulièrement ?

Le ministre répond par l'affirmative, même si l'accès restera limité aux données qui sont indispensables à ce type de contrôle.

Il répond également par l'affirmative à la question de savoir si le but poursuivi est le même en ce qui concerne ces cartes d'identité sociales qu'en ce qui concerne les fiches individuelles.

Het INSZ en eventueel ook het kaartnummer worden op drie wijzen weergegeven :

- visueel leesbaar in cijfers;
- in streepjescode;
- op de magneetstrip.

2.3. A- en B-kaarten

Het is de bedoeling de toekenning van een kaart A aan strengere voorwaarden te onderwerpen voor sectoren die traditioneel problemen stellen op het vlak van het zwartwerk.

Concreet zal de toekenning van de sociale identiteitskaart A verbonden worden aan de betaling van een belangrijk voorschot op de RSZ-bijdragen. »

De minister antwoordt voorts dat de kostprijs van een kaart ongeveer 10 tot 12 frank zal bedragen. Dat bedrag zal door de Rijksdienst voor Sociale Zekerheid ten laste worden genomen. Met de uitvoering zal van start worden gegaan in de loop van 1994.

De kostprijs zal volgens de minister snel terugverdiend worden. Er zijn nu ongeveer 2 000 instellingen die dagelijks bij de identificatie van een persoon of van een dossier met talrijke moeilijkheden worden geconfronteerd.

De sociale identiteitskaart zal een vereenvoudiging van die taak mogelijk maken. De persoon zal zich bijvoorbeeld met zijn kaart aan het loket van een bepaalde instelling kunnen aanbieden waardoor onmiddellijke identificatie mogelijk wordt.

Het aanbrengen op de kaart van een foto van de werknemer wordt niet verplicht.

Een lid repliceert dat zulks de controle aanzienlijk zou vergemakkelijken.

De minister wijst erop dat de werknemer naast zijn sociale identiteitskaart ook zijn gewone identiteitskaart bij zich moet hebben. Een foto op de sociale identiteitskaart lijkt haar overbodig.

Zij is evenwel bereid die suggestie te onderzoeken.

Met betrekking tot de in artikel 3, laatste lid, ingeschreven mogelijkheid om sommige categorieën van werkgevers en werknemers aan het toepassingsgebied te onttrekken, stipt de minister aan dat het niet de bedoeling is uitzonderingen in het leven te roepen.

Een lid herhaalt zijn opmerking dat in de bouwsector de hoofdaannemers zeer moeilijk controle kunnen uitoefenen op de werknemers tewerkgesteld door de onderaannemers.

Zal de hoofdaannemer ook toegang krijgen tot het systeem om na te gaan of die werknemers regelmatig zijn tewerkgesteld ?

De minister antwoordt bevestigend. De toegang zal uiteraard beperkt worden tot de gegevens die voor dergelijke controle onontbeerlijk zijn.

De vraag of met die sociale identiteitskaarten hetzelfde doel zal worden nagestreefd als met de individuele fiche, wordt eveneens bevestigend beantwoord.

Les autres documents sociaux devant permettre un contrôle sont maintenus. Du reste, il appartient également à l'inspection sociale de contrôler ces documents.

Un membre estime qu'il serait utile qu'avant d'adopter le projet de loi à l'examen, les membres de la Commission puissent assister à une démonstration afin de vérifier si le régime proposé est applicable dans la pratique et afin de cerner les problèmes dont il faudra tenir compte.

Sera-t-il par exemple possible, dans la pratique, de donner aux entrepreneurs principaux accès à la banque de données de l'ONSS ?

Il faudra clarifier ce genre de questions afin que la Commission puisse se prononcer sur cet article en connaissance de cause.

Un membre demande comment les inspecteurs sociaux pourront accéder, lors des contrôles, aux données de l'ONSS. Les investissements nécessaires à cet effet ont-ils été effectués ?

Le ministre fait observer que les inspecteurs disposent déjà d'un ordinateur portable. Un lecteur optique sera également mis à leur disposition à l'avenir. L'investissement nécessaire à cet effet est minimum.

Un membre fait observer que dans certains secteurs, il est de plus en plus fait appel à des indépendants.

Or, l'instauration de la carte d'identité sociale n'est pas envisagée pour les travailleurs indépendants. Pour améliorer l'efficacité du système de contrôle, il sera sans doute nécessaire de remettre à cette catégorie de travailleurs une carte d'identité sociale permettant de vérifier s'ils se sont conformés à leurs obligations sociales. Si tel n'est pas le cas, un travailleur contrôlé qui n'est pas régulièrement inscrit pourra, dans certains cas, se retrancher derrière l'affirmation selon laquelle il travaille en qualité d'indépendant.

Le ministre répond que la carte d'identité ordinaire permet de vérifier si l'intéressé est ou non indépendant.

L'article 3 est adopté par 12 voix contre 2.

Art. 4

MM. Vandendriessche et Goutry présentent un amendement (n° 5) visant à supprimer, à l'article 11, § 1^{er}, 1°, a), et 2°, a), proposé, de l'arrêté royal n° 5 du 23 octobre 1978, les mots « et de ses arrêtés d'exécution ».

Le Conseil d'Etat estime en effet que cette mention est superflue, eu égard à la référence aux « autres modalités d'exécution... prescrites par le Roi en vertu de l'article 5 », figurant à l'article 11, § 1^{er}, 1°, h), précité (Doc. n° 1157/1, p. 22).

Le ministre réplique que l'observation du Conseil d'Etat n'est pas pertinente.

De andere sociale documenten die een controle moeten toelaten, blijven behouden. Het is trouwens de sociale inspectie die ook op die documenten toezicht moet houden.

Volgens een lid is het aangewezen dat de commissieleden vóór de goedkeuring van onderhavig wetsontwerp een demonstratie krijgen ten einde te kunnen nagaan of de voorgestelde regeling in de praktijk uitvoerbaar is en met welke moeilijkheden rekening zal moeten worden gehouden.

Zal het bijvoorbeeld in de praktijk mogelijk zijn de hoofdaannemers toegang te verstrekken tot de gegevensbank van de RSZ ?

Alvorens de commissie zich met kennis van zaken over dit artikel kan uitspreken, dienen dergelijke vragen opgehelderd te worden.

Een lid vraagt hoe de sociale inspecteurs tijdens de controles toegang kunnen krijgen tot de RSZ-gegevens. Werden de hiervoor vereiste investeringen uitgevoerd ?

De minister antwoordt dat de inspecteurs reeds over een draagbare computer beschikken. In de toekomst zal hen tevens een optische lezer ter beschikking worden gesteld. Dit vereist een kleine bijkomende investering.

Een lid wijst erop dat in sommige sectoren meer en meer een beroep wordt gedaan op zelfstandigen.

De invoering van de sociale identiteitskaart wordt niet overwogen voor zelfstandigen. Om het controlesysteem doeltreffend te maken zal het wellicht noodzakelijk zijn ook aan die categorie werkenden een sociale identiteitskaart te verstrekken waarmee kan nagegaan worden of zij aan hun sociale verplichtingen hebben voldaan. Zo niet zal een gecontroleerde werknemer die niet regelmatig is ingeschreven zich in bepaalde gevallen kunnen verschuilen achter de bewering dat hij als zelfstandige werkzaam is.

De minister antwoordt dat met de gewone identiteitskaart kan gecontroleerd worden of betrokkene al dan niet zelfstandig is.

Artikel 3 wordt aangenomen met 12 tegen 2 stemmen.

Art. 4

De heren Vandendriessche en Goutry dienen een amendement n° 5 in ertoe strekkend in het voorgestelde artikel 11, § 1, 1°, a) en 2° a) van het koninklijk besluit n° 5 van 23 oktober 1978, de woorden « en de uitvoeringsbesluiten » weg te laten.

Volgens de Raad van State is die vermelding overbodig gelet op de in voornoemd artikel 11, § 1, 1°, h) opgenomen verwijzing naar « ... de overige uitvoeringsregels ... bepaald door de Koning krachtens artikel 5 » (Stuk n° 1157/1, blz. 22).

De minister antwoordt dat de opmerking van de Raad van State onterecht is.

S'il fait état de documents prescrits par les arrêtés d'exécution, l'article 11, § 1^{er}, 1^o, a) et 2^o, a) vise des documents sociaux spécifiques qui ne font pas l'objet de l'article 5.

La suppression des mots « et de ses arrêtés d'exécution » figurant au § 1^{er}, 1^o, a) et 2^o, a), impliquerait qu'à l'avenir, on ne pourrait par exemple plus sanctionner les infractions aux dispositions concernant la tenue du registre spécial du personnel dans le secteur horticole.

L'amendement n° 5 est retiré.

Le gouvernement présente un amendement (n° 12) visant à porter, à l'article 11, § 4, proposé, de l'arrêté royal n° 5 précité, le montant des amendes pénales à 1 000 francs en ce qui concerne le minimum et à 5 000 francs en ce qui concerne le maximum.

Cet amendement vise à ce que les mêmes amendes soient infligées en cas d'obstacle à la surveillance organisée par l'arrêté royal n° 5 qu'en cas d'obstacle à la surveillance organisée par la loi du 16 novembre 1972 concernant l'inspection du travail (qui a fait l'objet d'un amendement (n° 10) à l'article 1^{er} du projet de loi à l'examen).

*
* *

L'amendement n° 12 du gouvernement est adopté par 12 voix contre 2.

L'article 4, ainsi modifié, est adopté par 12 voix contre 2.

Art. 5

Cet article ne donne lieu à aucune observation et est adopté par 12 voix contre 2.

Art. 6

Un membre ne comprend pas pourquoi le Conseil d'Etat propose d'écrire in fine du 2° « ... et § 3, b, e, g, et h, et § 4 », étant donné que cette mention figure déjà dans l'avant-projet de loi (Doc. n° 1157/1, p. 13).

A moins que le Conseil d'Etat n'ait reçu une autre version du texte!

Le ministre explique qu'une erreur matérielle a été commise et que la correction proposée par le Conseil d'Etat était dès lors justifiée. Le projet de texte soumis au Conseil d'Etat a été déposé tel quel à la Chambre, mais, pour des raisons que le ministre ignore, le document n° 1157/1 contient le texte de l'avant-projet modifié conformément à l'observation du Conseil d'Etat.

L'article 6 est adopté par 12 voix contre 2.

Als in artikel 11, § 1, 1^o, a) en 2^o a), sprake is van de in de uitvoeringsbesluiten voorgeschreven documenten, dan worden daarmee specifieke sociale documenten bedoeld die niet in artikel 5 worden behandeld.

Het weglaten van de woorden « en de uitvoeringsbesluiten » in § 1, 1^o a) en 2^o a), zou betekenen dat er in de toekomst bijvoorbeeld geen sanctie meer mogelijk is voor inbreuken op het bijhouden van het speciaal personeelsregister in de tuinbouwsector.

Amendement n° 5 wordt ingetrokken.

Er wordt door de regering een amendement n° 12 ingediend ertoe strekkend in het voorgestelde artikel 11, § 4, van voornoemd koninklijk besluit n° 5, het bedrag van de strafrechtelijke geldboeten te verhogen tot minimum 1 000 en maximum 5 000 frank.

Dit amendement wil aldus voor de verhindering van het door het koninklijk besluit n° 5 georganiseerde toezicht en voor de verhindering van het door de wet van 16 november 1972 betreffende de arbeidsinspectie georganiseerde toezicht (waarvoor een amendement n° 10 werd ingediend op artikel 1 van onderhavig wetsontwerp) dezelfde boeten opleggen.

*
* *

Amendement n° 12 van de regering wordt aangenomen met 12 tegen 2 stemmen.

Het aldus gewijzigde artikel 4 wordt aangenomen met 12 tegen 2 stemmen.

Art. 5

Dit artikel geeft geen aanleiding tot opmerkingen en wordt aangenomen met 12 tegen 2 stemmen.

Art. 6

Een lid begrijpt niet waarom de Raad van State voorstelt om in fine van 2° te schrijven « ... en § 3, b, e, g en h, en § 4 » aangezien die formulering reeds voorkomt in het voorontwerp van wet (Stuk n° 1157/1, blz. 13).

Of werd aan de Raad van State een andere tekst voorgelegd?

De minister legt uit dat hier sprake is van een materiële vergissing. De verbetering voorgesteld door de Raad van State was terecht. De aan de Raad van State voorgelegde ontwerp tekst werd ongewijzigd in de Kamer ingediend maar om redenen die de minister onbekend zijn werd in het gedrukt stuk n° 1157/1 de tekst van het voorontwerp gewijzigd overeenkomstig de opmerking van de Raad van State.

Artikel 6 wordt aangenomen met 12 tegen 2 stemmen.

Art. 7

L'article 7 ne donne lieu à aucune discussion et est adopté par 12 voix et 2 abstentions.

Art. 8

M. Van Mechelen présente un amendement (n° 13) visant à supprimer le 3° de l'article 172, § 1^{er}, proposé, qui prévoit une sanction pour l'employeur qui omet de communiquer à l'Office national de l'emploi qu'un travailleur à temps partiel n'a pas accepté un emploi à temps plein ou à temps partiel qui lui a été présenté par écrit.

L'auteur estime qu'il est absurde de punir les employeurs d'une amende et/ou d'un emprisonnement pour un manquement à une obligation qui n'est en fait toujours pas respectée comme il conviendrait par les bureaux régionaux de placement.

Le ministre fait observer qu'une sanction est déjà prévue pour cette infraction. L'article 172 proposé ne fait qu'alourdir les peines.

Il comprend toutefois les objections formulées par l'auteur de l'amendement n° 13 : les sanctions sont en effet relativement lourdes.

En effet, les infractions mentionnées au § 1^{er} de l'article 172, c'est-à-dire les infractions relatives au respect par l'employeur des obligations en matière de la réglementation de priorité des travailleurs à temps partiel pour un emploi à temps plein, ne sont pas de nature à être réprimées au moyen d'une peine d'emprisonnement ou d'une amende administrative.

Le gouvernement présente un amendement (n° 14) tendant à supprimer l'article 172, § 1^{er}.

Il est ainsi tenu compte des réserves formulées par l'intervenant.

Le même amendement (n° 14) du gouvernement tend également à l'article 172, § 3, à porter à 1 000 et 5 000 francs, les montants minimum et maximum des amendes pénales pouvant être infligées à ceux qui font obstacle au contrôle en matière de respect de la réglementation régissant le travail à temps partiel.

Il faut éviter que ceux qui s'opposent au contrôle soient récompensés.

*
* *

L'amendement n° 14 du gouvernement est adopté par 12 voix et 2 abstentions.

L'amendement n° 13 de *M. Van Mechelen* devient par conséquent sans objet.

L'article 8, ainsi modifié, est adopté par 12 voix et 2 abstentions.

Art. 7

Artikel 7 geeft geen aanleiding tot bespreking en wordt aangenomen met 12 stemmen en 2 onthoudingen.

Art. 8

De heer Van Mechelen dient een amendement n° 13 in ertoe strekkend in het voorgestelde artikel 172, § 1, het 3°, weg te laten. Hierin wordt voorzien in een strafsanctie voor de werkgever die nalaat de Rijksdienst voor Arbeidsvoorziening mee te delen dat een deeltijdse werknemer niet ingaat op een hem schriftelijk aangeboden voltijdse of deeltijdse dienstbetrekking.

Volgens de indiener gaat het niet op werkgevers met boete en/of gevangenisstraffen te penaliseren, voor iets wat in feite door de gewestelijke bureaus voor arbeidsbemiddeling ook nog steeds niet correct wordt uitgevoerd.

De minister wijst erop dat op die inbreuk nu reeds een straf staat. In artikel 172 wordt enkel een verzwaring van de straffen voorgesteld.

Zij kan evenwel begrip opbrengen voor de opmerkingen van de indiener van het amendement n° 13. Het gaat hier inderdaad om zware sancties.

De inbreuken vermeld in artikel 172, § 1, met name inbreuken betreffende het naleven door de werkgever van verplichtingen inzake de voorrangregeling van deeltijdse werknemers voor een voltijdse betrekking, zijn inderdaad niet van aard om beteugeld te worden met gevangenisstraf of correctionele boete of administratieve geldboete.

Er wordt door de regering een amendement n° 14 ingediend ertoe strekkend artikel 172, § 1, weg te laten.

Aldus wordt aan de bezwaren van spreker tegemoet gekomen.

Hetzelfde amendement n° 14 van de regering strekt er ook toe in artikel 172, § 3, het minimum- en maximumbedrag van de geldboeten voor de verhindering van toezicht met betrekking tot de naleving van de reglementering inzake deeltijdse arbeid op te trekken tot 1 000 en 5 000 frank.

Er dient ook hier te worden vermeden dat verhindering van toezicht lonender kan zijn dan het toestaan ervan.

*
* *

Amendement n° 14 van de regering wordt aangenomen met 12 stemmen en 2 onthoudingen.

Amendement n° 13 van de heer Van Mechelen is bijgevolg zonder voorwerp geworden.

Het aldus gewijzigde artikel 8 wordt aangenomen met 12 stemmen en 2 onthoudingen.

Art. 9

Le gouvernement présente un amendement (n° 15) visant à remplacer l'article 9 par une nouvelle disposition tenant compte des modifications apportées par l'amendement n° 14 du gouvernement à l'article 172 de la loi-programme du 22 décembre 1989.

L'amendement n° 15 du gouvernement est adopté par 12 voix et 2 abstentions et devient l'article 9 du texte adopté par la Commission.

Art. 10

L'article 10 ne donne lieu à aucune observation et est adopté par 12 voix et 2 abstentions.

Art. 11

Le ministre souligne que cet article vise à porter la limite inférieure des amendes administratives de 1 000 francs à 2 000 francs pour les infractions énumérées à l'article 1^{er} de la loi du 30 juin 1971 relative aux amendes administratives. Il s'agit en l'occurrence des infractions légères à la législation sociale. Les infractions les plus graves, qui sont passibles des amendes susvisées, sont regroupées à l'article 1^{er bis} de la loi précitée du 30 juin 1971 (article 16 du projet de loi à l'examen).

L'article 11 est adopté, sans modification, par 12 voix et 2 abstentions.

Art. 12

L'amendement n° 6 de MM. Vandendriessche et Goutry est retiré.

A la suite des explications fournies par le ministre lors de la discussion de l'amendement n° 5 à l'article 4, les auteurs estiment que le renvoi aux arrêtés d'exécution, figurant au point 9°, B, a), doit être maintenu.

Répondant à *un membre*, le ministre souligne que l'article 12 vise à mettre l'article 1^{er}, 9°, de la loi du 30 juin 1971 relative aux amendes administratives en concordance avec l'article 11, § 1^{er}, de l'arrêté royal n° 5 du 23 octobre 1978 relatif à la tenue des documents sociaux, modifié par l'article 4 du projet de loi à l'examen.

L'article 1^{er}, 9°, de la loi précitée du 30 juin 1971 a trait aux infractions légères à la réglementation relative aux documents sociaux.

L'amende applicable à ces infractions sera désormais de 2 000 francs au minimum et de 50 000 francs au maximum.

Art. 9

Er wordt door de regering een amendement n° 15 ingediend ertoe strekkend artikel 9 door een nieuwe bepaling te vervangen waarin rekening wordt gehouden met de door het regeringsamendement n° 14 in artikel 172 van de programmawet van 22 december 1989 aangebrachte wijzigingen.

Amendement n° 15 van de regering wordt aangenomen met 12 stemmen en 2 onthoudingen en wordt artikel 9 van de tekst aangenomen door de Commissie.

Art. 10

Artikel 10 geeft geen aanleiding tot opmerkingen en wordt aangenomen met 12 stemmen en 2 onthoudingen.

Art. 11

De minister legt uit dat dit artikel ertoe strekt de minimumgrens van de administratieve geldboeten op te trekken van 1 000 tot 2 000 frank voor de in artikel 1 van de wet van 30 juni 1971 betreffende de administratieve geldboeten opgesomde inbreuken. Het gaat hier om de lichtere inbreuken op de sociale wetgeving. De zwaarste inbreuken, waarvoor hogere geldboeten kunnen worden opgelegd, worden gegroepeerd in artikel 1bis van voornoemde wet van 30 juni 1971 (artikel 16 van onderhavig wetsontwerp).

Artikel 11 wordt ongewijzigd aangenomen met 12 stemmen en 2 onthoudingen.

Art. 12

Het amendement n° 6 van de heren Vandendriessche en Goutry wordt ingetrokken.

Ingevolge de door de minister bij amendement n° 5 op artikel 4 verstrekte uitleg, zijn de indieners van oordeel dat de verwijzing naar de uitvoeringsbesluiten in 9°, B, a), dient te worden behouden.

Op vraag van *een lid* stipt de minister aan dat artikel 12 ertoe strekt artikel 1, 9°, van de wet van 30 juni 1971 betreffende de administratieve geldboeten, in overeenstemming te brengen met het bij artikel 4 van onderhavig wetsontwerp gewijzigde artikel 11, § 1, van het koninklijk besluit n° 5 van 23 oktober 1978 betreffende het bijhouden van sociale documenten.

Artikel 1, 9°, van voornoemde wet van 30 juni 1971 heeft betrekking op de lichtere inbreuken op de reglementering inzake sociale documenten.

De geldboete zal voor die inbreuken voortaan minimum 2 000 frank en maximum 50 000 frank bedragen.

L'article 12 est adopté par 12 voix et 2 abstentions.

Art. 13

L'article 13 vise à permettre d'infliger une amende administrative aux personnes qui fournissent des informations inexactes en matière de congé-éducation payé. Il était jusqu'à présent possible d'infliger une sanction pénale, mais la réglementation actuelle ne prévoyait pas la possibilité d'imposer une amende administrative.

Cet article est adopté, sans modification, par 12 voix et 2 abstentions.

Art. 14

Le gouvernement présente un amendement (n° 16) visant à abroger l'article 1^{er}, 34°, de la loi du 30 juin 1971 relative aux amendes administratives.

Cet amendement est une conséquence de l'amendement n° 14 à l'article 8 du projet de loi par lequel, sur le plan du droit pénal, les sanctions concernant la réglementation en matière de priorité sont abrogées. L'amendement n° 16 réalise cette abrogation sur le plan des amendes administratives.

L'amendement n° 16 est adopté par 12 voix et 2 abstentions et devient l'article 14 du texte adopté par la Commission.

Art. 15

L'article 15 vise à transposer les infractions dont il est question à l'article 1^{er}, 35°, de la loi du 30 juin 1971 relative aux amendes administratives (il s'agit des infractions en matière d'obstacle à la surveillance) à l'article 1^{er}bis de la loi précitée du 30 juin 1971 afin de permettre d'infliger des sanctions plus lourdes aux contrevenants.

Cet article est adopté sans modification par 12 voix et 2 abstentions.

Art. 16

L'article 1^{er}bis de la loi du 30 juin 1971 relative aux amendes administratives, remanié par l'article 16, regroupe les infractions les plus graves en matière de législation sociale (infractions à la réglementation en matière d'occupation d'illégaux, de chômage, d'obstacle à la surveillance) et prévoit des amendes administratives plus lourdes pour cette catégorie d'infractions.

Le gouvernement présente un amendement (n° 17) tendant à fixer respectivement à 75 000 francs et à 375 000 francs au lieu de 40 000 et 200 000 francs le

Artikel 12 wordt aangenomen met 12 stemmen en 2 onthoudingen.

Art. 13

Artikel 13 strekt ertoe een administratieve geldboete te kunnen opleggen aan personen die onjuiste inlichtingen verstrekken inzake het betaald educatief verlof. Een strafsanctie voor deze inbreuk is nu al mogelijk maar in de huidige reglementering is niet voorzien in de mogelijkheid een administratieve geldboete op te leggen.

Dit artikel wordt ongewijzigd aangenomen met 12 stemmen en 2 onthoudingen.

Art. 14

Er wordt een amendement n° 16 van de regering ingediend ertoe strekkend artikel 1, 34°, van de wet van 30 juni 1971 betreffende de administratieve geldboeten volledig op te heffen.

Dit amendement is een gevolg van het amendement n° 14 op artikel 8 van het wetsontwerp waarbij, op strafrechtelijk vlak, de sancties inzake de voorrangregeling worden opgeheven. Bij amendement n° 16 wordt deze opheffing tevens gerealiseerd op het vlak van de administratieve geldboeten.

Amendement n° 16 wordt aangenomen met 12 stemmen en 2 onthoudingen en wordt artikel 14 van de tekst aangenomen door de Commissie.

Art. 15

Artikel 15 strekt ertoe de inbreuken waarvan sprake in artikel 1, 35°, van de wet van 30 juni 1971 betreffende de administratieve geldboeten (het betreft de inbreuken inzake verhindering van toezicht) over te hevelen naar artikel 1bis van voornoemde wet van 30 juni 1971 waardoor voor die inbreuken zwaardere sancties kunnen worden opgelegd.

Dit artikel wordt ongewijzigd aangenomen met 12 stemmen en 2 onthoudingen.

Art. 16

Het door artikel 16 herschreven artikel 1bis van de wet van 30 juni 1971 betreffende de administratieve geldboeten groepeerde de zwaarste inbreuken op de sociale wetgeving (inbreuken op de reglementering inzake tewerkstelling van illegalen, werkloosheid, verhindering van toezicht) en voert hogere administratieve geldboeten voor deze categorie inbreuken in.

Er wordt door de regering een amendement n° 17 ingediend ertoe strekkend om de voor verhindering van toezicht voorgestelde administratieve geldboe-

taux minimum et maximum de l'amende administrative infligée en cas d'obstacle à la surveillance.

Eu égard au relèvement des montants des amendes pénales, il convient d'augmenter également les amendes administratives.

Cet amendement tend à permettre d'infliger une amende administrative à quiconque fait obstacle à la surveillance. Le texte proposé initialement prévoyait que seul l'employeur qui faisait obstacle à la surveillance pouvait être sanctionné.

La loi du 1^{er} juin 1993 a réalisé cette extension mais ceci a été perdu de vue dans le présent projet lors du transfert de l'infraction de l'article 1^{er} vers l'article 1^{er}bis de la loi du 30 juin 1971.

L'amendement n° 7 de MM. Vandendriessche et Goutry est retiré.

Les auteurs renvoient à l'explication donnée lors du retrait de l'amendement n° 5 (à l'article 4) et de l'amendement n° 6 (à l'article 12).

*
* *

L'amendement n° 17 et l'article 16, ainsi modifié, sont adoptés par 12 voix contre 2.

Art. 17

Le ministre précise que la modification que l'article 17 propose d'apporter à l'article 5 de la loi du 30 juin 1971 relative aux amendes administratives est la conséquence de la modification de l'article 155 du Code judiciaire par la loi du 3 août 1992 modifiant le Code judiciaire.

Par suite de la modification du terme « auditeur du travail » en « Ministère public », il sera désormais possible d'infliger une amende administrative lorsque le Procureur du Roi renonce aux poursuites pénales pour des infractions pénales sociales.

Cet article ne donne lieu à aucune observation et est adopté par 12 voix et 2 abstentions.

Art. 18

Cet article vise à remplacer, à l'article 7, premier et deuxième alinéas, de la loi du 30 juin 1971 relative aux amendes administratives, le terme « auditeur du travail » par le terme « ministère public », et ce pour les mêmes motifs que ceux précisés à l'article 17 du projet de loi.

Le gouvernement présente un amendement (n° 18) tendant à porter à six mois le délai d'un mois dont l'auditeur du travail dispose pour faire connaître sa décision d'intenter ou non des poursuites pénales.

ten van 40 000 frank tot 200 000 frank op te trekken tot minimum 75 000 frank en maximum 375 000 frank.

Aangezien ook de strafrechtelijke boetebedragen worden opgetrokken, is een verhoging van de administratieve geldboeten aangewezen.

Dit amendement strekt er ook toe om iedereen die het toezicht verhindert met een administratieve geldboete te kunnen sanctioneren. In de oorspronkelijk voorgestelde tekst is sanctionering alleen mogelijk indien het toezicht door de werkgever wordt verhinderd.

De wet van 1 juni 1993 realiseerde deze uitbreiding doch in het voorliggend ontwerp werd dit over het hoofd gezien bij de overheveling van de inbreuk van artikel 1 naar artikel 1bis van de wet van 30 juni 1971.

Amendement n° 7 van de heren Vandendriessche en Goutry wordt ingetrokken.

Zij verwijzen naar de verklaring gegeven bij de intrekking van amendement n° 5 (bij artikel 4) en amendement n° 6 (bij artikel 12).

*
* *

Amendement n° 17 en het aldus gewijzigde artikel 16 worden aangenomen met 12 tegen 2 stemmen.

Art. 17

De minister legt uit dat de door artikel 17 voorgestelde wijziging van artikel 5 van de wet van 30 juni 1971 betreffende de administratieve geldboeten het gevolg is van de wijziging van artikel 155 van het Gerechtelijk Wetboek door de wet van 3 augustus 1992 tot wijziging van het Gerechtelijk Wetboek.

Door de wijziging van de term « arbeidsauditeur » in « openbaar ministerie » zal het voortaan ook mogelijk zijn om een administratieve geldboete op te leggen wanneer de procureur des Konings van strafvervolgung afziet voor sociaalstrafrechtelijke inbreuken.

Dit artikel geeft geen aanleiding tot opmerkingen en wordt aangenomen met 12 stemmen en 2 onthoudingen.

Art. 18

Dit artikel strekt ertoe in artikel 7, eerste en tweede lid, van de wet van 30 juni 1971 betreffende de administratieve geldboeten, de woorden « de arbeid-sauditeur » te vervangen door de woorden « het openbaar ministerie » en dit om dezelfde redenen als opgegeven bij artikel 17 van het wetsontwerp.

Er wordt door de regering een amendement n° 18 ingediend ertoe strekkend de termijn van 1 maand waarover de arbeidsauditeur beschikt om van zijn beslissing omtrent het al dan niet instellen van strafvervolgung kennis te geven, tot zes maanden op te trekken.

Le ministre souligne que la réglementation actuelle permet déjà d'infliger une amende administrative après un mois, mais que ce délai n'est pas respecté. Il est impossible de mener une enquête normale dans un tel laps de temps.

Le directeur général du département de l'Emploi et du Travail attend toujours la décision de l'auditeur de travail, et ce sur la base d'un accord réciproque de 1971 avec les procureurs généraux. Ce délai d'attente peut atteindre trois à quatre ans.

En outre, il arrive que certaines enquêtes dans des affaires complexes, par exemple en ce qui concerne le travail clandestin et le travail au noir, peuvent durer longtemps. C'est pourquoi l'auditeur doit disposer du temps nécessaire pour mener de telles enquêtes convenablement.

L'intérêt d'une enquête complémentaire valable existe toujours, même si l'auditeur renonce aux poursuites pénales. Le directeur général du service d'études peut en effet, lors de la décision d'infliger une amende administrative, se baser sur les pièces rassemblées par l'auditeur.

L'adoption de l'amendement n° 18 mettra un terme à la pratique existante.

En effet, si l'auditeur du travail n'a pas pris de décision à l'expiration d'un délai de six mois, le Directeur général du département de l'Emploi et du Travail évoquera le dossier afin d'infliger une amende administrative. Le protocole de 1971 conclu entre le département de l'Emploi et du Travail et les procureurs généraux ne sera plus appliqué.

C'est précisément parce que le montant des amendes administratives est considérablement augmenté que l'on peut à présent considérer que l'application plus rapide de celles-ci est réellement efficace.

Cela n'empêche pas qu'en cas d'infractions très graves (il s'agit alors souvent de dossiers complexes), on puisse attendre plus de six mois avant d'entamer la procédure en vue de l'application d'amendes administratives.

Cette question sera réglée dans le cadre d'un nouveau protocole à conclure avec les procureurs généraux.

Selon le ministre, les inspecteurs sociaux savent très bien quels dossiers entrent en ligne de compte.

Un membre craint que, dans certains cas, les auditeurs du travail ne laissent tout simplement expirer le délai de six mois pour des raisons de commodité.

Un autre membre estime que la Commission des Affaires sociales ne peut s'exprimer sur l'amendement n° 18 sans l'avis préalable du Conseil d'Etat.

Le ministre estime qu'il s'agit uniquement de savoir si l'on est disposé à porter à six mois le délai actuel d'un mois, qu'il est impossible de respecter dans la pratique. L'amendement en question ne pose aucun problème sur le plan légistique et il n'est pas

De minister wijst erop dat met de huidige reglementering nu al na 1 maand een administratieve geldboete kan worden opgelegd. Die termijn wordt evenwel niet nageleefd. Een normaal onderzoek is binnen die korte periode onmogelijk.

De directeur-generaal van het departement van Tewerkstelling en Arbeid wacht altijd de beslissing van de arbeidsauditeur af, dit op grond van een onderlinge afspraak in 1971 gemaakt met de procureurs-generaal. Deze wachttijd kan in bepaalde gevallen drie tot vier jaar bedragen.

Voorts kunnen sommige onderzoeken in ingewikkelde zaken bijvoorbeeld met betrekking tot illegale tewerkstelling en zwartwerk lang duren. De auditeur dient daarom de nodige tijd te hebben om zo'n onderzoek behoorlijk te kunnen voeren.

Het voordeel van een goed aanvullend onderzoek blijft bestaan zelfs indien de arbeidsauditeur toch nog zou afzien van strafvervolging. De directeur-generaal van de Studiedienst kan zich immers bij het opleggen van een administratieve geldboete mede baseren op de door de auditeur verzamelde stukken.

Bij goedkeuring van het amendement n° 18 zal aan de bestaande praktijk een einde worden gesteld.

Immers, indien de arbeidsauditeur na zes maanden geen beslissing heeft genomen, zal de directeur-generaal van het departement van Tewerkstelling en Arbeid het dossier tot zich trekken ten einde tot het opleggen van een administratieve geldboete over te gaan. Het protocol van 1971 gesloten tussen het departement van Tewerkstelling en Arbeid en de procureurs-generaal zal niet meer worden toegepast.

Precies omdat de bedragen van de administratieve geldboeten aanzienlijk worden verhoogd, kan het sneller overgaan tot het opleggen van dergelijk boeten nu wel als doeltreffend worden beschouwd.

Dit neemt niet weg dat voor zeer zware inbreuken (vaak betreft het complexe dossiers) meer dan zes maanden kan worden gewacht alvorens de procedure van de administratieve geldboete op te starten.

Zulks zal geregeld worden in een nieuw met de procureurs-generaal te sluiten protocol.

Volgens de minister weten de sociale inspecteurs zeer goed welke dossiers hiervoor in aanmerking komen.

Een lid vreest dat in sommige gevallen de arbeidsauditeurs, als gemakkelijksoplossing, de termijn van zes maanden zonder meer zullen laten verstrijken.

Een ander lid is van oordeel dat de commissie voor de Sociale Zaken zich over amendement n° 18 niet kan uitspreken zonder voorafgaand advies van de Raad van State.

Volgens de minister gaat het hier enkel om de vraag of men bereid is de huidige termijn van één maand, die in de praktijk onmogelijk kan worden nageleefd, op te trekken tot zes maanden. Het ingediende amendement stelt uit een legistiek oogpunt

nécessaire de saisir le Conseil d'Etat d'une demande d'avis.

L'amendement n° 18 du gouvernement est adopté par 12 voix et 2 abstentions et devient l'article 18 du texte adopté par la Commission.

Art. 19

Le gouvernement présente un amendement (n° 19), qui est un corollaire de son amendement (n° 16) à l'article 14 par lequel les sanctions sur le plan des amendes administratives pour des infractions à la règle de priorité des travailleurs à temps partiel sont abrogées.

L'amendement n° 19 et l'article 19, ainsi modifié, sont adoptés par 12 voix et 2 abstentions.

Art. 20 à 22

Les articles 20 à 22 ne donnent lieu à aucune observation et sont adoptés par 12 voix et 2 abstentions.

Art. 22bis (nouveau)

Le gouvernement présente un amendement (n° 20) tendant à insérer un article 22bis (nouveau) qui remplace, à l'article 13, deuxième alinéa, de la loi du 30 juin 1971 relative aux amendes administratives, les mots « l'auditeur du travail » par les mots « le ministère public ».

Etant donné que, par les articles 17 et 18 du projet à l'examen, les mots « l'auditeur du travail » ont été remplacés par les mots « le ministère public » aux articles 5, premier alinéa, et 7, premier et deuxième alinéas, de la loi précitée du 30 juin 1971, il doit en être de même à l'article 13, deuxième alinéa.

L'amendement n° 20 est adopté par 12 voix et 2 abstentions et devient l'article 23 du texte adopté par la commission.

Art. 23

Le gouvernement présente un amendement (n° 21) tendant, à l'article 216bis, § 1^{er}, troisième alinéa, deuxième phrase, proposé du Code d'instruction criminelle, à remplacer les mots « l'article 172, §§ 2 et 3 » par les mots « l'article 172, §§ 1^{er} et 2 ».

Cet amendement découle de l'amendement n° 14 à l'article 8.

L'amendement n° 21 est adopté par 12 voix et 2 abstentions.

geen enkel probleem en een advies van de Raad van State is niet noodzakelijk.

Amendement n° 18 van de regering wordt aangenomen met 12 stemmen en 2 onthoudingen en wordt artikel 18 van de tekst aangenomen door de Commissie.

Art. 19

Er wordt door de regering een amendement n° 19 ingediend. Dit vloeit voort uit het amendement n° 16 van de regering op artikel 14 waarbij de sancties op het vlak van de administratieve geldboeten voor inbreuken op de voorrangsregeling van deeltijdse werknemers worden opgeheven.

Amendement n° 19 en het aldus gewijzigde artikel 19 worden aangenomen met 12 stemmen en 2 onthoudingen.

Art. 20 tot 22

De artikelen 20 tot 22 geven geen aanleiding tot opmerkingen en worden aangenomen met 12 stemmen en 2 onthoudingen.

Art. 22bis (nieuw)

Er wordt door de regering een amendement n° 20 ingediend ertoe strekkend een artikel 22bis (nieuw) in te voegen waarbij in artikel 13, tweede lid, van de wet van 30 juni 1971 betreffende de administratieve geldboeten, de woorden « de arbeidsauditeur » worden vervangen door de woorden « het openbaar ministerie ».

Daar door de artikelen 17 en 18 van het voorliggend ontwerp de woorden « de arbeidsauditeur » vervangen worden door de woorden « het openbaar ministerie » in de artikelen 5, eerste lid en 7, eerste en tweede lid van voornoemde wet van 30 juni 1971, dient dit op overeenkomstige wijze te gebeuren in artikel 13, tweede lid.

Amendement n° 20 wordt aangenomen met 12 stemmen en 2 onthoudingen en wordt artikel 23 van de tekst aangenomen door de Commissie.

Art. 23

Er wordt door de regering een amendement n° 21 ingediend ertoe strekkend in het voorgestelde artikel 216bis, § 1, derde lid, tweede zin van het Wetboek van Strafvordering, de woorden « artikel 172, §§ 2 en 3 » te vervangen door de woorden « artikel 172, §§ 1 en 2 ».

Dit amendement vloeit voort uit amendement n° 14 op artikel 8.

Amendement n° 21 wordt aangenomen met 12 stemmen en 2 onthoudingen.

L'article 23, ainsi modifié, est adopté par 12 voix et 2 abstentions et devient l'article 24 du texte adopté par la Commission.

Art. 23bis (nouveau)

M. Detienne présente un amendement (n° 11) tendant à empêcher que l'employeur ayant été frappé d'une amende administrative pour avoir recouru au travail au noir puisse conclure des contrats avec un pouvoir public pendant une durée de deux ans à dater de l'application de la sanction.

L'auteur estime que les entrepreneurs désireux de passer des contrats avec les pouvoirs publics doivent respecter la loi, et plus particulièrement les dispositions en matière de travail au noir.

Le ministre est opposé à l'automatisme de la sanction proposée par l'amendement n° 11.

Il estime qu'il faut conserver une marge d'appréciation afin de pouvoir tenir compte de la gravité de l'infraction.

Un membre se demande si la solution ne consisterait pas à informer systématiquement la commission d'agrément des entrepreneurs de toute sanction infligée à la suite d'une infraction à la réglementation relative au travail au noir. La commission d'agrément pourrait éventuellement retirer l'agrément.

Le gouvernement présente un amendement (n° 22) qui tend à obliger de communiquer la condamnation, au cas où une sanction pénale ou une amende administrative est infligée, à la commission d'agrément des entrepreneurs instituée par la loi du 20 mars 1991 et aux commissions instituées par le Roi en vertu de l'article 401 du Code des impôts sur les revenus. Cette procédure est plus efficace à l'égard des employeurs et constituera pour ceux-ci une incitation à travailler dans la légalité.

L'auteur de l'amendement n° 11 craint que cet amendement du gouvernement ne permette de ne réaliser que partiellement l'objectif que lui-même poursuit.

Son amendement n° 11 ne concerne pas uniquement l'exécution de travaux de construction, mais vise l'accès à toutes les commandes publiques. En vertu de la réglementation proposée par le gouvernement, les employeurs des autres secteurs échappent à toute sanction.

Le ministre répond que les contrats les plus importants avec les pouvoirs publics portent sur des travaux d'infrastructure. Il n'existe en outre aucune commission d'agrément pour les autres secteurs.

L'intervenant précédent demande également après combien de temps un entrepreneur auquel l'agrément a été retirée peut introduire une nouvelle de-

Het aldus gewijzigde artikel 23 wordt aangenomen met 12 stemmen en 2 onthoudingen en wordt artikel 24 van de tekst aangenomen door de Commissie.

Art. 23bis (nieuw)

De heer Detienne dient een amendement n° 11 in ertoe strekkend te verhinderen dat een werkgever die met een administratieve boete is gestraft omdat hij een beroep op zwartwerk heeft gedaan, contracten met de overheid kan aangaan gedurende een periode van twee jaar te rekenen van de tenuitvoerlegging van de straf.

De indiener is van oordeel dat de belanghebbenden die met de overheid willen contracteren, de wet, en inzonderheid de bepalingen inzake zwartwerk, moeten naleven.

De minister is gekant tegen het automatische karakter van de door het amendement n° 11 voorgestelde sanctie.

Haar inziens moet een zekere beoordelingsvrijheid mogelijk blijven waarbij dan rekening kan worden gehouden met de ernst van de inbreuk.

Een lid vraagt zich af of de oplossing er niet kan in bestaan de erkenningscommissie voor aannemers automatisch in kennis te stellen van elke sanctie die naar aanleiding van een inbreuk op de reglementering inzake zwartwerk wordt opgelegd. Die erkenningscommissie kan dan eventueel de erkenning intrekken.

De regering dient vervolgens een amendement n° 22 in ertoe strekkend de verplichting op te leggen om, ingeval een strafrechtelijke sanctie of een administratieve geldboete wordt opgelegd, van de veroordeling melding te maken aan de erkenningscommissie voor aannemers zoals ingesteld door de wet van 20 maart 1991 en aan de commissies ingesteld door de Koning in uitvoering van artikel 401 van het Wetboek van de Inkomstenbelastingen. Deze procedure is efficiënter ten aanzien van de werkgevers en zal voor deze werkgevers een aansporing zijn om legaal te werken.

De indiener van het amendement n° 11 vreest dat dit regeringsamendement slechts gedeeltelijk tegemoetkomt aan het door hem beoogde doel.

Zijn amendement n° 11 heeft niet alleen betrekking op de aanneming van bouwwerken, maar geldt voor alle overheidsbestellingen. In de door de regering voorgestelde regeling ontsnappen de werkgevers in de andere sectoren aan elke sanctie.

De minister antwoordt dat de belangrijkste contracten met de overheid betrekking hebben op infrastructuurwerken. Bovendien bestaan er voor de andere sectoren geen erkenningscommissies.

Vorige spreker wenst ook te vernemen na welke termijn een aannemer, wiens erkenning werd ingetrokken, een nieuwe aanvraag kan indienen. Kan hij

mande. Peut-il, par exemple, échapper à la sanction en modifiant la raison sociale de l'entreprise pour introduire ensuite une nouvelle demande d'agrément ?

L'intervenant demande ensuite si, par le passé, la commission d'agrément a déjà refusé ou retiré des agréments pour des motifs semblables. En d'autres termes, la pratique actuelle permet-elle de conclure que la réglementation proposée par le gouvernement produira des résultats concrets.

Le ministre explique qu'il y a deux commissions d'agrément :

1. la commission réglementant l'agrément des entrepreneurs désireux d'entrer en ligne de compte pour l'exécution de travaux publics;
2. la commission compétente pour accorder l'agrément aux entrepreneurs de travaux privés.

En vertu de l'amendement du gouvernement, les deux commissions d'agrément seraient informées des sanctions frappant les entrepreneurs qui auraient transgressé les dispositions légales relatives au travail au noir.

En ce sens, l'amendement du gouvernement a une portée plus large que l'amendement n° 11 de M. Detienne (qui n'a trait qu'aux contrats avec les pouvoirs publics).

En réponse à la question d'un membre, le ministre répond que le retrait de l'agrément signifie que l'entrepreneur ne peut plus, selon le cas, exécuter de travaux publics ou construire d'habitations privées.

Le ministre a conscience du caractère radical de cette mesure. Si elle se justifie sans aucun doute en cas d'infractions graves, telles les pratiques des pourvoyeurs de main-d'œuvre, elle est peut-être moins opportune quand il s'agit d'infractions mineures. Le ministre préfère laisser la commission décider s'il convient d'interdire également l'accès au marché privé.

Le ministre précise en outre que, par le passé, les commissions d'agrément ont déjà tenu compte de condamnations pour infraction à la législation relative au travail au noir. Mais elles n'en sont pas informées de façon systématique, ce qui sera le cas si l'amendement n° 22 du gouvernement est adopté. Il appartient naturellement à la commission d'agrément de juger de la suite qu'il y a lieu de donner à la condamnation. L'amendement n° 11 de M. Detienne est retiré.

L'auteur demande toutefois que l'on procède, au bout d'un certain temps, à l'évaluation de la réglementation instaurée par l'amendement n° 22 du gouvernement. Il demande si le ministre dispose des données relatives au nombre de retraits d'agrément, à la durée de ceux-ci, etc.

Le ministre répond que l'Inspection des lois sociales du ministère de l'Emploi et du Travail a introduit, du 1^{er} septembre 1991 au 31 décembre 1993, auprès de la commission d'agrément relevant du ministère

bijvoorbeeld aan de sanctie ontsnappen door de firmaam te wijzigen en een nieuwe aanvraag om erkenning in te dienen ?

Spreker vraagt vervolgens of de erkenningscommissie in het verleden om gelijkaardige redenen reeds erkenningen heeft geweigerd of ingetrokken. Met andere woorden, laat de bestaande praktijk toe te besluiten dat de door de regering voorgestelde regeling tot concrete resultaten zal leiden ?

De minister legt uit dat er twee erkenningscommissies bestaan :

1. de commissie die de erkenningen regelt voor de aannemers die in aanmerking wensen te komen voor het uitvoeren van openbare werken;
2. de commissie die bevoegd is voor de erkenning van aannemers van private werken.

Overeenkomstig het amendement van de regering zullen beide registratiecommissies in kennis worden gesteld van de door de aannemers opgelopen sanctie voor overtreding van de wettelijke bepalingen inzake zwartwerk.

In die zin is het amendement van de regering ruimer dan het amendement n° 11 van de heer Detienne (heeft enkel betrekking op contracten met de overheid).

Op vraag van een lid antwoordt de minister dat een intrekking van erkenning inhoudt dat een aannemer naargelang het geval geen openbare werken meer mag uitvoeren of geen particuliere woningen meer kan bouwen.

De minister is zich bewust van het verregaand karakter van deze maatregel. Die is ongetwijfeld terecht voor ernstige inbreuken, zoals koppelbazerij, maar misschien minder opportuun voor lichte inbreuken. Zij wenst het aan het oordeel van de commissie over te laten of ook de privé-markt moet worden afgesloten.

De minister wijst er voorts op dat de erkenningscommissies in het verleden ook al rekening hebben gehouden met veroordelingen die het gevolg zijn van inbreuken op de wetgeving inzake zwartwerk. Maar nu worden zij hiervan niet systematisch op de hoogte gebracht. Zulks zal wel geschieden bij de goedkeuring van het amendement n° 22 van de Regering. Uiteraard is het aan de erkenningscommissie om uit te maken welk gevolg aan de veroordeling moet worden gegeven. Het amendement n° 11 van de heer Detienne wordt ingetrokken.

De indiener vraagt evenwel na verloop van tijd een evaluatie te maken van de bij amendement n° 22 van de Regering ingestelde regeling. Hij vraagt of de minister over gegevens beschikt met betrekking tot het aantal intrekkingen van erkenningen, duur van de intrekkingen enzovoort.

De minister antwoordt dat in de periode tussen 1 september 1991 en 31 december 1993, door de inspectie voor de sociale wetten van het Ministerie van Tewerkstelling en Arbeid, bij de bij het Ministerie

des Finances, 74 dossiers tendant à obtenir la radiation d'un entrepreneur pour travail au noir.

La quasi-totalité des entrepreneurs concernés ont été radiés après l'examen du dossier.

*
* *

L'amendement n° 22 du gouvernement est adopté par 12 voix et 2 abstentions et devient l'article 26 du texte adopté par la Commission.

Art. 23ter (nouveau)

Le gouvernement présente un amendement n° 23 tendant à insérer, sous un nouveau chapitre *Vbis*, un article 23ter (nouveau) portant de trois à cinq ans, dans certaines lois sociales, le délai de prescription tant en matière pénale qu'en ce qui concerne les amendes administratives.

Le projet de loi-programme (Doc. n° 1211/1) porte également de trois à cinq ans les délais de prescription prévus par le Code d'instruction criminelle pour les délits.

Un membre estime qu'il n'est pas souhaitable de porter systématiquement le délai de prescription à cinq ans. Il admet toutefois qu'il en soit ainsi dans le cas d'infractions graves, mais il estime exagéré d'appliquer également cette mesure à des infractions mineures telles que, par exemple, le non-respect de la réglementation en matière d'affichage des horaires dans le cadre du travail à temps partiel.

Il estime qu'il faut veiller à ce que les tribunaux clôturent les dossiers dans le délai normal de trois ans.

Il n'y a pas lieu de modifier les lois, mais d'améliorer le fonctionnement des tribunaux.

Il est inadmissible d'allonger les délais de prescription parce que les tribunaux ne font pas leur travail.

Un autre membre recommande de porter le délai de prescription à cinq ans, afin d'éviter que certains employeurs ne puissent se soustraire à la sanction. L'allongement de ce délai ne signifie au demeurant pas que le traitement des dossiers prendra automatiquement cinq ans.

L'intervenant précédent souligne qu'il ressort de la pratique que le ministère public tient compte du délai de prescription. Si ce délai est allongé, on attendra souvent plus longtemps avant d'instruire le dossier.

Un membre estime que les parquets doivent donner la priorité aux dossiers en matière de fraude sociale.

van Financiën ingestelde erkenningscommissie 74 dossiers werden ingeleid om de schrapping van de registratie van een aannemer te bekomen wegens het verrichten van zwartwerk.

Na onderzoek van die dossiers werd de registratie van bijna al die aannemers ook effectief geschrapt.

*
* *

Amendement n° 22 van de Regering wordt aangenomen met 12 stemmen en 2 onthoudingen en wordt artikel 26 van de tekst aangenomen door de Commissie.

Art. 23ter (nieuw)

Er wordt door de Regering een amendement n° 23 ingediend ertoe strekkend onder een nieuw hoofdstuk *Vbis* een artikel 23ter (nieuw) in te voegen waarbij in sommige sociale wetten de verjaringstermijn van drie op vijf jaar wordt gebracht, zowel in strafzaken als voor de administratieve geldboeten. Zo worden verjaringen in dikwijls zeer ingewikkelde zaken vermeden.

Krachtens het ontwerp van programmawet (Stuk Kamer n° 1211/1) wordt de in het Wetboek van strafvordering voor wanbedrijven bepaalde termijn eveneens verhoogd van drie tot vijf jaar.

Volgens een lid is het niet aangewezen de verjaringstermijn van drie jaar systematisch tot vijf jaar te verlengen. Hij is het ermee eens dat dit gebeurt voor zware inbreuken maar dat die verhoging ook zou gelden voor lichte inbreuken, zoals bijvoorbeeld het niet-naleven van de reglementering inzake het aanplakken van de uurroosters inzake deeltijdse arbeid, is overdreven.

Hij is van oordeel dat er voor gezorgd moet worden dat de rechtbanken de dossiers afwerken binnen de normale termijn van drie jaar.

Niet de wetten moeten worden gewijzigd maar de werking van de rechtbanken moet worden verbeterd.

De verjaringstermijn verlengen omdat de rechtbanken hun werk niet doen is onaanvaardbaar.

Een ander lid is voorstander van het optrekken van de verjaringstermijn tot vijf jaar ten einde te vermijden dat sommige werkgevers een sanctie zouden kunnen ontlopen. De verlenging van die termijn betekent trouwens niet dat de behandeling van de dossiers automatisch vijf jaar op zich zal laten wachten.

Vorige spreker wijst erop dat de praktijk aantoont dat het openbaar ministerie rekening houdt met de verjaringstermijn. Wordt die termijn verlengd, dan zal in veel gevallen langer worden gewacht met de behandeling van het dossier.

Een lid is van oordeel dat de parketten de dossiers inzake sociale fraude met voorrang moeten behandelen.

Le ministre estime qu'il faut effectivement veiller à ce que les auditeurs du travail donnent suite dans un délai normal aux procès-verbaux établis par les inspecteurs sociaux.

Elle répète que l'on cherche à améliorer et à rendre plus efficace la collaboration entre l'inspection sociale et les auditeurs du travail.

A la question de savoir si l'appareil judiciaire ne pourrait pas travailler plus vite, le ministre répond qu'il existe deux possibilités :

1° ou bien on convient de traiter en priorité les dossiers de fraude importants. Dans la mesure où l'opinion publique considère que la fraude sociale est plus grave, les tribunaux reverront également leurs priorités. On assiste déjà à une certaine évolution à cet égard;

2° ou bien ces affaires sont soustraites à la juridiction des tribunaux de première instance (les infractions à la législation sociale n'y sont pas traitées en priorité) et on les fait relever de la compétence des juridictions du travail.

Cette possibilité est actuellement à l'étude en concertation avec le ministre de la Justice.

Le gouvernement présente à l'amendement n° 23 un sous-amendement tendant :

1° à modifier l'intitulé du nouveau chapitre *Vbis*, et

2° à inclure le § 7 dans le § 2 de l'article 23^{ter} à insérer.

Le sous-amendement n° 26 du gouvernement est adopté par 12 voix contre 2.

L'amendement n° 23 du gouvernement, ainsi modifié, est adopté par 12 voix contre 2 et devient (sous un nouveau chapitre VI) l'article 25 du texte adopté par le Commission.

Art. 24

MM. Vandendriessche et Goutry présentent un amendement (n° 8) tendant à remplacer les mots « sont acquis à l'Office national de sécurité sociale dès leur perception par les comptables de l'Etat » par les mots « sont transférés à l'Office national de sécurité sociale ».

Les auteurs de l'amendement estiment que le texte proposé est imprécis et ajoute des modalités qu'il est préférable de régler par voie d'arrêté royal.

Le ministre répond qu'il a été demandé à la trésorerie du ministère des Finances de rédiger un texte plus précis en tenant compte des observations formulées par le Conseil d'Etat.

Cette demande a reçu la réponse suivante :

« ... Le terme « transfert » utilisé dans l'article 24 pourrait être sujet à interprétation par la Cour des comptes, qui pourrait estimer que l'ensemble des recettes doit être inscrit au budget des voies et moyens. Pour éviter toute discussion dans l'avenir, je propose de remplacer les termes « sont transférés »

Volgens *de minister* moet er inderdaad naar gestreefd worden dat de arbeidsauditeurs binnen een normale termijn gevolg geven aan de door de sociale inspecteurs opgestelde procesverbalen.

Zij herhaalt dat er gezocht wordt naar betere en efficiëntere samenwerking tussen de sociale inspectie en de arbeidsauditeurs.

Op de vraag of het gerechtelijk apparaat niet sneller kan werken, antwoordt de minister dat terzake twee mogelijkheden bestaan :

1° ofwel wordt afgesproken dat de zware fraude-dossiers bij voorrang behandeld worden. Naarmate sociale fraude in de publieke opinie als ernstiger wordt beschouwd, zullen ook bij de rechtbanken de prioriteiten worden verlegd. Er is op dat vlak een evolutie merkbaar;

2° ofwel worden die zaken onttrokken aan de rechtsmacht van de rechtbank van eerste aanleg (inbreuken op de sociale wetgeving krijgen in die rechtbanken geen prioritaire behandeling) en worden de arbeidsrechtbanken hiervoor bevoegd gemaakt.

Die mogelijkheid wordt momenteel onderzocht in overleg met de minister van Justitie.

Er wordt door de Regering een subamendement n° 26 (op amendement n° 23) ingediend ertoe strekkend :

1° het opschrift van het nieuw hoofdstuk *Vbis* te wijzigen, en

2° paragraaf 7 op te nemen in paragraaf 2 van het in te voegen artikel 23^{ter}.

Subamendement n° 26 van de Regering wordt aangenomen met 12 tegen 2 stemmen.

Het aldus gewijzigde amendement n° 23 van de Regering wordt aangenomen met 12 tegen 2 stemmen en wordt (onder een nieuw hoofdstuk VI) artikel 25 van de tekst aangenomen door de Commissie.

Art. 24

De heren Vandendriessche en Goutry dienen een amendement n° 8 in ertoe strekkend de woorden « zijn door de Rijksdienst voor Sociale Zekerheid verworven bij de inning door de Staatsrekenplichtige » te vervangen door de woorden « wordt aan de Rijksdienst voor Sociale Zekerheid overgedragen ».

Volgens de indieners is de voorgestelde tekst onduidelijk en voegt die modaliteiten toe die beter in een koninklijk besluit worden geregeld.

De minister antwoordt dat de thesaurie van het Ministerie van Financiën gevraagd werd een meer accurate tekst voor te stellen op basis van de opmerkingen van de Raad van State.

Op die vraag kwam volgend antwoord :

« ...De in artikel 24 gehanteerde term « overdracht » zou aanleiding kunnen geven tot interpretaties door het Rekenhof, dat ervan kan uitgaan dat alle ontvangsten in de Rijksmiddelenbegroting moeten worden opgenomen. Om betwisting te voorkomen, stel ik voor de woorden « wordt (...) overgedra-

par les termes « sont acquis à l'ONSS dès leur perception par les comptables de l'Etat ».

Ceci ne permettra plus aucune mise en cause de l'utilisation d'un compte de tiers.

L'arrêté royal est nécessaire pour l'exécution de l'article : il doit prévoir entre autres la création d'un compte d'ordre de Trésorerie, et les modalités de transfert des fonds à l'ONSS (date de paiement, ...).

Comme le texte proposé en tient compte, il convient de ne pas le modifier.

L'amendement n° 8 de MM. Vandendriessche et Goutry est ensuite retiré.

Le gouvernement présente un amendement (n° 24) tendant à remplacer les mots « l'article 172, § 2 » par les mots « l'article 172, § 1^{er} ». Cet amendement découle de la modification apportée à l'article 8 du projet de loi.

L'amendement n° 24 du gouvernement et l'article 24 ainsi modifié (article 27 du texte adopté par la Commission) sont adoptés par 12 voix contre 2.

Art. 25

Cet article ne donne lieu à aucune observation. Il est adopté par 12 voix contre 2 et devient l'article 28 du texte adopté par la Commission.

Art. 25bis (nouveau)

M. Draps présente un amendement (n° 9) tendant à insérer dans le projet à l'examen un article 25bis prévoyant de sanctionner plus sévèrement le chômeur indemnisé qui a accepté de travailler au noir.

Cet amendement est rejeté par 12 voix contre 2.

Art. 26

Le gouvernement présente un amendement (n° 25) tendant à remplacer l'article 26 par une nouvelle disposition.

Les modifications proposées par cet amendement visent :

1° à préciser que la réglementation antérieure restera applicable, à titre transitoire, aux faits commis avant la date d'entrée en vigueur de la nouvelle loi;

2° à confier au Roi le soin de fixer la date d'entrée en vigueur de la nouvelle réglementation relative aux cartes d'identité sociales.

gen » te remplacer par les mots « ont été obtenus par la Rijksschouwburg ».

Zodoende kan het gebruik van een rekening van derden niet meer ter discussie worden gesteld.

Er is een koninklijk besluit nodig voor de uitvoering van dit artikel : het moet onder meer voorzien in de opening van een orderekening bij de Thesaurie en de nadere regels voor de overdracht van fondsen aan de RSZ (betaaldatum, ...).

De voorgestelde tekst houdt hiermee rekening en het is derhalve aangewezen die ongewijzigd te behouden.

Amendement n° 8 van de heren Vandendriessche en Goutry wordt vervolgens ingetrokken.

De regering dient een amendement n° 24 in ertoe strekkend de woorden « artikel 172, § 2 » te vervangen door de woorden « artikel 172, § 1 ». Dit amendement vloeit voort uit de in artikel 8 van het wetsontwerp aangebrachte wijziging.

Amendement n° 24 van de regering en het aldus gewijzigde artikel 24 (artikel 27 van de tekst aangenomen door de Commissie) worden aangenomen met 12 tegen 2 stemmen.

Art. 25

Dit artikel geeft geen aanleiding tot opmerkingen. Het wordt aangenomen met 12 tegen 2 stemmen en wordt artikel 28 van de tekst aangenomen door de Commissie.

Art. 25bis (nieuw)

De heer Draps dient een amendement n° 9 in ertoe strekkend een artikel 25bis in te voegen dat voorziet in een strengere sanctionering van de uitkeringsgerechtigde werkloze die aanvaard heeft zwartwerk te verrichten.

Het amendement wordt verworpen met 12 tegen 2 stemmen.

Art. 26

Er wordt door de regering een amendement n° 25 ingediend ertoe strekkend artikel 26 door een nieuwe bepaling te vervangen.

Volgende wijzigingen worden door dit amendement voorgesteld :

1° te preciseren dat voor feiten gepleegd voor de inwerkingtreding van de nieuwe wet de vroegere regeling zal blijven voortbestaan als overgangsbepaling;

2° de datum van inwerkingtreding voor de nieuwe reglementering inzake de sociale identiteitskaarten door de Koning te laten vaststellen.

L'amendement n° 25 est adopté par 12 voix et 2 abstentions et devient l'article 29 du texte adopté par la Commission.

*
* *

L'ensemble du projet de loi est adopté par 12 voix et 2 abstentions.

En conséquence, la proposition de loi jointe de M. J. Peeters (Doc. n° 873/1) devient sans objet.

Le Rapporteur,

J. SLEECKX

Le Président,

E. FLAMANT

Amendement n° 25 wordt aangenomen met 12 stemmen en 2 onthoudingen en wordt artikel 29 van de tekst aangenomen door de Commissie.

*
* *

Het gehele wetsontwerp wordt aangenomen met 12 stemmen en 2 onthoudingen.

Bijgevolg vervalt het toegevoegde wetsvoorstel van de heer J. Peeters (Stuk n° 873/1).

De Rapporteur,

J. SLEECKX

De Voorzitter,

E. FLAMANT